

LE CONFLIT NAMIBIEN

L'Afrique du Sud annonce le « désengagement » de ses troupes de l'Angola

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément « le Monde des arts et des spectacles »

Pages 11 à 17

Enquête sur le Conservatoire national supérieur de musique

## Terrorisme et démocraties

Le problème que le terrorisme pose aux nations démocratiques n'est pas seulement juridique ou policier mais aussi, à l'évidence, moral. Les régimes de liberté étant armés pour combattre la violence meurtrière, les terroristes les mettent au défi, les provoquent au sens littéral du terme, en faisant tout pour les obliger à violer les principes dont ils se réclament.

C'est aujourd'hui l'Espagne qui, avec l'inséparable drame basque, se trouve en première ligne. La situation n'est certes pas nouvelle. Mais, depuis que la démocratie a succédé au franquisme, la compréhension que l'on pouvait éprouver à l'égard des indépendantistes de l'ETA n'est plus de même, même s'ils font valoir que, d'un point de vue « national » basque, le changement intervenu n'en est pas un. L'arrivée de la gauche au pouvoir à Madrid n'a pas mis fin, c'est le moins que l'on puisse dire, aux attentats. Or à même assisté, du fait des représailles tout aussi légitimes exercées par des groupes d'extrême droite contre des réfugiés, à un débordement de la frontière franco-espagnole par la violence basque... en sens inverse.

L'intervention de M. Felipe Gonzalez devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, mardi 31 janvier à Strasbourg, était donc particulièrement attendue. Le chef du gouvernement de Madrid a lué aux « droits et libertés » et à la « démocratie ». Il a déclaré que la coopération franco-espagnole s'était renforcée ces temps derniers en la matière. Mais il n'a finalement pas formulé de propositions bien précises. Il est vrai que l'adoption d'une convention européenne pour la répression du terrorisme, en 1977, n'a eu rien de plus que de ce genre d'exploits.

La France s'est à son tour trouvée devant le problème de la répression de la violence politique. Il y a peu, avec le procès des Arméniens responsables de la prise d'otages meurtrière du consulat de Turquie à Paris, le 24 septembre 1981. Le verdict — sept ans de réclusion pour chacun des quatre accusés — paraît certainement bien lourd aux défenseurs de la cause arménienne et, à l'inverse, bien léger au gouvernement turc.

Les premiers peuvent malgré tout se féliciter de constater que, depuis la répression de l'avent général, les jurés ont, en donnant la même peine à chacun, reconnu le caractère éminemment politique du geste des accusés et leur totale solidarité. En outre, comme le souhaitaient les Arméniens, ce procès a permis, à l'occasion d'un très impressionnant défilé de témoins, de rappeler sans détour ce que fut cet holocauste-là.

Ceux qui, en revanche, estiment que la défense de la mémoire des victimes d'hier ne justifie aucunement les violences d'aujourd'hui pourraient se féliciter de voir que, pour la première fois, la France ose juger et condamner les auteurs d'un attentat politique de cette nature en dépit des risques évidents de représailles. Cette fermeté, il est vrai, s'adresse sans doute au moins autant aux enfants perdus du nationalisme arménien qu'à ceux qui se servent, sans risque pour eux-mêmes, de leur colère et de leur refus de l'oubli pour contribuer à déstabiliser les démocraties. Eternel problème de l'identité des véritables commanditaires du terrorisme — et défi supplémentaire pour les pays libres.

(Lire page 10.)

## Une mise en garde américaine aux dirigeants européens

M. Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat dénonce le « nombrilisme »

et l'« introversion » des pays du Vieux Continent

« Les Européens de l'Ouest, pour le moment en tous cas, se préoccupent de moins en moins de contribuer à la stabilité du monde et de plus en plus de celle de leur région géographique (...). Ils doivent sortir de leur cocoon et admettre qu'il leur faut nous aider, ou alors le problème n'a de bonnes chances de s'aggraver ».

Cette tendance de l'Europe occidentale à l'« introversion », et à une sorte de « nombrilisme » est « un processus important en cours, et nous ferions bien de l'étudier », car sa poursuite « conduirait inévitablement l'URSS à considérer la région comme une zone où elle peut semer le trouble (...). Les Soviétiques ne laisseraient pas passer cette chance ».

Un homme qui n'a même pas l'air d'être un de ces « Californiens » de l'équipe Reagan dont les audaces diplomatiques ont parfois défrayé la chronique. Il a été notamment adjoint de M. Kissinger à la Maison Blanche sous M. Nixon, attaché à la mission des Etats-Unis auprès de l'OTAN et responsable des affaires européennes au département d'Etat : autant dire qu'il connaît bien les pays auxquels il a lancé cette volée de bois vert.

Sans doute M. Eagleburger, qui s'adressait le mardi 31 janvier au

centre d'études internationales John Davis-Lodge aux Etats-Unis et dont le discours est cité par l'AFP, n'a-t-il pas voulu préciser quels pays en particulier il vise de « nombrilisme ». Il dit même ne pas partager les inquiétudes à la mode sur l'éventualité d'une Allemagne « neutralisée pour prix de sa réunification », si du moins elle résout ses problèmes économiques.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

## Le projet de budget américain pour 1985 prévoit un déficit de 180 milliards de dollars

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE BERNARD GUETTA

## Le sud du Liban en garde à vue

L'armée israélienne a retourné contre elle une population qui, à l'origine, ne lui était pas hostile

Saïda. — Vers midi, dans l'avenue centrale de Saïda, notre chauffeur de taxi frêne brusquement et amorce un demi-tour : 100 mètres plus loin, on vient de découvrir un carton suspect qui traîne sur la chaussée déjà vide. La charge explosera un peu plus tard, avant même l'arrivée des soldats israéliens. La routine, ou presque.

Au long de cette rue commerçante — Riad-el-Solh — connue pour ses pizzerias, le stationnement est interdit à toute heure. Gare aux diables qui risquent de retrouver leur voiture criblée de balles après le passage d'une patrouille trop nerveuse. Depuis qu'un camion piégé s'est écrasé début novembre contre le gouvernorat de Tyr, les soldats traquent et démolissent les véhicules douteux.

Après dix-neuf mois d'occupation — ou de « présence », comme on dit pudiquement à Jérusalem — l'armée israélienne est constamment sur le qui-vive au Liban du Sud. Elle subit au moins une ou deux attaques par jour : jets de grenades, tirs de roquettes, explosions de mines.

Il est bien loin le temps de l'insouciance où la population locale, trop heureuse d'être débarrassée des Palestiniens, accueillait Teshat sous une pluie de riz et de bonbons. Aujourd'hui, tout contact avec l'habitant est lourdement sanctionné. Dans le secteur oriental, calme

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

jusqu'ici, les soldats vont parfois au village acheter un café turc ou acheter des cigarettes. La « fraternité » s'arrête là. Pour être moins vulnérable, l'armée maintient en milieu urbain une présence minimale.

Sur la route côtière — la plus dangereuse — les Israéliens patrouillent à pied par petits groupes entre les vergers tellement propices aux attentats. Ils scrutent les bas-côtés où l'ennemi a coutume d'enterrer les charges qui, télécommandées, explosent au passage des convois. Souvent, ils ne portent ni casque ni gilet pare-balles. Les premiers gémirent les seconds reléguent la course. Entre Tyr et Saïda, l'armée limite les risques en faisant raser les orangers sur une profondeur d'environ 50 mètres. Elle multiplie à l'improviste les contrôles qui provoquent de longs retards et indisposent vivement les Libanais.

Toute occupation en terre étrangère déclenche une dynamique funeste. Depuis juin 1982, le Liban du Sud a connu tour à tour le soulèvement, l'indifférence, l'impénitence, puis le rancœur et la révolte armée. Saïda et Tyr, où Alexandre en personne dut mener un siège de sept

mois, ont l'habitude, il est vrai depuis cinq mille ans, de résister à l'occupant. « Je déteste les violences, mais elles étaient inévitables », estime Mgr Hadad, évêque catholique de Tyr. Quand les responsables israéliens sont venus me voir après l'investiture, je leur ai dit : « Aide au maximum le gouvernement libanais à consolider son autorité, ensuite, partez. Hélas, ils n'ont pas suivi ce conseil ».

Quelques grosses erreurs, une série de maladroites et une attitude générale de mépris et d'incompréhension du milieu social et culturel libanais ont retourné contre l'armée israélienne une population qui, à l'origine, ne lui était pas hostile.

(Lire la suite page 6.)

## Le malaise de la gauche face à la stagnation de l'économie

M. Chevènement rejoint le PCF dans sa critique de la politique du gouvernement

Le bureau politique du PCF a proposé, mardi 31 janvier, la candidature de M. Georges Marchais pour conduire la liste communiste aux élections européennes, et rappelle, dans la déclaration publiée à cette occasion, son exigence d'une « nouvelle croissance ».

Le même jour, à France-Inter, M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERS, s'élevait contre l'action du gouvernement, qu'il assimile à la « croissance zéro ». Deux composantes de la majorité relancent ainsi le débat sur la nécessité d'un changement de cap de la politique économique.

Il faut que la gauche puisse se reconnaître dans les décisions que le gouvernement s'apprête à prendre et à mettre en œuvre : telle est la préoccupation mise en avant par les communistes et, sous une forme différente, par M. Chevènement. Comment la gauche pourrait-elle faire si elle ne parvenait pas à obtenir une augmentation du chômage et à un blocage, sinon à une régression, du pouvoir d'achat ? Impossible, dit M. Chevènement : si on fait cela, les élections législatives de 1986 sont perdues d'avance.

L'ancien ministre de l'Industrie s'est livré, mardi 31 janvier, sur France-Inter, à une sorte de démontage de la politique économique actuelle, dont les principes, selon lui, sont étrangers à la pensée de gauche. Celle-ci ne saurait approuver ce que M. Chevènement appelle un « néo-malthusianisme ». Un gouvernement de gauche ne peut mener qu'une politique de croissance.

M. Chevènement, au contraire de M. Georges Marchais, ne soupçonne pas la gauche de « céder aux pressions du patronat ». Il dénoncerait, plutôt, l'emprise idéologique qu'exerce sur elle une tradition qui identifie la saine gestion à la droite, et les mirages des modèles étrangers. L'ancien ministre de l'Industrie voudrait une gauche plus libre de ses idées et plus inventive ; plus loin des faits, diront ses adver-

saires en s'appuyant sur la tentative avortée de relance, en 1981.

Le PCF, lui, en choisissant M. Marchais comme tête de liste pour les élections européennes, enfonce le clou. Il faut s'opposer aux pressions du patronat, dit le bureau politique, et les thèmes développés par le comité central à la mi-janvier — c'est-à-dire la critique des orientations de la politique gouvernementale — répondent à l'attente de la base. Celle-ci est satisfaite, selon la direction du P.C.F., de savoir que les décisions qui pourraient la contraindre ne doivent pas être attribuées à la gauche, et à son gouvernement dont les communistes font partie, mais à la droite et au patronat.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

## AU JOUR LE JOUR

### Cirque

Il n'est pas inutile, par les temps qui courent, de redonner aux Français des occasions de s'amuser.

M. Jack Lang a donc décidé de relancer le cirque en France. Il annonce la création d'un centre de formation, tandis que le Cirque national prendra son essor.

Les hommes politiques pourraient payer de leur personne. On voit assez les communistes dans un exercice collectif de grand écart. M. Mauroy en équilibriste, M. Savary dans un numéro de haute école (privée ou publique), M. Delors jonglant avec les chiffres et M. Chirac dompteur de la meute des opposants.

Mais qui sera le clown ? BRUNO FRAPPAT.

## Crise porcine, crise bretonne

### I. — Un déficit de plus de 5 milliards de francs

Saint-Brieuc. — La France manque de porcs. Ce déficit lui aura coûté plus de 5 milliards de francs en 1983. Pourtant les jeunes n'investissent plus dans cette production. Ils préfèrent le lait, alors que dans ce secteur nous croulons sous les excédents. La production porcine n'est pas rentable. Parce que la loi de l'offre et de la demande ne s'applique plus au plan national mais européen.

Et l'Europe du porc, elle, est excédentaire. Pas de beaucoup, 2 % à peine, mais cela suffit à faire chuter les cours. Le marché est très instable. Que l'Italie cesse ses achats aux Pays-Bas, que le Danemark perde le marché japonais, suite à un dumping américain, et voilà les cochons du nord qui défilent sur la France, où, puisque déficit il y a, on les attend. Les acheteurs, dès lors, tirent sur les prix.

« Je leur ai dit : Ne cherchez pas, des jambons étrangers, il y en a dans tous les pays », a dit, à Saint-Brieuc, M. Jean Stalaven, un des plus importants salaisonniers de Bretagne.

Des jambons étrangers, il en importe, pour 7 % de son chiffre d'affaires, parce que le marché du jambon a progressé de 35 % en trois ans, alors que le marché de la charcuterie en général stagne (+ 0,1 % en 1983). Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il achète « étranger » ; mais dans sa profession, celui qui fournit le jambon fournit également les autres produits charcutiers. M. Stalaven exporte 7 % de son chiffre d'affaires, qui aurait dépassé les

De notre envoyé spécial JACQUES GRALL

200 millions en 1983, si le prix du porc n'avait baissé. Il embauche aussi (65 emplois supplémentaires en 1983, 465 au total, 177 il y a dix ans) et gagne de l'argent. C'est l'exception qui confirme la règle.

Car la règle, c'est que le nombre des salaisonniers se réduit, que la marge brute d'autofinancement de la branche est passée de 2 % du chiffre d'affaires en 1981 à 1,4 % en 1982. Les exportations françaises de produits charcutiers ont diminué de 5,4 % en 1981 et de 10 % en 1982, quand les importations progressaient respectivement de 21,6 % et de 5 %.

La filière porc a bien du plomb dans l'aile, puisqu'on importe des porcs, mais que l'on paye aussi la valeur ajoutée en achetant de plus en plus de produits transformés. Apparemment donc, la crise du porc ne sert pas la salaisonnerie.

« Si l'on pouvait composer librement la ration alimentaire avec les sous-produits du porc, le monnaie, etc. le prix du kilo d'aliment baisserait de 6 centimes », explique M. Piéto, le plus important fabricant d'aliment du bétail des Côtes-du-Nord, premier département français pour la production porcine. Pour favoriser les céréaliers, les autorités européennes ont contingenté les importations de manioc, aliment énergétique moins coûteux que le blé. Parce qu'ils avaient les moyens de stockage nécessaires, un grand port, Rotterdam, les Pays-Bas se sont adjugé la majeure partie du quota. « Depuis six mois, raconte M. Piéto, je n'achète plus de manioc. Il y en a très peu de disponible à Brest ».

Dernièrement, les fabricants ont disposé de blé à prix réduit (137,4 F le quintal au lieu de 150,54 F). Mais, pour en profiter, il fallait que le blé soit rentré dans les silos des marchands avant le 15 janvier. Cette fois, le contingentement n'était pas en volume mais dans le temps. Les fabricants sont encore encouragés à utiliser la féverole, qui remplacerait le soja, mais ils sont découragés par le retard apporté au versement des primes : celles-ci atteignent 5 millions de francs chez M. Piéto, dont le chiffre d'affaires s'élève à 400 millions de francs. Pour moins dépendre des cours des marchandises importées, on pourrait utiliser plus de céréales encore. Mais elles sont trop chères.

(Lire la suite page 22.)

Cartier

MONTRES MUST VERMEIL A QUARTZ

le muft de Cartier



Le Monde

# idées

## Un autre Pascal

par CLAUDE BRUAIRE (\*)

### Philosopher

Philosophons un peu. Comment penser l'autre, se demande

P.-J. Labarrière, dans un livre dont rend compte

Gilbert Kirchner, sinon en se fondant sur une « dialectique de l'expérience » ?

Comment penser l'univers ?

Claude Bruaire parle d'un ouvrage de Francis Kaplan

qui propose une nouvelle lecture de Pascal, dans laquelle

l'Ancien Testament anticipe la vérité du christianisme.

Manuel de Diéguez ne voudrait pas qu'en place d'une théologie chrétienne frappée de « mort

philosophique » on tombe dans un nouveau gnosticisme.

Enfin Maurice Obadia n'accepte pas qu'au nom du refus de l'utopie

on se laisse aller à une autre utopie axée sur une illusoire

tentative de stabiliser l'évolution.

AUX temps modernes, la pensée du christianisme ne connaît rien, en langue française, de plus grand que Pascal. Pascal infini et inépuisable. Son époque ne saurait l'étranger, le limiter : la provocation qu'il exerce sur les jeunes philosophes aujourd'hui est témoin indiscutablement. A ceux qui douteraient de l'actualité de Pascal, je conseille d'aller seulement consulter les inscriptions en maîtrise ou en thèse de nos universités. Ils comprendront où sont les maîtres qui donnent des pensées et donnent à penser, et que Pascal demeure au premier rang.

D'où l'importance extrême de la nouvelle version des *Pensées* de cet auteur. D'où les vives controverses qu'elle suscite déjà. Francis Kaplan vient d'en faire paraître une autre présentation (1). Autre non par la « présentation » d'un nouvel éditeur, mais par une autre manière, tout autre, de nous rendre l'œuvre présente.

### Un double débat

Chacun participe d'une ancestrale habitude : les *Pensées* géniales sont juxtaposées dans le discontinu d'une élaboration insaisissable, prenons les comme suggestions, égrenées au hasard de l'inspiration. Aucun système, là où quelques lignes isolées forcent à la méditation sans fin. Francis Kaplan offre au contraire une présentation systématique, et le débat s'engage en querelle chez les pascaliens. A mon avis, le débat est double, à deux niveaux tout différents. Même si nul ne peut conduire l'un sans l'autre.

D'abord le débat exégétique, où sont orfèvres les historiens et les littéraires. Il est simple d'en préciser les données.

Nous disposons, couramment, de deux éditions : celle de Brunschvicg, habituelle des philosophes, et celle de

Lafuma, réputée plus authentique. La première, construite subjectivement selon un classement d'idées maîtresses, restait, si l'on peut dire, systématiquement désordonnée. La seconde prétendait donner un plan authentique de Pascal, recopiant la fameuse « Copie » de Port-Royal. Mais ce plan n'ajoutait rien à l'intelligibilité de chacune des pensées, offrant un ordre sans logique, quand, de surcroît, le niveau de l'auteur, E. Perier, déclare que les manuscrits avaient été trouvés « sans ordre ni suite ». Francis Kaplan jette alors un pavé dans la mare : il suit le plan indiqué par Pascal lui-même. Je n'ai pas compétence en matière exégétique. Simplement, les arguments de Francis Kaplan me satisfont, et j'attends la réplique.

Mais, à un deuxième niveau, philosophique et théologique, le travail de mise en ordre que nous propose Francis Kaplan est décisif pour l'intelligence de Pascal comme pour l'actualité de cet auteur magistral. Car on nous offre une apologétique, à la fois complète et systématique. Apologétique scripturaire et non rationnelle, Pascal s'avérant suffisamment agnostique, comme philosophe, pour renoncer aux preuves rationnelles.

### L'Ancien Testament : préparation ou preuve ?

Pour présenter ce débat majeur dans toute l'étendue de son enjeu, rappelons que, classiquement, l'Ancien Testament peut être doublement exploité par d'autres causes que la sienne. Ou bien il est compris comme une préparation à la pensée

(\*) Professeur de philosophie à Paris-Sorbonne.

purement rationnelle. C'est, bien sûr, la thèse célèbre de Spinoza, par fait comble de la Bible par ailleurs. C'est aussi, dans son héritage, celle des philosophes des Lumières, notamment Lessing : la religion de la Bible éduque à la lumière de la raison autonome. Ou bien il est adopté comme preuve systématique du christianisme : prophéties et Loi mosaïque ont leur vérification et leur vérité dans la révélation historique du christianisme. L'Ancien Testament n'est pas l'inauguration de la rationalité, mais anticipation religieuse de la vérité du christianisme.

Francis Kaplan montre, expose, en sa présentation neuve, bien au-delà du bénéfice d'une lecture continue des *Pensées*, que Pascal soutient la seconde thèse de toute la force de son génie.

Au lecteur de lire et de juger. Mais qu'il prenne garde, en toute maîtrise : le problème d'acceptation faite des questions exégétiques qui, de toute façon, trouveront leur réponse, est celui du christianisme en son héritage de la pensée juive comme en sa capacité de trancher ici, sur le thème foi et raison, en faveur décisive de la foi.

J'ai cependant une question pour Francis Kaplan dont l'œuvre pascaliennne sous-estime, à mon avis, le cas religieux que Pascal faisait de la raison et qui me semble majeur plus qu'à lui. Et ceci n'est pas une autre histoire. Au travers du « vrai visage » de Pascal, c'est toute la question décisive du christianisme, de sa vérité comme de sa suscitant spirituelle, qui est l'enjeu inévitable du débat. Il n'est pas sans intérêt à cet égard de noter que Francis Kaplan n'est pas lui-même chrétien et qu'il a ses propres réserves formulées avec discrétion, mais aussi avec netteté.

(1) *Les Pensées de Pascal*, Editions du Cerf, Paris, 1983. Présentation par Francis Kaplan. 692 pages, 99 F.

LU.

« LE DISCOURS DE L'ALTÉRITÉ », de P.-J. Labarrière

### La dialectique de l'expérience

Le même et l'autre. La philosophie peut en penser le rapport comme connexion de l'être sous les traits de l'étant, de l'objet à saisir et à maîtriser. Cela finit dans l'identité. L'opposition initiale se fonde dans la réduction de l'être au concept, de l'autre au même.

Comment penser autrement l'autre ? Comment le penser, le saisir, le maîtriser ? Question essentielle d'une philosophie qui veut comprendre l'autre en un discours qui ne soit pas discours de maîtrise. Souvent la modernité tend à l'autre extrême. Son refus de la maîtrise va jusqu'au refus du discours qui unit et lie l'altérité. Jusqu'au refus de comprendre l'autre.

Un livre récent de Pierre-Jean Labarrière reprend à son tour la question. Il tente d'éviter les deux écueils opposés et unilatéraux de la réduction de l'autre au même et du même à l'autre. La philosophie n'est pas discours sur l'autre, de l'autre. Elle veut articuler la communication, le communisme avec l'autre, sans partir de la présupposition d'un autre-objet. Il ne faut pas poser un rapport original dual entre un sujet-même et un objet-autre, se faisant face, doubles spéculaires habités du même désir d'identification muette. La relation précède tout face-à-face et le rend illusoire. Au-delà la relation. Au-delà l'altérité. Non l'altérité spéculaire, ni l'altérité de l'absolument autre, toutes deux reviennent à la même relation. Mais l'altérité de relation pensée comme altérité spéculaire, la structure la plus profonde de ce que Labarrière appelle l'expérience : la présence au monde, aux autres, à soi, dans le divin.

La dialectique ne se donne pas d'elle-même et ne se voit pas. Rien ni personne ne peut être soi s'il n'est aussi non-soi, autre que soi, s'il ne se reçoit de l'autre alors même qu'il l'accueille.

### De l'abstrait au concret

Le discours de l'altérité élabore la dialectique interne et inachevable de l'expérience, selon un mouvement de l'abstrait au concret comparable à l'ordre phénoménologique hégélien de la conscience de la conscience de soi et à la raison.

Au premier degré l'individu dont le vivre sur le plan du sentiment se dit selon une parole essentiellement désignative et nominative. Au second degré le sujet dont la phrase ne prétend plus représenter une découpe supposée des choses et qui surmonte le désir narcissique d'adhésion et de coïncidence dans la conscience et l'éternité des oppositions. Au troisième

degré enfin l'homme d'expérience dont le dire est discours travaillant l'histoire, de la logique fondamentale, de la poétique, discours transindividuel et transsubjectif de l'autre, vécu dans la relation à l'autre, dans le désir de l'autre, où désir et désiré ne cessent d'échanger leurs places, non en miroir, mais sur le mode de l'articulation dialectique.

La structure de l'expérience n'est pas statique, elle est structure-en-mouvement, toujours en cours, œuvre d'une liberté qui se risque à prendre figure et à donner figure (et sens) au monde. Mais l'altérité est irréductible. La dialectique du discours et du monde, des mots et des choses du dire et du vivre, de l'homme et de la femme ne finit pas.

Dans la conscience philosophique d'être inachevable, la dialectique rend justice au jeu, au risque, à la danse qu'implique la structure de l'expérience. Rien d'éternel et le fin du dialectique parcourant avec patience le chemin du négatif conduisant à la joie. Joie dans la réconciliation philosophique du vivre et du dire, de l'imagination et du conceptuel (dans le symbolique), du mythe et du logos. Si le système aboutit, c'est à la circulation discursive du mythe et du logos, en un incessant aller-retour, non à la contemplation muette d'une transcendance.

Mais aussi peut-on se demander si la dialectique ne minimise pas cette forme de l'altérité hostile à toute raison qu'évoque l'expression jamaïque de *mal radical* et qu'Éric Weil a tenté de penser systématiquement sous le titre de la violence pure de l'Être (1). La dialectique ne rend-elle pas de raboter l'apogée du réel, le hiatus peut-être irréductible entre vivre et dire ?

Encore faut-il reconnaître au dialecticien le courage et la générosité de son entreprise qui a toujours déjà commencé le travail de la réconciliation avec l'irréconciliable, en sachant d'avance qu'il n'y aura rien ni personne et assurément tout l'humain, l'inhumain y compris.

GILBERT KIRCHNER  
Maître-assistant à l'UER  
de l'université Lille-III.

\* Pierre-Jean Labarrière, *Le Discours de l'altérité. Une logique de l'expérience*, PUF coll. « Philosophie d'aujourd'hui », Paris 1983, 362 pages, 160 F.

(1) Eric Weil, *Logique de la philosophie*, Vrin, Paris 1981, 406 pages, 42 F. Cf. le posthume *Philosophie et Récit. Derniers essais et conférences*, Beauchesne, coll. « Bibliothèque des archives de philosophie », Paris 1982, 404 pages, 150 F.

## Un nouveau gnosticisme ?

par MANUEL DE DIÉGUEZ (\*)

biologie nucléaire, en cancérologie ou en physique des particules.

Or la « double hélice » du code génétique de Watson est une simple figure de rhétorique, une image frappante à l'aide de laquelle ce grand savant a essayé de représenter sa découverte d'une manière à la fois visuelle et poétique. Prendre avec intrépidité cette « double hélice » à la lettre et, de surcroît, la dessiner en « projection plane », afin de la mettre en rapport avec de prétendus rythmes parlants du monde, ressortit à une philosophie visiblement construite sur le mythe même du Grial qui lui a servi d'impulsion fondatrice.

Que penser de ces sortes de songes philosophiques ? Les antécédents en sont bien connus des historiens : ils s'inscrivent dans la tradition irrationnelle d'une alliance des mathématiques avec la poésie et avec quelque « musique des sphères » chère aux pythagoriciens. M. Roubaud n'est-il pas « poète et mathématicien » ? Il s'agit, de sur-

croît, de philosophies du salut dans lesquelles des analogies hallucinogènes jouent un rôle redempteur assurément plus propre à calmer les angoisses dont souffre l'esprit humain qu'à poser clairement quelque problème que ce soit.

### Gnosticismes mos

Allons-nous vers de nouvelles cosmologies magiques, à la manière de Platon, puis des néo-platoniciens ? Sommes-nous en quête de quelque mystérieuse harmonie universelle dont la vertu fascinatrice a toujours exprimé une ambition aussi vieille que la pensée — celle de rendre loquace l'univers afin de compenser le silence des dieux ? Faire parler les choses mêmes, cela s'appelait autrefois l'idolâtrie. Que signifie un tel déplacement de l'esprit religieux ? S'agit-il d'un panthéisme comparable à celui de la fin du monde antique, et fondé sur l'informe ? Car si les « chercheurs » seront « informés » par les « rythmes du monde entier », cela ne signifie pas, dans ce contexte, qu'ils recevront des informations, mais qu'ils seront eux-mêmes formés, modelés et informés par ces rythmes. On se réveille mal, après la mort de Dieu, au silence des espaces infinis et l'on se tapit dans un nouvel immanentisme protecteur.

Le Collège de philosophie réunit des maîtres dans leur spécialité, mais souvent étrangers à la discipline rigoureuse de l'intelligence. (\*) *Ecrivain et philosophe.*

qu'est la philosophie. Ils y sont mêlés à des philosophes attirés par des formes osculantes de la pensée. L'expérience a malheureusement démontré que ce genre de rencontres conduit à des écumeux mensonges, chacun s'efforçant de justifier une finalité éloquentes de l'institution par des vœux aussi auto-référentiels que pastoraux, au nom d'une pluralité indiscutable et inculpable d'une critique drastique de ses présupposés méthodologiques.

La question n'est pas sans intérêt politique. L'Etat laïc, donc « cartésien » au principe, gardera-t-il la tête froide ou bien, par l'orientation mythologique qu'il donnera à son soutien à la pensée, appaîtra-t-il, aux yeux de la postérité, et même, à plus ou moins bref délai, aux yeux de ses contemporains, comme ayant cédé aux vaines rêveries d'un nouveau gnosticisme ?

(1) *Le Monde* du 6 août 1983.

## La forme cachée de l'utopie

par MAURICE OBADIA (\*)

Le désordre et les croyances qu'elle fait naître. Cette forme de l'utopie a parfois fait du mal aux humains — particulièrement lorsqu'elle a déçu des espérances ou détourné de l'effort, mais en même temps elle a été le moteur de l'évolution humaine... Quels utopistes étaient pour les « réalistes » de l'âge de pierre, ceux qui rêvaient de l'âge de fer, et à l'âge de bronze...

On n'a pas souvent cherché à élargir le débat sur l'utopie au-delà du cadre communément fixé. L'analyse des évolutions réelles des « utopies » de chaque époque a vu se développer un grand débat autour de l'utopie, à l'intérieur même de son sens classique : est-elle un phénomène du présent ou du futur ?

Les défenseurs convaincus de l'utopie ont tenu à montrer qu'elle n'est pas seulement un phénomène du futur, mais qu'elle vit et qu'elle existe au présent de façon indiscutable. Elle devient l'une des dimensions du présent.

Ainsi l'utopie — grâce à cette défense — peut s'installer au cœur de notre réel présent et apparaître comme une manifestation « normale » de nos organisations. Pour de multiples raisons et intérêts, il y a des défenseurs et des détracteurs, et le débat est clos.

Le problème est qu'en se concentrant sur le sens classique de l'utopie, on a évincé une autre de ses formes majeures, qui fut tout aussi présente au cours de l'histoire humaine, mais qui a certainement causé plus de maux que l'utopie admise par le sens commun. Cette utopie consiste à vouloir maintenir dans le présent des activités et des solutions qui ont pu marcher antérieurement.

(\*) Auteur de *L'économie désorganisée*. Edit. Privat. (Le Monde du 2-11-1983).

## Jean Laplanche Hölderlin et la question du père



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 65072 F  
Tél. : 248-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE		341 F	605 F	839 F	1080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE		661 F	1245 F	1819 F	2360 F
ÉTRANGER (par avion)					
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS		381 F	685 F	979 F	1240 F
2. - SUISSE, TUNISIE		454 F	830 F	1197 F	1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) reçoivent deux fois de plus de chèques à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés qui envoient à l'administration leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les sans propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

مكتبة الأصل







## DIPLOMATIE

M. Gromyko  
à Bucarest

### UNE AMITIÉ BIEN ORGANISÉE

Bucarest (AFP). — M. Gromyko a eu, à Bucarest, les honneurs d'un meeting d'« amis roumano-soviétiques » — privilège qui n'avait été accordé à aucun autre hôte soviétique en Roumanie depuis le séjour de Leonid Brejnev en 1976.

Pour mieux célébrer cette amitié, les huit cents salariés de l'usine du 23-Août, réunis sous les portraits réunis de MM. Youn Andropov et Nicolae Ceausescu, ont reçu par haut-parleur, une heure et demie avant l'arrivée du dignitaire venu de Moscou, les instructions suivantes :

— A l'arrivée des délégations, applaudir debout et scander « URSS » et « RSA » (République socialiste de Roumanie) ;

— Ecouter les hymnes nationaux debout et chanter l'hymne roumain ;

— Applaudir debout le nom de Gheorghe Opres (premier vice-premier ministre roumain, qui accompagnait M. Gromyko) ;

— Applaudir assis les noms des autres membres de la délégation ;

— Pendant les discours, suivre les groupes-guides présents en divers points de la salle et qui donnent le signal des applaudissements ;

— Ne pas quitter la salle tant que les délégations n'ont pas signé le livre d'or de l'usine.

Ce programme a été suivi point par point, sans la moindre fausse note.

### La visite de M<sup>me</sup> Thatcher à Budapest témoigne d'un changement d'attitude à l'égard des pays communistes

Le voyage officiel de trois jours en Hongrie qu'entame M<sup>me</sup> Thatcher, jeudi 2 février, à l'invitation des autorités de Budapest, confirme le changement d'attitude vis-à-vis de l'Est d'un des dirigeants occidentaux les plus viscéralement anticomunistes.

De ce point de vue, la visite du premier ministre britannique apparaît presque symbolique que celles qu'effectuèrent, cette année, MM. Kohl et Cseri au pays de M. Kadar. Exception faite d'une brève escale à Moscou en 1979, c'est la première fois que M<sup>me</sup> Thatcher se rend dans un pays membre du pacte de Varsovie depuis son arrivée au pouvoir en 1979.

Budapest n'est pas Moscou, mais cette amorce d'Ostpolitik à l'anglaise contraste néanmoins, de façon remarquable, avec les positions intransigeantes qui furent celles de M<sup>me</sup> Thatcher durant son premier mandat et qui lui valurent le sobriquet très néo-stalinien — mais qu'elle-même juge flateur — de « Dame de fer ».

L'été dernier encore, durant un voyage en Amérique du Nord, le premier ministre conservateur vilipendait, avec le plus grande virulence, la nature du régime soviétique qu'elle qualifiait de « version moderne des tyrannies antiques ». Ces paroles devaient susciter de l'inquiétude et une certaine irritation en Grande-Bretagne, notamment dans les rangs de l'opposition qui en dénonçait l'irresponsabilité vis-à-vis de la guerre.

Les critiques de l'opposition et de divers membres éminents du parti conservateur, comme lord Carrington, contre la « diplomatie du mégaphone » amenèrent même M<sup>me</sup> Thatcher à réfléchir. Celle-ci fut-elle convertie au dialogue Est-Ouest par l'insistance des diplomates du Fo-

reign Office ? toujours est-il que, depuis quelques mois, elle fait taire la réputation qui lui inspirent le système communiste en général et le régime soviétique en particulier, pour adopter une attitude plus conciliante, plus pragmatique, vis-à-vis des pays de l'Est.

#### Résignation

En octobre dernier, devant les délégués du congrès conservateur de Blackpool, elle évoqua la nécessité d'ouvrir le dialogue avec l'URSS « au moment opportun ». « Le communisme soviétique ne peut pas être démantelé », déclara-t-elle sur le ton de la résignation. Ce changement, largement occulté à l'époque par les remous de l'affaire Parkinson (1), fut confirmé par une interview récente du premier ministre au *New York Times*, dans laquelle M<sup>me</sup> Thatcher affirmait que « la chose importante était de faire un effort pour mieux se comprendre ».

A la même époque, à Stockholm, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, rencontrait M. Gromyko dans une atmosphère dépourvue d'animosité, et les deux hommes s'entendaient sur le principe de nouvelles entrevues avant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre prochain (le Foreign Office a cependant démenti l'information selon laquelle Sir Geoffrey se rendrait prochainement à Moscou).

En ce qui concerne au moins les déclarations publiques, l'adoucissement de la position britannique envers l'Est a précédé l'évolution similaire de la diplomatie américaine. Cette fois, l'opposition travailliste ne peut pas accuser M<sup>me</sup> Thatcher d'être le « caniche de Ronald Reagan ».

Armée de l'expérience des relations internationales qui lui manquait au début de sa carrière de premier ministre, inquiète de l'impasse dans les rapports anglo-soviétiques et du risque qu'elle fait peser sur la sécurité mondiale, refroidie dans son amitié avec Ronald Reagan par la façon cavalière dont celui-ci le traite dans la crise de la Grenade, M<sup>me</sup> Thatcher a décidé de prendre des initiatives dans un domaine pour lequel elle ne montra longtemps qu'un intérêt modeste.

Changement de ton certes, mais pas de politique, encore moins de principes. Dans son discours de Blackpool, le chef du gouvernement britannique, après avoir appelé de ses vœux un renouveau du dialogue Est-Ouest, avait ajouté que de tels échanges devaient être fondés sur la fermeté, de façon que le mot « dialogue » ne devienne pas aussi « suspect » que celui de « détente ».

JEAN-MARIE MACABREY.

(1) M. Cecil Parkinson, ministre du commerce et de l'industrie, fut démissionnaire de ses fonctions gouvernementales après qu'une ancienne liaison avec un secrétaire ait été rendue publique.

■ Une mise en garde du P.C. hongrois. — La visite de M<sup>me</sup> Thatcher à Budapest semble avoir suscité une certaine nervosité dans les milieux politiques hongrois : l'organe officiel du parti communiste, *Nepszabadsag*, vient de publier un article dans lequel il met l'Occident en garde contre toute tentative de diviser les pays du camp socialiste en réservant un traitement de faveur dans la presse et les échanges commerciaux à certains d'entre eux, comme la Hongrie.

## AFRIQUE

Angola

### L'Afrique du Sud annonce un « désengagement » de ses troupes

Le premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, a annoncé, mardi 31 janvier, un « désengagement » des forces sud-africaines en Angola, destiné à favoriser l'instauration d'un cessez-le-feu de part et d'autre de la frontière anglo-namibienne. M. Botha, qui s'exprimait, au Cap, devant le Parlement, a précisé que cette décision prenait effet à partir du mardi 31 janvier. Cette mesure, qui constitue une mise en application unilatérale des termes d'un cessez-le-feu proposé, le 15 décembre dernier, par Pretoria, intervient trois jours après les entretiens qui se sont déroulés au Cap entre M. Botha et M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines.

M. Botha a précisé qu'il avait pris cette décision « sur la base d'assurances reçues du gouvernement américain ». Le premier ministre a souligné explicitement le terme de « désengagement », en déclarant : « Nous sommes en train de préparer des mesures en vue d'un éventuel cessez-le-feu, à condition que les autres [parties] apportent leur coopération... Des mesures nécessaires doivent être et seront prises pour assurer que notre décision ne soit pas exploitée aux dépens de la sécurité des populations du Sud-Ouest africain (Namibie) », a-t-il ajouté.

Alors que le gouvernement de Luanda n'avait pas encore réagi ce mercredi matin à l'initiative sud-africaine, le bureau de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) à Lusaka, a indiqué mardi que les combattants de l'organisation nationaliste namibienne observeront un cessez-le-feu si, de son côté, Pretoria s'engage à ouvrir des négociations sur l'indépendance de la Namibie, conformément au processus prévu par la résolution 435 des Nations unies. Cependant, selon le radio tanzanien, M. Sam N-

joma, président de la SWAPO, a déclaré que la lutte militaire était en cours d'intensification en Namibie, quelles que soient les initiatives diplomatiques. Selon le radio, « il a rejeté les initiatives américaines, qualifiées de machination visant à tromper le peuple de Namibie ». MM. Njijima et Crocker se trouvaient tous les deux en Tanzanie pour rencontrer le président tanzanien, M. Julius Nyerere.

L'annonce faite par M. Botha d'un désengagement des troupes sud-africaines en Angola constitue d'abord une reconnaissance implicite de la présence des forces de Pretoria en territoire angolais, alors même que les autorités sud-africaines avaient annoncé, le 15 janvier dernier, le retrait complet de leurs troupes, à l'issue d'une opération de cinq semaines contre la SWAPO. M. Botha a apparemment été sensible aux arguments de l'envoyé spécial américain, qui lui a fait valoir que le règlement de la crise namibienne devait passer par le préalable d'une cessation des hostilités en Angola.

L'Afrique du Sud, d'autre part, entamée des négociations, depuis le 16 janvier, avec le Mozambique, afin de normaliser les relations entre les deux pays, Pretoria accuse en effet Muxapo d'accueillir sur son sol les militants de l'ANC (Congrès national africain), et le Mozambique reproche à l'Afrique du Sud de soutenir la RNM (Résistance nationale du Mozambique), en lutte contre le régime du président Samora Machel. Pretoria, qui se trouve ainsi engagé sur deux fronts, souhaite réduire la part que prennent dans le budget sud-africain les dépenses militaires. Il est encore trop tôt pour savoir si l'initiative sud-africaine sera suivie d'effets, bien que la première réaction du président de la SWAPO n'incline pas à l'optimisme.

Tchad

### L'opération de récupération du Jaguar abattu a été une « véritable aventure »

selon M. Harnu

La balle est dans le camp de Paris pour le règlement du problème tchadien, a affirmé mardi 31 janvier, à Tananarive, M. Adoum Yacoub, conseiller de M. Goukouni Oueddei. Commentant la visite qu'effectuait à partir de ce mercredi, à N'Djamena, Addis-Abebe et Tripoli, M. Claude Cheysson, le conseiller du gouvernement d'Union nationale de transition (UNT), a affirmé à l'AFP que cette visite était une « bonne chose ».

A N'Djamena, en rendant hommage mardi soir au capitaine Croci, mort dans la destruction de son avion Jaguar abattu le 25 janvier par la DCA adverse, le colonel Pierre Caisot, commandant les opérations aériennes de la force Manta au Tchad, a précisé que le capitaine Croci était intervenu « en mission de riposte » après qu'une première patrouille aérienne de reconnaissance ait été prise à partie alors qu'elle surveillait le déplacement de la colonne du GUNT (les partisans de M. Goukouni Oueddei) qui avait attaqué, la veille, la base des FANT (les fidèles de M. Hissène Habré) à Ziguéy. La colonne adverse tentait de rallier sa base de repli de Torodoum, à 200 kilomètres plus au nord de Ziguéy.

Deux patrouilles aériennes avaient déjà eu lieu le matin du mercredi 25 janvier, malgré une violente tempête de sable qui s'était levée dans la région, mais elles n'avaient pas repéré l'ordre d'attaquer. Le convoi, au sol, n'a pas tiré contre les avions français, dont la mission essentielle était de repérer où pouvaient avoir été dissimulés les prisonniers, dont deux ressortissants belges travaillant pour Médécine sans frontières. La colonne était demeurée groupée, en approche de la base de recueil de Torodoum, et elle se terminait par une ambulance, avec, peut-être, les otages.

Une troisième patrouille, dite de reconnaissance et de dissuasion puisqu'elle était autorisée à répliquer — après une confirmation à demander à Paris — en cas de légitime défense, a été organisée dans l'après-midi. C'est à cette patrouille qu'appartenait le capitaine Croci. Depuis son déplacement de la nuit et de la matinée dans le désert, le convoi adverse était, à ce moment-là, non loin de l'oasis de Torodoum. A proximité du puits avait été institué un dispositif de missiles SAM-7 et de DCA,

notamment de 23 mm, qui a ouvert le feu sur la patrouille aérienne française alors que, précipitamment, les Jaguar arrivaient à la hauteur de la position camouflée. Les pilotes français ont répliqué, en contre-attaque, sur ordre de Paris après un compte rendu instantané du PC français de N'Djamena.

C'est après une dernière passe en piqué, l'objectif étant, selon le colonel Caisot, de tenter d'empêcher la jonction entre la colonne et sa base de repli, que le Jaguar du capitaine Croci a été touché par des tirs de mitrailleuses de 23 mm abritées derrière le masque des arbustes de l'oasis de Torodoum. L'avion s'est abattu en piqué au sol, l'éjection du pilote ayant été provoquée par des raisons qui sont sans doute liées à la basse altitude de la passe (environ moins d'une centaine de mètres, dit-on).

La tempête de sable ayant continué à souffler durant plusieurs jours encore, l'opération de récupération du Jaguar abattu et du corps de son pilote a été « une véritable aventure », selon les termes propres du ministre de la défense, M. Charles Hernu. Depuis le poste tchadien de Ziguéy, abandonné par les FANT, il a fallu que le 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine et l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), organisés, avec des hélicoptères Puma, des stations-relais en plein désert, sur deux cents kilomètres pour le ravitaillement en carburant et en vivres de la colonne de secours. A Torodoum même, de nombreux matériels ont été récupérés.

■ Une déclaration de M. Claude Labbé. — M. Claude Labbé, président du groupe RPR, a déclaré, mardi 31 janvier, après la réunion de celui-ci à l'Assemblée nationale, qu'au Tchad la France avait une politique « incohérente et irresponsable », et qu'elle avait engagé ses forces militaires « à la légère ». Il a ajouté : « On répète trop dans les milieux gouvernementaux que nous n'avons pas d'ennemis, moyennant quoi nous n'avons sans doute pas non plus d'amis au Tchad comme au Liban... M. Labbé a poursuivi : « Nous prenons des contacts officiels avec Kadhafi, qui a fait abattre un avion de nos avions, créant ainsi une situation qui pourrait être une situation de guerre ouverte pour la France ».

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

### Le projet de budget pour 1985 prévoit un déficit de 180 milliards de dollars

Washington. — Les Etats-Unis devaient enregistrer à nouveau en 1985 un lourd déficit budgétaire, inférieur de 4 milliards de dollars seulement à celui de l'année en cours. D'un montant d'environ 925 milliards, les dépenses budgétaires pour l'année fiscale 1985 (1), que M. Reagan devait présenter au Congrès ce mercredi 1<sup>er</sup> février, dépasseraient en effet les recettes de quelque 180 milliards de dollars.

Ce déficit serait donc de 10 milliards plus élevé que ne l'avait initialement prévu l'administration. Cette tendance pourrait se maintenir jusqu'au terme du prochain mandat présidentiel puisque l'écart entre dépenses et recettes devrait être, estimé-on aujourd'hui, de 177 milliards pour 1986, 180 pour 1987 et 151 pour 1988, contre respectivement 129 milliards, 118 et 82 dans les projections de l'année passée. La baisse n'est néanmoins pas négligeable.

Equateur

### LE CANDIDAT SOCIAL-DÉMOCRATE ARRIVE EN TÊTE AU PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Quito (AFP, Reuters). — Le candidat social-démocrate à l'élection présidentielle, M. Rodrigo Borja, est arrivé en tête au premier tour, le 29 janvier, avec 28,4 % des suffrages exprimés, contre 27,48 % à son adversaire conservateur, M. Leon Febres Cordero (1), candidat social-chrétien du Front de reconstruction national. M. Angel Duarte (centriste, du mouvement Concentration des forces populaires) obtient 13,72 % des voix, chacun des six autres candidats se situant au-dessous de 7,5 %.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, un deuxième tour aura lieu en mai. M. Borja, un avocat de quarante-sept ans, a déjà bénéficié du désistement de deux des « petits » candidats, MM. Aspiazu, du Front alfariste, et Huerta, du Parti démocrate. Il part, ainsi, légèrement favori face à M. Febres, un industriel de cinquante-trois ans, défenseur du libéralisme économique.

(1) Le Monde du 28 janvier.

De notre correspondant

ble par rapport à 1983 où le déficit s'était monté à 195 milliards, et il devrait, espère-t-on maintenant, tomber à 122 milliards en 1989.

Cette persistance des « trous » budgétaires, qui est aussi vivement critiquée par M. Reagan que par les parlementaires, a pour origine une opposition politique totale entre la Maison Blanche et le Congrès. D'un côté, le président, largement approuvé par l'opinion, se refuse à augmenter les impôts qu'il a réduits depuis son arrivée au pouvoir et dont la hausse ne serait que de 18 milliards, principalement fournis par la suppression des possibilités de fraude légale. De l'autre, sénateurs et représentants, y compris républicains, ne veulent pas entendre parler des nouvelles coupes dans les dépenses que M. Reagan prétend demander, une situation dont, en fait, il n'est

peut-être pas mécontent en cette année électorale.

Troisième raison du déséquilibre : les dépenses militaires en croissance continue et qui, enregistrées, avec une enveloppe totale supérieure à 310 milliards, une hausse de quelque 13 %, profitant surtout à la marine et à l'armée de l'air.

Israël et l'Egypte

Plusieurs budgets sociaux devraient être à nouveau réduits, notamment ceux de l'aide alimentaire et de l'assistance médicale. Des augmentations sont en revanche prévues pour la recherche (quelque 8 milliards pour la station spatiale habillée) ; la lutte contre la criminalité ; l'agriculture et la charge de la dette publique.

Le montant de l'aide internationale (civile et militaire) devrait également progresser, à destination en particulier de l'Amérique centrale, du Maroc et de plusieurs pays africains considérés comme menacés par la Libye. Israël et l'Egypte seront les principaux bénéficiaires de cette aide, et l'assistance militaire qui leur sera accordée se fera, de surcroît, sous forme de dons. C'est le résultat de l'engagement que M. Reagan avait pris fin novembre vis-à-vis de M. Shazar afin de renforcer l'alliance américano-israélienne contre la Syrie. Les Etats-Unis avaient ensuite dû faire la même promesse à l'Egypte pour ne pas paraître favoriser Israël aux dépens des pays arabes et pour maintenir la balance égale entre les deux Etats signataires des accords de Camp David.

L'ensemble de ces prévisions budgétaires se fonde sur l'espoir du maintien d'une forte reprise économique marquée par une diminution supplémentaire du taux de chômage (à 7,5 % fin 1985), une croissance économique de 4 à 4,5 % durant l'année prochaine, une inflation d'un peu plus de 4 % à la fin de 1984 et une légère baisse des taux d'intérêt.

BERNARD GUETTA.

(1) L'année fiscale s'ouvre au début du trimestre précédant l'ouverture de l'année civile. Le budget 1985 porte donc sur la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 1984 au 1<sup>er</sup> octobre 1985.

### LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN ENTREPREND UNE TOURNÉE EN AMÉRIQUE LATINE

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a commencé, le mardi 31 janvier, une tournée de huit jours en Amérique latine, dont la première escale a été San Salvador. Il visitera ensuite le Venezuela, le Brésil, puis les Caraïbes de la Grenade et de la Barbade.

A Caracas, M. Shultz représentera le président Reagan à la cérémonie d'investiture du président social démocrate M. Luisuchi. Le Venezuela est l'un des quatre pays membres du groupe de Contadora, qui s'efforce de trouver des solutions négociées aux crises d'Amérique centrale.

Au Salvador, M. Shultz a promis au président M. Alvaro Magaña (conservateur) le soutien total des Etats-Unis « pour vaincre la guérilla ». On sait que l'administration Reagan s'apprête à demander au Congrès 300 millions de dollars d'aide supplémentaire pour le Salvador. M. Shultz a également renouvelé la condamnation par les Etats-Unis des escadrons de la mort d'extrême droite.

M. Shultz a, par ailleurs, rencontré les six candidats à l'élection présidentielle du 25 mars prochain. Parmi eux figure le président de l'Assemblée nationale, le major d'Auburn, qu'un ancien ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, M. White, avait accusé d'être le chef des escadrons de la mort. En novembre dernier, Washington avait refusé un visa d'entrée aux Etats-Unis à M. d'Aubuisson. — [AFP, Reuters.]

Chili

### Mme BEATE KLARSFELD A ÉTÉ INTERPELLÉE

Santiago (Reuters). — La police chilienne a interpellé, le mardi 31 janvier, Mme Beate Klarsfeld et six autres personnes qui manifestaient en face du palais présidentiel de la Moneda, à Santiago, pour demander l'expulsion de l'ancien colonel SS Walter Rauff, réfugié au Chili. L'épouse allemande du « chasseur de nazis » français, l'avocat Serge Klarsfeld, a été libérée au bout d'une heure, après l'intervention de personnalités religieuses et des autorités consulaires de RFA à Santiago.

Walter Rauff, accusé d'être le responsable du programme des « camions à gaz », qui a provoqué la mort de deux cent mille personnes, dont quatre-vingt-dix-sept mille juifs durant la deuxième guerre mondiale, est arrivé au Chili en 1958. Il est âgé de soixante-neuf ans. En 1963, la justice chilienne avait rejeté une demande d'extradition présentée par le gouvernement de Bonn.

مكتبة الأمل



AFRIQUE

La Tunisie des frustrations

III. - L'ombre de l'armée

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Notre envoyé spécial, qui a enquêté dans le Sud tunisien, montrait dans un premier article comment et pourquoi les émeutes de Tunisie sont parties de l'ouest de Douar et se sont ensuite étendues à tout le pays. Dans un deuxième article, il expliquait la façon dont s'est creusée la fosse entre la classe moyenne et les déshérités (le Monde des 31 janvier et 1<sup>er</sup> février).

Tunis. - « Ici, nous ne sommes pas sous la IV<sup>e</sup> République française. C'est moi qui forme le gouvernement, c'est moi qui vous nomme premier ministre ou qui vous décharge de vos fonctions. Vous avez fait la politique que je vous ai dit de faire. C'est vous qui me succéderez. J'ai confiance en vous et, pour vous le montrer, je retire le ministre de l'Intérieur, à Dries Guiga et je vous le confie. C'est en ces termes, nous raconte M. Mohamed Mzali, que, lors d'un auditoire au palais de Carthage, le président Bourguiba a confirmé dans ses fonctions le samedi 7 janvier, quelques jours après les émeutes. Le combattant suprême pouvait difficilement admettre que la police ait laissé conspuer son premier ministre, alors qu'il avait été lui-même favorable, dès septembre, au doublement du prix du pain.

Depuis cette entrevue, le premier ministre parle moins du rôle des tribunaux et des islamistes dans les troubles, pour mettre l'accent sur les défaillances de la police et la « corruption » de son principal rival, M. Guiga. Il a aussi caressé l'espoir, si le gouvernement avait démissionné comme il le souhaitait, d'être choisi pour remplacer M. Mzali et donc, aux termes de la Constitution, de devenir le « dauphin » en titre. Après la terrible secousse que le pays venait de subir, ces manœuvres ont pu surprendre. Pourtant, ce n'est pas la première fois qu'une révolte de la rue a été utilisée dans la lutte pour le pouvoir.

Pour comprendre l'après de ces jours, il faut remonter au 15 mars 1967. Dans la soirée, éclate un orage d'une violence d'exception. A la mesure de l'événement pour la Tunisie, qui apprend, le matin, que le chef de l'Etat a survécu à un infarctus. La classe politique prend alors conscience que M. Bourguiba est mortel, et, de ce jour, commence la « guerre de succession ». Redoutant que le président, qui le soutient, ne soit victime d'une nouvelle attaque, M. Ahmed Ben Salah, ministre de l'économie, accélère la mise en place de son système socialiste, au risque d'accroître le mécontentement, sans se douter qu'il précipite ainsi sa disgrâce. Ce mécontentement s'exprime une première fois en juin 1967, lorsque éclate la guerre de six jours.

Les émeutes de 1978

Depuis qu'en 1965 M. Bourguiba a préconisé une solution négociée du problème palestinien, la Tunisie est en butte à l'hostilité des pays arabes progressistes. Pour rompre cet isolement, M. Mohamed Sayah, « homme du président », et responsable du Parti destourien, prend l'initiative d'organiser, le 5 juin, une manifestation de solidarité avec l'Egypte de Nasser. Quelque 5 000 Tunisiens répondent à l'appel. Mais le mouvement dégénère : la foule attaque le centre culturel américain, la grande synagogue, le quartier juif, et se livre au pillage. Hostiles à M. Sayah, le ministre de l'Intérieur, M. Béji Caïd Essoussi, et le ministre de la défense, M. Mahmoud Mestiri, se seraient alors, au

dire des témoins, gardés de faire intervenir la police et la troupe.

A la suite d'autres incidents, M. Bourguiba met un terme, en 1969, à l'expérience « coopératiste » que réprovoque M. Mestiri, qui représente l'aile libérale du PSD. Mais c'est M. Hedi Nouria qui est nommé premier ministre. Il change de cap et pratique un libéralisme économique qui favorise l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie et l'élargissement de la classe moyenne. L'UGTT, qui s'affirme comme la principale force organisée du pays au détriment du PSD, prend la défense des travailleurs. Le pouvoir a-t-il recouru à une machination pour affaiblir la centrale syndicale et briser son chef, M. Habib Achour, comme celui-ci l'a affirmé par la suite ? Le fait est que la grève générale ordonnée par l'UGTT le 26 janvier 1978 se transforme en émeute à Tunis. Cette fois cinquante mille personnes au moins étaient descendues dans la rue, et il avait fallu faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Un jeu de massacre

Le calme revint, M. Nouria poursuivit sa politique comme si de rien n'était, estimant qu'il n'y a pas d'autre issue que la répression. Il s'est aussi fait le président républicain à changer de premier ministre, et que peu de ses pairs sont susceptibles de briser cette charge. Né à Monastir, M. Bourguiba entend, en effet, constituer une sorte de « dynastie monastirienne » à travers le premier ministre, lui-même monastirien, appelé à lui succéder. Persuadé d'avoir muselé ses adversaires, M. Nouria commet une erreur de calcul, analogue à celle de M. Ben Salah, en ne procédant pas aux inféodations qui s'imposent.

Deux ans plus tard, autre secousse. Elle est indirectement provoquée par le colonel Kadhafi, qui n'a pas pardonné à M. Nouria d'avoir trahi l'accord d'union entre les deux pays signé le 12 janvier 1974 à Djerdah par le président Bourguiba. Un commando tunisien, entré en Libye, attaque Gafsa les 26 et 27 janvier 1980 en espérant soulever le pays et entraîner la chute d'un régime qui dérange par sa modernité et son « relatif » libéralisme. L'armée intervient pour la deuxième fois. Légaliste et disciplinée, comme l'a voulu M. Bourguiba, elle regagne ses casernes la tâche accomplie. L'alerte passée, le pouvoir ne semble pas avoir tiré les leçons qui s'imposent.

Les lacunes de la police et des services de sécurité avaient pourtant été évidentes - déjà - puisque, dans le mois précédant l'attaque, des camions venus de Libye avaient entassés des armes dans la cité minière sans éveiller l'attention. On ne s'était pas préoccupé non plus des sympathies que la population du Sud, fort pauvre, éprouvait pour la Jamahiriya libyenne, riche et révolutionnaire. « Si l'on s'en était vraiment tenu », nous a confié un opposant, plutôt que de monter une deuxième chaîne de télévision francophone, on aurait amélioré la chaîne arabe et renforcé les émetteurs de radio et de télévision pour combattre l'influence des ondes libyennes qu'on capte souvent mieux dans le Sud que celles de l'Etat.

M. Bourguiba, qui reste maître du jeu, sent qu'un changement s'impose. Dès 1979, il songe à se séparer de M. Nouria et profite de la maladie de celui-ci pour faire appel, en 1980, à M. Mzali. Le troisième pre-

mier ministre du régime bourgeois a plus la fibre arabe et islamique que son prédécesseur et un meilleur contact avec la foule. Il pratique un populisme qui agace la classe politique mais semble plaire au petit peuple. Il opte pour une voie médiane entre le coopératisme des années 60-70 et le libéralisme « sauvage » de la décennie suivante.

Il entend donc lutter contre le déséquilibre régional et améliorer le sort des déshérités en imposant quelques sacrifices à une bourgeoisie qui a largement profité de l'aide de l'Etat. Parallèlement, il accorde aux classes moyennes - avec l'aide du président - le multipartisme et une plus grande démocratisation. Mais il doit compter avec les pesanteurs sociologiques : les nantis bloquent les mesures fiscales indispensables pour donner à l'Etat les moyens de sa politique sociale, et les oligarchies locales freinent une démocratisation qui risquerait d'entamer leurs pouvoirs. Enfin, la santé du président octogénaire devenant plus préoccupante, la classe politique fait ses délices des jeux de Carthage et de ses intrigues, se livrant elle-même autour du palais à un véritable jeu de massacre contre les premiers ministres possibles.

Sur cette toile de fond, la hausse du prix des céréales, pour rigoureuse et cohérente qu'elle ait été du point de vue de l'Etat, a été perçue comme une provocation. Tous les dirigeants syndicaux en province nous ont répété : « Au lieu de faire payer les riches, on a pénalisé les pauvres. » Résumant leur pensée, M. Habib Guiga, responsable de l'union régionale de Gafsa, déclare : « Il faut revoir les choix économiques et sociaux. On ne nous a guère consultés pour le VI<sup>e</sup> plan, bien que nous connaissions les réalités locales. Vous voyez le résultat. L'essentiel dans le tiers-monde, ce n'est pas le multipartisme mais le développement et la justice, et je précise que ce ne sont pas les islamistes qui pourront résoudre, demain, les problèmes du pays. »

Le secrétaire général de l'UGTT, M. Tayeb Baccouch, leur fait écho : « Nous vivons au jour le jour au vu des choix du fonctionnaire. Il faut changer de politique. » Il s'interroge sur les capacités des responsables actuels d'entreprendre les réformes indispensables, et ajoute : « Comment peut-on prétendre lutter contre le chômage quand on ignore le nombre exact des chômeurs ? Il faut tirer la leçon des événements. Le redressement suppose une prise de conscience et une volonté politique. Est-ce-elles ? Je voudrais ne pas en douter. »

Dans la partie de l'opposition légale, c'est le même son de cloche. Secrétaire général du Parti communiste, M. Mohamed Harmel parle le langage de la franchise et de la lucidité. Après avoir souligné le vide politique créé par l'érosion du PSD, après vingt-sept ans de pouvoir exclusif, il note qu'aucune force - PC, Mouvement des démocrates socialistes, mouvement islamiste, UGTT, Mouvement de l'unité populaire - n'est en mesure à elle seule de jouer un rôle déterminant. « Toutes les forces vives doivent s'unir pour constituer un nouveau bloc historique. Elles peuvent se retrouver sur un consensus démocratique national. Il faut renoncer à une notion étroite et corporatiste de la politique pour créer une nouvelle dynamique », nous dit-il.

M. Mahmoud Mestiri, au nom du MSD, ne tient pas un langage très différent. Il faut, estime-t-il, commencer par faire le bilan, puis poser

les grands problèmes : « ceintures rouges » des grandes villes, jeunesse et déchet scolaire, agriculture, processus industriel, tourisme, etc. Il se dit persuadé qu'un consensus est possible sur les thèmes essentiels : l'Etat, l'avenir du pays, le processus démocratique. « Mais, conclut-il, si on veut que la classe politique se sente concernée, il faut créer les structures qui le permettent. C'est au pouvoir d'en prendre l'initiative. »

« Vous voulez un sergent ? »

Aujourd'hui, deux questions se posent : les adversaires de M. Mzali vont-ils continuer leur guérilla au détriment du pays ? Le premier ministre va-t-il, comme ses prédécesseurs, se contenter de trouver des boucs émissaires ou est-il, au contraire, décidé à aller au fond des choses et à agir en conséquence ? En effet, la mise à l'écart de M. Guiga - que le président a maintenu au bureau politique - n'est pas une panacée. Il ne suffit pas non plus de croire qu'on a exorcisé les périls parce qu'on a arrêté au fil des ans les dirigeants islamistes : s'ils ont une audience importante - sans proposer pour autant un programme cohérent, réaliste et moderne dans le

cas où ils réussiraient à s'emparer du pouvoir, - c'est parce qu'ils « colent » aux préoccupations des plus déshérités et dénoncent dans un langage simple et qui fait mouche les tares de la société.

Après la secousse du 26 janvier 1978, il était évident que les jeunes - 60 % de la population a moins de vingt ans et n'a donc pas vibré aux luttes du Combattant suprême pour l'indépendance - représentaient une inconnue, voire une menace. Les plus lucides des Tunisiens attireraient l'attention sur ce « réservoir de violence » qui risquait d'exploser, et nous nous en étions fait l'écho (1). L'explosion eut lieu : 5 000 manifestants en 1967, 50 000 en 1978, quelque 500 000 dans l'ensemble du pays en 1984, sans parler de l'alerte de Gafsa en 1980 : le rythme des secousses s'accroît et s'intensifie. Aujourd'hui - et comment ne pas s'en inquiéter ? - deux thèmes reviennent dans toutes les conversations, dans les salons, dans les états-majors politiques, dans la rue : la crainte d'une nouvelle émeute plus dure et plus meurtrière : la peur - l'espoir chez certains - que l'armée ne regagne plus ses casernes si elle devait encore rétablir l'ordre.

Formés en France et, de plus en plus, aux Etats-Unis et en Turquie dans les bases américaines, les officiers tunisiens n'ont jamais eu la réputation de putschistes (2). Sans doute nationalistes arabes - nassériens, pro-libyens, baasistes - et is-

lamistes ne ménagent pas leurs efforts pour recruter des sympathisants, surtout parmi les sous-officiers, sans que cela représente, pour le moment, un réel danger. Dans les milieux proches des communistes, on estime, d'ailleurs, que l'armée est « trop infiltrée par la CIA » pour qu'un militaire envisage de « se lancer dans une aventure sans un feu vert de Washington ».

Il n'en demeure pas moins que, pour la première fois depuis l'indépendance, l'ombre de l'armée plane sur la Tunisie, et que les Tunisiens en parlent ouvertement. Alors que MM. Mzali et Guiga se disputaient devant lui après les émeutes, le président Bourguiba lui aurait fait taire en s'écriant : « Qu'est-ce que vous voulez ? Que nous ayons un sergent ? » (allusion au sergent-chef Doe devenu président du Libéria).

FIN

(1) Cf. « La Tunisie des incertitudes », le Monde des 17, 18 et 19 février 1982.

(2) Cependant, en 1963, le tribunal militaire de Tunis avait condamné à mort, le 17 janvier, sept officiers et six civils qui avaient voulu assassiner le président Bourguiba (cinq officiers et cinq civils ont été exécutés). Ils avaient été dénoncés par un sous-officier. En fait, il s'agissait moins d'une tentative de putsch - l'armée est légaliste - que d'un complot politique conçu par des youssefistes peu après l'assassinat de leur chef, Salah Ben Youssef, rival de M. Bourguiba, en août 1961.

DÉCOLLEZ POUR VOS VACANCES par IBERIA



TARIF AMIGO\* DES PRIX A PARTIR EN VACANCES !

PALMA	1 325 <sup>F</sup> AR	LAS PALMAS	2 430 <sup>F</sup> AR
ALICANTE	1 630 <sup>F</sup> AR	VALENCE	1 485 <sup>F</sup> AR
MALAGA	1 770 <sup>F</sup> AR	BILBAO	1 095 <sup>F</sup> AR
MADRID	1 610 <sup>F</sup> AR	SEVILLE	1 770 <sup>F</sup> AR
BARCELONE	1 240 <sup>F</sup> AR		

\* Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 Mars 1984. Autres tarifs Amigo au départ de Lyon, Marseille et Nice. Conditions spéciales d'application : consultez votre agence de voyages, ou téléphonez à Infotourisme - 720.41.41

IBERIA  LIGNES AERIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE

LES RENDEZ-VOUS DE GSI

Le prochain Rendez-Vous de GSI a pour thème : DIALOGUE SOCIAL ET COMPETITIVITE DE L'ENTREPRISE.

Des actions concrètes et des résultats mesurables dans deux domaines :  
• L'aménagement du temps de travail  
• L'expression des salariés

Cette manifestation aura lieu le mardi 20 mars 1984 à l'hôtel George-V, sous la présidence de Monsieur Lionel Stoléru, ancien ministre, professeur à l'école Polytechnique.

Si vous désirez obtenir le programme de ce Rendez-Vous, veuillez retourner ce coupon-réponse à : Jenny Defail, GSI Formation, 6, rue Firmin-Gillot, 75015 PARIS. Tél. : (1) 530.22.50.

gsi formation

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

L'Éducation

FÉVRIER 1984

LYCÉE :

DÉJOUER LES PIÈGES

3<sup>e</sup> - SECONDE :

Un saut rude

SECONDE :

Attention aux options

1<sup>re</sup>S : Maths en folie

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11 F



## EUROPE

U.R.S.S.

### Amnesty International publie le témoignage d'un détenu dans un camp « à régime spécial »

Vivre à VS 389-36/1

Le monde carcéral soviétique est soigneusement organisé suivant le degré de sévérité des conditions de détention, et le régime de détention est spécifié lors de la condamnation : au sommet de cette hiérarchie (si on laisse à part les cellules d'isolement des prisonniers ou des « punis » les détenus récalcitrants) se trouvent les camps dits « à régime spécial », suivis par les camps « à régime strict ».

Les camps « à régime spécial » sont en principe réservés aux personnes coupables de « crimes économiques graves » ou de crimes avec violence ; mais on y trouve aussi des détenus convaincus de « crimes particulièrement dangereux pour l'Etat » : en clair, des prisonniers politiques.

La section française d'Amnesty International cite ainsi quinze prisonniers d'opinion qui purgent des peines de dix ans de détention suivies de cinq ans de relégation : par exemple, Oleksa Tkhy, membre du groupe ukrainien pour l'application des accords d'Helsinki, ou Boris Gaysouskas, membre d'un groupe similaire constitué en Lituanie, condamnés à dix ans de camp en 1978, après avoir déjà subi vingt-cinq ans de détention de 1949 à 1974.

Selon les « principes de la législation soviétique sur le travail correctif », adoptés en 1969, les détenus soumis au « régime spécial » doivent porter « des habits de type spécial » et « loger dans des locaux de type cellulaire », où ils disposent d'une surface « non inférieure à deux mètres carrés ». Tenu « en isolement strict », ils sont « en règle générale employés à des travaux ardues » et reçoivent des rations alimentaires « qui assurent un fonctionnement normal de l'organisme humain ». Il n'y a pas de femmes dans ce type de camp, mais on peut y déténir des infirmes.

Les prisonniers ont droit à deux visites par an et peuvent recevoir deux paquets par an (on comprend ni chocolat, ni café, thé ou

viande non mélangée). Leur correspondance peut leur être confiée, notamment en cas de « déclarations calomnieuses sur l'administration ou les conditions dans le camp (...) », soupçon d'utilisation d'un code (ou d'usage d'informations) qui ne doivent pas être rendues publiques. Depuis 1978, l'instruction n° 37 du ministère de l'intérieur autorise l'administration du camp à détruire les lettres confisquées.

#### La nourriture est souvent avariée

Quelles sont, dans la réalité, les conditions de vie dans les camps « à régime spécial » ainsi définis par la loi ? Amnesty International a interrogé un prisonnier d'opinion détenu dans le camp « VS 389-36/1 », situé dans la région de Perm, et qui a été transféré des prisons politiques venues de plusieurs camps de Mordovie. En des termes très sobres, le prisonnier décrit les trois types de cellule : cellule d'habitation, où le prisonnier dispose en effet de 2 mètres carrés, encombrés de deux lits-cages et d'une table, et où la lumière reste allumée nuit et jour ; cellule de travail, juste en face, ouverte et mal éclairée, où le prisonnier est censé assembler sept cents composants électriques par jour (le peu nombreux sont ceux qui accomplissent les normes) ; et enfin cellule dite « d'exercice » : certaines font 2 mètres de long sur 2 mètres de large et 2 mètres et demi de haut, et le soleil n'y pénètre jamais. C'est là que les prisonniers en détention solitaire peuvent prendre leur aérobie, une demi-heure par jour. Les autres cellules font 3 mètres sur 5, quelques rayons de soleil y pénètrent parfois, mais les détenus doivent y garder « leur veste boutonnée » et « certains gardiens interdisent même d'ôter la casquette ». « Quand vous demandez pourquoi les cellules d'exercice

sont si exigües, écrit le prisonnier, ils répondent que les dimensions ne sont pas spécifiées par la loi et qu'elles peuvent par conséquent être construites comme ils l'entendent ».

La nourriture est mauvaise, la viande (troussée de cerise, os) est souvent avariée, « nous n'avons presque jamais de légumes frais et jamais de légumes secs ». Les détenus ont le droit de dépenser 4 roubles par mois pour acheter quelques provisions. Les lettres sont très souvent confisquées — en particulier toutes les cartes postales ou toutes la correspondance venue de l'étranger. Les prisonniers sont privés de tout document juridique concernant leur propre cas (ce qui est contraire à la loi), d'est-ce-dire qu'il leur est impossible de faire appel pour leurs droits.

« Les prisonniers condamnés pour propagande et agitation antisoviétique sont souvent privés de visite ». Dans ce camp réservé semble-t-il aux politiques, « les conditions de vie sont beaucoup plus dures que dans les camps à régime spécial pour condamnés de droit commun. Les règles spécifiées par le code de détention des prisonniers ne s'appliquent pas à nous. Très souvent, nous sommes à la merci de l'administration locale. Les grèves de la faim sont considérées comme une infraction au régime du camp et punies ».

La section française d'Amnesty International publie en même temps que ce témoignage le texte du nouvel article du code pénal, promulgué le 13 septembre dernier, (le Monde du 30 novembre). Il permet de condamner à une peine supplémentaire de trois à cinq ans de prison les détenus qui « désobéissent délibérément aux ordres légitimes de l'administration d'un établissement de travail correctif ». Avant même la promulgation de ce décret, Amnesty déclare avoir eu connaissance, en dix mois, de douze condamnations supplémentaires à l'issue d'une première peine.

RFA

### Le chancelier Kohl pourrait maintenir à son poste le ministre de la défense

Bonn. — Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 1<sup>er</sup> février à l'Hardthof, siège du ministère de la défense, pour débattre du rapport annuel sur les orientations militaires de la RFA, préparé par le ministre, M. Manfred Wörner. Malgré le scandale provoqué par son comportement dans l'affaire Kiesling, le ministre semblait finalement assuré mercredi matin de conserver son portefeuille. Le chancelier Kohl se serait, en effet, résolu à cette décision, malgré les risques personnels qu'elle comporte pour lui, afin d'éviter un remaniement ministériel plus

important, remettant en cause l'équilibre au sein de la coalition gouvernementale.

Le maintien de M. Wörner serait assorti de la réintégration dans l'armée du général Kiesling, limogé parce qu'il était censé représenter un « risque pour la sécurité » de la RFA, en raison de l'homosexualité dont il avait été accusé. Le général ne retrouverait toutefois pas son poste d'adjoint au commandement en chef de l'Otan, le général Rogers. En revanche, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Joseph Wörner, ainsi que les principaux responsables du MAD, le service de renseignements de l'armée, devraient payer les pots cassés.

Le chancelier, qui, pour la troisième journée consécutive, poursuivait mardi ses consultations sur l'affaire Wörner-Kiesling, a notamment reçu le chef de la CSU bavaroise, M. Franz-Josef Strauss, et le président du parti libéral, M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères et vice-chancelier.

#### Le jeu de M. Strauss

M. Strauss s'était ouvertement prononcé dimanche pour un important remaniement ministériel qui n'affecterait pas seulement le ministère de la défense, mais également celui de l'économie, tenu par M. Otto Lambsdorff, homme-clé du Parti libéral, actuellement sous le coup d'une enquête judiciaire dans l'affaire Flick. On prêtait ces derniers jours au leader bavarois le souhait de rentrer au gouvernement à la place de l'un ou l'autre des deux ministres déçus, prétention inacceptable pour les libéraux et une partie de la CDU.

Le maintien de M. Wörner à la défense, qui devait, pensait-on, être annoncé après le conseil des ministres de ce mercredi, évincerait dans l'immédiat M. Kohl de modifier l'équilibre délicat de son gouvernement. Mais l'affaire Wörner-Kiesling a pris ces dernières semaines de telles proportions qu'on peut difficilement tirer un trait. Le chancelier a ignoré pas que sa réputation d'homme d'Etat est en jeu.

Dès que les premières indications provenant de la chancellerie eurent

commencé à filtrer mardi, les commentateurs se sont déchaînés. Maintien en poste le ministre « comme s'il ne s'était rien passé... mettrait en doute la capacité du ministre et du gouvernement à diriger le pays », disait un commentateur de la télévision. « La solution envisagée pour Strauss à Kiesling, ajoutait-il, pas à la République ». Si l'on garde Wörner, entendait-on à la radio, « il faudra donner des explications, ou alors l'affaire Wörner finira par devenir l'affaire Kohl ».

On peut s'attendre à voir le chancelier, fidèle à sa tactique habituelle, faire le dos rond dans les prochains semaines en attendant que la tempête se calme. Reçu mardi soir par la presse étrangère dans un grand hôtel de Bonn, il s'est efforcé de présenter sa traditionnelle sérénité face aux inévitables questions. C'est pourtant un homme seul qui doit affronter l'orage, tandis que la CSU et les libéraux se querellent dans son dos.

HENRI DE BRESSON.

#### Au cours d'un tête-à-tête informel

### M. Mitterrand rencontre le chancelier Kohl. Jeudi en RFA

M. François Mitterrand se rendra jeudi 2 février à Edenkoben, dans les environs de Ludwigshafen, pour y rencontrer de façon informelle le chancelier Kohl. Il regagnera Paris le soir même.

Cette visite fait suite à celle que le chef du gouvernement ouest-allemand lui avait rendue dans les Vosges, en juillet dernier. Conformément à la tradition de ce tête-à-tête sans protocole, aucune délégation officielle n'est prévue, et l'ordre du jour de l'entretien n'a pas été déterminé à l'avance.

Les projets de la présidence française pour sortir de l'impasse créée par l'échec du Conseil européen d'Athènes seront certainement l'objet principal de la conversation entre MM. Kohl et Mitterrand, en particulier la question des montants compensatoires monétaires (MCM), sur laquelle Paris et Bonn ont des points de vue sensiblement divergents.

## PROCHE-ORIENT

### Le sud du Liban en garde à vue

(Suite de la première page.)

Si les premières attaques contre les soldats remontent à l'été dernier, la véritable « dérapage » date de quelques mois. La peur qui a grandi après l'attentat de Tyr est mauvaise conseillère.

Grand bourgeois aux allures patriennes, M. Halim Fayyad nourrit une solide rancune envers Israël. Musulman sunnite, comme la majorité des habitants de Saïda, il est l'un des six « mohafez » (gouverneurs) du Liban. En entrant dans la ville en juin 1982, l'armée l'a chassé du « sérail », siège traditionnel de l'administration libanaise. Depuis, il loue un bureau sans archives ni dossier dans un immeuble proche. Pendant un an et demi, le gouvernement militaire, baptisé Unité pour l'aide aux civils, a cohabité avec une partie des services publics : éducation, impôts, cadastre, enregistrement.

Début janvier, les Israéliens ont élu domicile à Kfarfoul, dans une ancienne caserne phalangiste, à une douzaine de kilomètres de là. Ils n'ont laissé au sérail que leurs services de renseignements et le QG des gardes-frontières. De nombreux bureaux sont maintenant inoccupés, mais le gouverneur n'est pas autorisé à réintégrer les lieux. Surtout, l'administration régionale est paralysée. « Si on perd sa carte d'identité, observe M. Fayyad, on ne peut plus obtenir un duplicata. Sans papiers, avec tous ces barages, il n'est pas question de voyager. Toute transaction immobilière est devenue impossible. La population ressent tout cela comme un châtiment collectif ».

Une autre mesure a mis en colère les Libanais du Sud : la fermeture des ponts sur le ruisseau Awali. Interrompu pendant cinq jours début novembre, le trafic nord-sud rebute à un rythme fort ralenti (quelques centaines de véhicules quotidiens au lieu de six mille).

« Saïda, note M. Fayyad, c'est un peu la grande banlieue de Beyrouth ». Disséminer les gens du Sud « à l'ouest » vers la capitale renforce le complexe d'isolement dont ils souffrent depuis toujours et entretient leur hantise d'être un jour coupés du reste du pays. A quoi l'armée israélienne répond qu'elle n'avait pas d'autre choix pour assurer sa sécurité.

Pourtant, l'efficacité des contrôles sur l'Awali est douteuse, puisqu'ils n'ont pas empêché un regain d'attentats au Sud. Depuis quelques jours, un service d'autobus reliant le centre-ville au fleuve est à la disposition des pèlerins. La situation devrait s'améliorer dans les prochains semaines avec l'entrée en service d'un terminal qui permettra l'inspection rapide et simultanée de huit véhicules. Mais l'humiliation infligée aux Libanais ne disparaîtra pas pour autant.

Les contrôles sur l'Awali perturbent gravement l'économie du Sud déjà détraquée par la guerre. Entre Tyr et Saïda, les oranges pourrissent par millions. A quoi bon cueillir quand les attentes au pont triplent les coûts de transport ? Idem pour le tabac : « Mon chiffre d'affaires a chuté de moitié », affirme M. Ibrahim Maikawi, producteur d'orange à Saïda, et qui se voit obligé d'écouler sa récolte par la Syrie.

Autre problème : les ouvriers agricoles refusent les heures supplémentaires par crainte des personnes riches. Nombre de plantations se retrouvent à l'abandon. Les pêcheurs, eux, se plaignent des restrictions imposées par l'armée à leur activité. Naguera, un habitant de Saïda sur deux travaille à Beyrouth. Beaucoup sont donc devenus chômeurs. L'économie du Sud tient grâce à la contrebande et à l'argent de la diaspora libanaise immigrée en Afrique de l'Ouest.

« Les Israéliens, constate Mgr Haddad, sont peut-être de bons guerriers, mais ils ont avec les gens des relations médiocres. Le Liban est un monde complexe dont la subtilité échappe souvent à l'occupant ».

#### Le quadrillage policier

Israël est présent au Sud depuis 1978, mais le Liban des chittes n'est pas celui du commandant Haddad. Quant aux vergers de Saïda, ils sont plus dangereux que les collines de Judée. La complicité avec la Cisjordanie revient souvent à l'esprit. Elle est évidente, sauf peut-être dans un domaine, celui du quadrillage policier. Au Liban du Sud comme à l'ouest du Jourdain, les hommes du Shin Beth (les services de sécurité) ont mis en place un réseau d'informateurs qui ont tenté d'autant plus efficacement qu'ils sont souvent des Palestiniens « repentis » ou des chômeurs dans le besoin. Les agents israéliens attachent à leur profit « vieille recette » — les petites rivalités ancestrales entre villages ou familles.

Que vaut cette « collaboration forcée » ? Difficile à dire. Deux choses sont sûres en tout cas. D'une part, le célèbre camp d'Ansur près de Nabatieh arbitrait parmi les quatre mille

détenus libérés en novembre bon nombre d'innocents (il accueille à nouveau quelques cent cinquante prisonniers). D'autre part, la communauté chîte, largement majoritaire au sud de l'Awali — sept habitants sur dix, — a, jusqu'à preuve du contraire, plutôt bien résisté aux tentatives de pénétration israélienne.

A Tyr, un portrait orne les murs de la ville, celui de l'imam Moussa Sadr, guide spirituel des chittes libanais, mystérieusement disparu en 1978, lors d'un voyage en Libye. Les chittes de toutes opinions se réunissent de l'imam qui fonda au début des années 70 le mouvement Amal. « Nous opposons à Israël une résistance passive à la Ghidid », explique M. Khalel Harmand, l'un des responsables d'Amal à Tyr. Nous organisons des manifestations contre l'occupant, des grèves, des sit in dans les mosquées. Nous demandons à la population d'éviter tout contact avec les libanais. Mais nous ne menons aucune action militaire et nous ne sommes pas des terroristes ».

Numéro un d'Amal à Tyr, M. Daoud Daoud Interrompé, pour nous recevoir, une réunion qu'il tient avec quelques milliers de la région à propos d'un sérieux incident survenu l'avant-veille à Halloussiye, une localité proche. Ce jour-là, l'armée israélienne, à la recherche de suspects, s'est heurtée à l'hostilité des villageois. Après avoir découvert des armes et des munitions, elle a arrêté une dizaine de personnes, dont le chef du village, et détruit sa maison au bulldozer.

Qui attaque les soldats israéliens ? Les Palestiniens d'Amal, prudents et légalistes, affirment ne rien savoir de ces actions personnelles qu'ils se gardent de désavouer. Que pensent-ils des « illuminés d'Amal islamique » qui prônent la « guerre sainte » contre Israël ? « Nous n'avons aucun contact avec eux. Nous ne suivons pas la même ligne ».

Israël a commis l'erreur stratégique de sous-estimer l'influence des dignitaires religieux chittes s'inspirant de près ou de loin de l'exemple iranien. Mollies et chittes ont eu compris le vide politique et canalisé à leur profit la colère populaire en devenant les véritables animateurs de la résistance. Les plus virulents dans la région de Nabatieh appellent à combattre l'« ennemi sioniste ». Ils revendiquent ouvertement des défilés, dans des commémorations désolées par la presse de Beyrouth, les attentats contre Tishet. Ceux-ci semblent relever à la fois d'initiatives individuelles et d'une volonté collective. Les jeunes prisonniers d'Ansur, trop surveillés, ne peuvent agir directement. Mais ils parviennent, dit-on à Tyr, à transmettre à d'autres leurs connaissances techniques ». Les dirigeants d'AMAL, dont l'audience fut toujours réduite dans les villages, tentent de suivre le mouvement en durcissant leur discours.

Faoc à cette radicalisation du Sud, les rares amis d'Israël font pâle figure. M. Chawki Abdallah, commandant de son état, dirige à Tyr, la « branche politique » pompeusement

baptisée Assemblée unie du Sud d'une milice pro-israélienne aux modestes effectifs — une centaine d'hommes — et au nom trompeur : les Partisans de l'armée libanaise bien sûr.

M. Abdallah, qui ne nous attendait pas, ressemble à la tête sur son bureau les écrivains de son état : un téléphone, quelques notes de visite, et du papier à en-tête. « Je travaille avec les camarades israéliens, dit-il, pour résoudre les problèmes quotidiens des gens. Je fais office de juge, j'interviens pour qu'on libère les innocents. Il n'y a plus de pendeurs ici. Nos hommes les remplacent. Mais je suis libanais avant tout. Pourquoi ne serions-nous pas en bons termes avec Israël alors que les habitants de Baalbek ou de la Bekaa, sont obligés, eux, de s'entendre avec la Syrie ? »

#### Pour 300 dollars par mois

Ces miliciens chittes, dont certains ont un passé judiciaire, ne représentent qu'une partie de la population de Tyr. Le plus grand nombre pour de simples collaborateurs. Israël leur a fourni des armes, des uniformes et des camions. Pour 300 dollars par mois, ils reçoivent un vague entraînement militaire et tiennent quelques barrières routières. Mais leur autonomie est nulle. A Jouje, par exemple, ils ne circulent que sous escorte israélienne.

Israël a voulu reproduire en milieu chîte l'expérience réussie chez les chrétiens de Marjayoun avec l'Armée du Liban libre. Mais aucun de leurs nouveaux alliés n'a le prestige d'un commandant Haddad. L'un d'entre eux a choisi d'égayer de sonnerie en démission fin novembre. Trois autres au moins ont été assassinés depuis.

« Cette politique est désastreuse, soupire l'évêque de Tyr. Plus les Israéliens insistent de créer des groupes à leur dévotion, plus ils renforcent le courant intégriste ». Chittes, sunnites, chrétiens, tous s'efforcent d'attendre qu'une chose, l'arrivée dans le Sud de l'armée libanaise. « On accueille les soldats avec des fleurs, précise M. Harmand, même s'ils sont maronites ». Et chacun de rappeler que le Sud n'a jamais connu de conflits religieux majeurs.

Jamel, notre chauffeur de taxi, habite à Tyr, près du port. L'image du Christ auréolé d'étoiles des murs humides de son salon. Jamel est pourtant musulman sunnite. Il corrige, raconte-t-il, quand sa famille a emménagé dans cette maison elle n'a pas l'enlever car le quartier est chrétien depuis très longtemps. Sur le mur d'en face, est accrochée la photo d'un jeune homme. Chaque soir, son père le contemple longuement avant d'aller dormir. Il s'appelle Ahmed Alawi, avait vingt-cinq ans et se trouvait parmi les trente détenus libanais et palestiniens tués lors de l'attentat contre le gouvernement de Tyr. Arrêté comme suspect, il aurait dû être libéré deux jours plus tard.

JEAN-PIERRE LANGELE.

### M. Joumbblatt affirme qu'une « escalade militaire » est en préparation contre les forces de l'opposition

Tandis que les efforts diplomatiques en vue de parvenir à un accord entre les factions rivales et de mettre fin aux affrontements semblent marquer le pas, M. Walid Joumbblatt, chef de l'opposition libanaise, a accusé mardi soir 31 janvier le gouvernement du président Amine Gemayel de préparer une « offensive de grande envergure contre les forces antigouvernementales ».

Parlant à la presse à Damas, M. Joumbblatt a affirmé qu'une « escalade militaire » était en préparation contre les milices chittes dans les faubourgs sud de Beyrouth et contre les positions druzes dans les montagnes du Chouf. « Gemayel, son armée et ses milices, a-t-il ajouté, ont mis au point un plan visant à prendre d'assaut les montagnes et les faubourgs ».

Interrogé sur les propos du chef druze, un porte-parole de l'armée libanaise à Beyrouth a reconnu que des concentrations de troupes avaient effectivement lieu dans le Chouf et les faubourgs sud, mais, a-t-il dit, « il ne s'agit tout au plus que d'une relève des forces ».

L'agence Reuters cite cependant une « source gouvernementale libanaise » qui affirme que « l'armée envisageait de mener une nouvelle opération destinée à occuper un corridor reliant les bastions chittes du sud de la capitale aux positions druzes dans la montagne ».

Le chef des Phalanges, estime que « le gouvernement a le devoir de recourir à la force quand toutes les autres possibilités ont échoué ».

En outre, à Washington, le président Gemayel a affirmé dans une interview publiée mercredi dans le Washington Post que le Congrès américain ne devrait pas rechercher le départ des « machines » américaines de Beyrouth, car un tel retrait plongerait le Liban dans le « chaos », compromettant les intérêts occidentaux au Proche-Orient. Et, selon le président libanais, si les « machines » quittaient le Liban actuellement, « Amine Gemayel se serait vu remplacé par un nouveau président, mais par un conseil révolutionnaire sous contrôle soviétique, ou par le chaos ». — (Reuters)

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE  
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

سكزامن الاصل



هكذا من الأصل

Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Le PR : il est urgent d'attendre

A l'UDF, les principaux responsables politiques, partis, en majorité, de deux listes de l'opposition aux élections européennes, se sont réunis, à Paris, le 1er février, pour discuter de l'opportunité d'une telle démarche. Le débat a été très animé. Les participants ont souligné la nécessité de ne pas se précipiter, mais d'attendre que la situation politique se clarifie. Ils ont également insisté sur l'importance de maintenir une ligne commune et de ne pas laisser l'opposition se fragmenter.

L'affaire paraît donc entendue à un détail près : le PR, principale composante de l'UDF (avec le CDS), semble bien décidé à ne pas s'associer à la signature de l'accord RPR-UDF. Pour son secrétaire général, M. François Létard, « l'essentiel », en effet, « n'est pas de signer un accord, mais de défendre une ligne politique ». Cette idée gagne du terrain au PR, où les plus convaincus multiplient les études et les contacts susceptibles de la faire aboutir. Le soutien de nombreuses fédérations et de nombreux jeunes élus semblerait acquis. Des fonds - on parle de 25 millions - seraient-ils trouvés, notamment du côté de M. Edouard Leclerc, fondateur de la chaîne de magasins qui portent son nom. De retour d'une « tournée » d'une

semaine dans le sud-ouest de la France, M. Létard, qui a pu « tester » l'opinion, devait, mercredi matin 1er février et jeudi matin 2 février, réunir le comité exécutif puis le bureau politique du PR pour arrêter l'attitude de son parti avant la réunion du conseil national de l'UDF, jeudi après-midi.

Déjà, il a affirmé qu'il ne se considérait pas « comme engagé » par la décision du conseil national de l'UDF « si elle est en faveur d'une liste unique ». Il a dénoncé, lundi, au Club de la presse de Nice, « la précipitation et l'absence de consultation » dont s'est rendue coupable, à ses yeux, l'opposition. « Le dépôt des listes », a-t-il remarqué, « n'aura lieu que vers la fin du mois de mai ». Ainsi, pour lui comme pour ceux qui, au PR, sont favorables à cette hypothèse d'une liste « autonome », il est avant tout « urgent d'attendre ». Attendre que le mouvement d'opinion qu'ils croient déclencher en faveur de cette liste incantée le « renouveau » et permettant à de nouvelles têtes de participer au débat politique, s'affirme plus nettement. Ils ne pensent pas, si cette solution de la liste Létard était retenue, porter un coup fatal à l'UDF. A leurs yeux, celui-ci a déjà été porté. Ils pensent, au contraire, en faisant apparaître un « nouveau style d'opposition », créer un courant susceptible de favoriser la renaissance d'une UDF différente, certes, mais qui correspondrait mieux à ce qu'ils en attendent. Ils ont malgré tout conscience du pari qu'ils engagent. M. Létard tient à en mesurer les risques, au moment où son image s'affirme dans l'opinion. Il pourrait, bien sûr, en recevant la caution du suffrage universel, occuper une place privilégiée dans l'opposition avant les élections législatives de 1986. Mais il pourrait, s'il perdait ce pari, s'en remettre difficilement et avec lui son parti.

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui se trouve plus ou moins en compétition avec M. Létard, a affirmé pour sa part, mardi, au cours de son point de presse hebdomadaire à l'Assemblée nationale, qu'« il n'y aura pas de liste Létard parce que ce n'est pas possible », ajoutant que M. Veil « a son fonds de commerce sur l'Europe » et qu'« on ne peut pas le lui enlever ».

Il est cependant des données que les partisans de la « liste Létard » au sein du PR semblent ne pas suffisamment prendre en compte : comment réintégrer M. Veil et le RPR à l'annonce de la constitution de cette liste ? Le RPR pourrait choisir de faire cavalier seul, tout comme M. Veil, qui a déjà eu la tentation de présenter sa propre liste en fait passer l'UDF sous la table, semble-t-il, si tant est qu'il doit y avoir une liste unique de l'opposition, puisqu'on ne le sait pas encore tout à fait. Mais il semble que c'est probable. On voit très bien l'édifice dans lequel le cheval et qui est le cavalier : le cavalier, c'est Chirac.

Pour l'instant, le CDS n'étudie pas encore cette hypothèse. Mercredi matin, il rencontrait M. Simone Veil pour discuter de la composition de la liste unique, laissant le PR schafhauser ses projets.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

### M. CHEVÈNEMENT : le cavalier, c'est Chirac

M. Jean-Pierre Chevènement a parlé, mardi 31 janvier, au micro de France-Inter, des élections européennes et de la candidature de M. Veil à la tête d'une liste de l'opposition. Le chef de file du CERS a déclaré : « Philippe Desambert a dit qu'elle donnait aux Français surtout le confort de contempler un certain vide qui les rassure. Je pense en effet que Simone Veil est à bien des égards une sorte d'image pieuse qui contente les Français de n'être que ce qu'ils sont. (...) Elle remplit une fonction que, dans la vie politique de la France, d'autres ont remplie avant elle. Je pense que l'existence d'une liste unique de l'opposition risque de ne pas être une très bonne affaire pour l'opposition ; je me trompe peut-être. Une liste unique fait passer l'UDF sous la table, semble-t-il, si tant est qu'il doit y avoir une liste unique de l'opposition, puisqu'on ne le sait pas encore tout à fait. Mais il semble que c'est probable. On voit très bien l'édifice dans lequel le cheval et qui est le cavalier : le cavalier, c'est Chirac. »

M. Garaud et les « européens ». - M. Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou, a déclaré, dimanche 29 janvier, à la radio « CYS », qu'elle « ne souhaitait participer à aucune liste pour l'élection européenne », car l'assemblée de Strasbourg « fonctionne depuis cinq ans dans le moindre détail de son fonctionnement d'un résultat ».

### M. Marchais conduira la liste du PCF

Le bureau politique du Parti communiste a publié, mardi 31 janvier, un communiqué annonçant que le comité central se réunira le 16 février, « pour établir la liste des candidats à l'élection européenne, qui sera soumise à la discussion de tout le parti, avant d'être ratifiée par une session du conseil national du parti ». Le bureau politique « a décidé de proposer la candidature de Georges Marchais pour conduire la liste qui sera établie par le comité central ».

L'annonce du choix de M. Marchais comme tête de liste (le Monde du 27 janvier) suit, dans le communiqué du bureau politique, un appel à « l'ensemble des communistes » pour « la popularisation et la mise en œuvre des décisions du comité central », dont la réunion des 17, 18 et 19 janvier avait été consacrée aux restructurations industrielles. Le bureau politique affirme que « les contacts pris (...) par les cellules du parti avec les salariés des entreprises et les habitants des localités traversent un large accord avec les orientations proposées par le PCF ».

Le bureau politique souligne que « conjugué le renouveau industriel et une nouvelle croissance avec :

l'essor de l'emploi et de la formation, l'efficacité économique avec le progrès social, c'est possible si les moyens financiers existants sont mis en œuvre, en même temps que se développe une puissante intervention unitaire des travailleurs dans les choix à opérer pour aller de l'avant ».

### M. FISZBIN MÈNERA LA CAMPAGNE DES « COMMUNISTES DÉMOCRATES ET UNITAIRES »

M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a annoncé, mardi 31 janvier, qu'il conduira la liste des « communistes démocrates et unitaires » présentée par Rencontres communistes aux élections européennes de juin prochain. La composition de cette liste sera rendue publique au mois de mars, une vingtaine de places devant être « laissées vacantes, afin de préserver jusqu'au dernier moment les possibilités de rassemblement et d'union la plus large de tous ceux qui veulent affirmer l'existence d'un communisme différent pour le socialisme démocratique en France ».

Le communiqué publié par Rencontres communistes ajoute que « la présence de cette liste contribuera à la mobilisation de la totalité des forces de gauche, en offrant la possibilité, aux électeurs qui le souhaitent, de voter pour une authentique démarche communiste, de classe, nationale et européenne ».

### POUR SORTIR DE L'IMBROGLIO MUNICIPAL

#### L'opposition et les socialistes réclament de nouvelles élections à Limon-Brévannes

Le conseil des ministres du mercredi 1er février devait mettre fin à l'imbroglio juridique et politique de Limon-Brévannes en prononçant la dissolution de son conseil municipal. Cette commune du Val-de-Marne a, en effet, pour le moment, à sa tête deux maires, M. Gérard Bessière (RPR) et M. Guy Berjal (PC), chacun des deux démissionnant à l'autre toute légitimité.

Cette situation peu commune a pour origine une décision du Conseil d'Etat, qui a inversé au profit de l'opposition - pour fraude électorale - les résultats des élections municipales de mars 1983, tout en maintenant le maire communiste à son poste, l'opposition n'ayant pas déposé de pourvoi dans les délais.

La nouvelle majorité du conseil municipal de Limon-Brévannes a toutefois élu, la semaine dernière, M. Bessière (RPR) comme maire, élection qui, est contestée légalement. Depuis, MM. Berjal et Bessière « occupent » la mairie de Limon-Brévannes.

Dans l'opposition comme dans la majorité, de nombreuses voix s'étaient élevées, ces derniers jours, pour réclamer la dissolution du conseil municipal et de nouvelles élections. En avaient émis le souhait : MM. Georges Sarre, membre du secrétariat national de PS, Bernard Pons, secrétaire général du RPR et Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

### SELON UN HISTORIEN BELGE

#### Le général Weygand était le fils d'un négociant marseillais

De notre correspondant

Bruxelles. - Une longue étude, publiée dans la *Libre Belgique*, tend à établir que le « mystère » de la naissance du général Weygand serait enfin élucidé. L'ancien chef d'état-major de Foch de 1914 à 1923, généralissime en 1940, mort en 1965 à quatre-vingt-dix-huit ans et dont les origines étaient mystérieuses, aurait été l'enfant d'un négociant marseillais, David de Léon Cohen, et de Thérèse Denimal, fille d'un jardinier belge.

L'auteur de cette étude est M. Albert Duchesne, conservateur honoraire au Musée royal d'histoire de l'armée et d'histoire militaire à Bruxelles, secrétaire général honoraire de la commission internationale d'histoire militaire.

Le point de départ de « mystère Weygand » est un certificat de naissance délivré le 23 janvier 1867 par la ville de Bruxelles. Chose surprenante en effet, l'officier d'état civil accepta la déclaration du médecin accoucheur, aux termes de laquelle l'enfant, prénommé Maxime, serait « fils de père et mère dont les noms sont ignorés du déclarant ».

Ce document devait susciter de nombreuses hypothèses. Certains prétendirent que Weygand aurait été un fils naturel du roi Léopold II de Belgique, d'autres, que sa mère aurait été Charlotte, princesse de Belgique et impératrice du Mexique. Certains ont même vu en lui un petit-fils de l'Algon et un descendant de Napoléon.

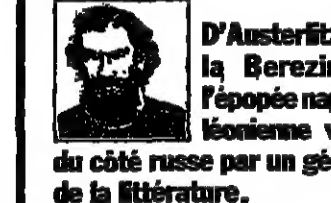
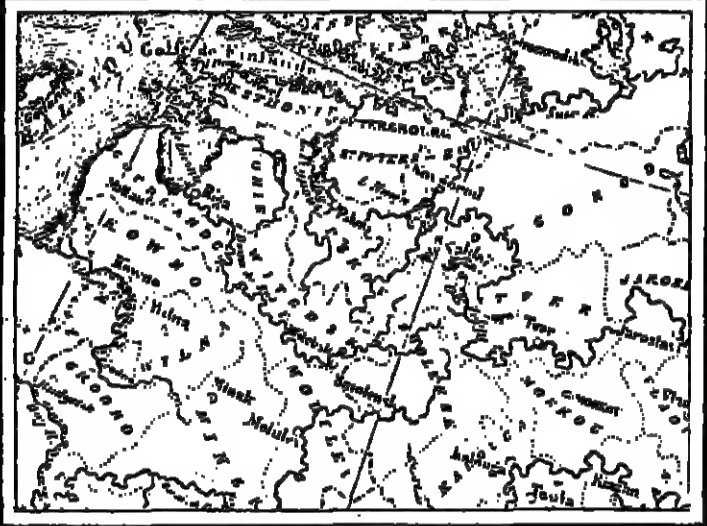
M. Duchesne établit que David de Léon Cohen résida à Bruxelles de 1863 à 1866. Il aurait rencontré Thérèse-Joséphine Denimal, soit en Belgique, soit à Grasse. Il est séparé de sa femme légitime. Thérèse-Joséphine Denimal serait retournée chez ses parents à Bruxelles pour accoucher discrètement au début de 1867.

M. Duchesne dispose de nombreux renseignements sur l'histoire de la famille du commerçant marseillais. En passant, il indique aussi que l'homme chargé par David Cohen de veiller sur les études du jeune Weygand fut le député radical de Marseille Maurice Rouvier, qui, plus tard, devint président du conseil.

L'historien belge suggère que l'ancien généralissime aurait, sans doute, pu découvrir, s'il avait vraiment voulu, des précisions sur son ascendance, alors que même dans son testament Weygand affirmait encore : « Je ne sais rien de ma naissance ».

JEAN WETZ.

(Selon le meilleur biographe français de Weygand, Guy Raftoy (Albin Michel, 1966), le jeune Maxime avait d'abord porté le nom de sa mère, M. Saget. Il fut ensuite « recueilli » par David Cohen et son épouse (la seconde ?) née Denimal, il entra à Saint-Cyr en 1885, à titre étranger, sous le nom de Maxime de Nisnel. Trois ans plus tard, il fut adopté par François-John Weygand, comptable de la maison Cohen.)



D'Austerlitz à la Berezina, l'épopée napoléonienne vue du côté russe par un génie de la littérature. Ce grand roman, qu'on a pu comparer à l'Illiade, est plus qu'un roman. Fourmillant d'anecdotes colorées et de détails pittoresques, il nous livre l'âme d'un peuple au cours de la plus grande épreuve de son histoire. Si la guerre de Russie donne à ce beau texte sa trame et son unité,

si Napoléon et Koutouzov figurent parmi les héros de cette fresque, le conflit historique n'est pas le sujet essentiel de cet extraordinaire récit. L'amour, la grandeur, la charité, la « non-violence » dont Tolstoï fut le théoricien avant que Gandhi inspire par le grand Russe en fait l'instrument qu'on sait, autant de thèmes qui transparaissent et s'imposent à travers la rumeur des combats.



Richement illustrée, notre édition a été conçue dans l'esprit de l'époque.

Ce chef-d'œuvre, si profondément russe et cependant si universel, ne prend toute sa dimension que dans le cadre où il a été élaboré. C'est pourquoi Jean de Bonnot a voulu donner à son édition un cachet particulier évoquant l'ancien empire des Tsars ; par la traduction d'abord qui est l'œuvre d'une admirable princesse russe et la double culture slave et française dont le parfait bilinguisme était naguère partage par toute l'aristocratie (les dialogues de « Guerre et Paix » n'ont-ils pas été écrits, en partie, directement en français, comme c'était le cas dans la Russie de ce temps). L'ambiance russe est également donnée par les illustrations (une par page de



texte) dont l'originalité est d'avoir été dessinées en Russie à l'époque de Tolstoï.

### Un monument de la littérature universelle:

## GUERRE ET PAIX

par LÉON TOLSTOÏ

dans la traduction de la Princesse Paskiévitch.

Première version française autorisée par Tolstoï lui-même.

Précieuses illustrations croquées sur place par des dessinateurs russes.

Le décor de la reliure poussé sur or véritable au dos et frappe à froid sur les plats contribue aussi à créer ce climat particulier dont les exilés russes gardèrent longtemps le souvenir. Les fers à dorer ont été gravés à la main par l'artiste Maurice Charrier.



### Des livres pour toujours.

Les livres de Jean de Bonnot sont conçus pour durer. C'est un des rares éditeurs, sinon le seul, à utiliser encore le cuir et l'or véritable pour toutes ses reliures dont le décor original est créé dans ses ateliers. C'est donc ainsi que sont reliés les deux forts volumes in-octavo (14 x 21 cm) de « Guerre et Paix ». Plus de 95 cm d'or à 22 carats et près de 345 cm de beau cuir de mouton leur confèrent une noblesse qu'on ne voit plus guère. Autre élément noble, le papier, un superbe vergé chiffon fabriqué à la forme ronde comme autrefois et dont la qualité se lit dans le filigrane « aux canons ».

### Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi j'en engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

2 volumes grand in-octavo 14 x 21 cm peausserie vrai cuir.

### Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Qui envoie-moi pour un prêt gratuit de dix jours le premier volume de « Guerre et Paix » de Tolstoï, en deux volumes. J'attacherai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (minimum 1 mois, maximum 4 mois). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le prix de souscription de 136 F (+ 19 F de frais de port). Le deuxième volume me parviendra un mois après et je le réglerai au même prix que le premier.

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Ville ..... Code postal .....

Signature ..... I A  
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes



# POLITIQUE

## LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES ET LEURS CONSÉQUENCES POLITIQUES

### Le Sénat adopte le projet de loi sur la prévention des difficultés des entreprises

Le Sénat a adopté, en deuxième lecture, mardi 31 janvier, le projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises. La Haute Assemblée avait commencé, jeudi 26 janvier, cette deuxième lecture (le Monde du 28 janvier). Les sénateurs socialistes et communistes ont voté contre le texte, qu'ils ont jugé trop dénué par les amendements présentés par la commission des lois et votés par la majorité sénatoriale.

Les sénateurs ont étendu aux comités d'entreprise le « droit d'alerte », ce qu'ils avaient refusé en première lecture (le Monde des 17, 18 et 19 novembre 1983). Néanmoins, ils ont maintenu leur opposition à la disposition prévoyant l'information du comité d'entreprise sur la délibération du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, faisant éventuellement suite au déclenchement de la procédure d'alerte.

Contrairement à ce que souhaitait le gouvernement, le Sénat n'a pas maintenu les modifications acceptées par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, au terme desquelles certains établissements publics ayant une activité industrielle ou commerciale seraient dotés d'un commissaire aux comptes exerçant ses fonctions dans les mêmes conditions que celles prévues par le projet de loi pour les commissaires aux comptes des sociétés commerciales.

Les sénateurs ont fait valoir que le cas des entreprises publiques devrait être abordé dans un texte à part, compte tenu de la spécificité de ces établissements, notamment sur le plan de la gestion.

Les sénateurs ont introduit, contre l'avis du gouvernement, diverses « dispositions tendant à assouplir les règles du droit du travail », au minimum pendant la durée d'exécution du D.P. Plan. Ces dispositions touchent au « seuil » social dans les entreprises et prévoient un « allègement des procédures de licenciement » tant individuel que collectif.

M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a vivement dénoncé l'esprit et la teneur de ces amendements de la commission des lois. Il a notamment affirmé : « La majorité de la commission des lois a traduit en amendements les exigences du président du CNPF : c'est un véritable chantage, qui est exercé par le patronat sur le gouvernement de gauche. Il menace d'accroître la casse des industries si le gouvernement ne plie pas. » M. Lederman a conclu : « Reconnus par la Constitution, les droits syndicaux représentent un élément essentiel du régime républicain. On ne saurait les contester, alors qu'on parlait il y a peu d'une nouvelle citoyenneté au sein de l'entreprise. »

La commission a également tenté d'introduire des amendements à la fiscalité des entreprises. Le gouvernement a empêché l'adoption de ces amendements en opposant l'article 40 de la Constitution, qui interdit aux parlementaires de voter les amendements ayant pour effet d'augmenter les dépenses ou de réduire les recettes de l'Etat.

Enfin, les sénateurs, contrairement à ce qu'ils avaient voté en première lecture, ont décidé que la loi sera applicable dans les territoires d'outre-mer. — J.-L. A.

### Le malaise de la gauche

(Suite de la première page.)

Tantôt les communistes rappellent qu'ils sont au gouvernement et entendent y rester, parce que quitter le navire serait pour eux, disent-ils, la pire des solutions ; tantôt ils soulignent que c'est presque comme s'ils n'y étaient pas, puisqu'ils n'ont que quatre ministres sur quarante. Ces ministres, pourtant, lorsqu'on les interroge, affirment qu'ils ne sont jamais isolés au sein du gouvernement. Le débat sur la reconstruction industrielle en est une nouvelle preuve. Les diverses positions qui se sont exprimées sur le financement des congés-formation ont dessiné des clivages qui n'opposent pas les communistes aux autres, mais plutôt le premier ministre et ceux qui doutent de la longévité du choix qu'il incarne, d'autre part.

Un autre débat porte sur l'avenir des restructurations et de ceux qu'elles priveront de leur emploi. M. Marcel Rigout, ministre communiste de la formation professionnelle, ne veut pas être le ministre de nouveaux « stages-parking ».

Nul ne doute, en fait — M. Chevènement l'a souligné pour lui-même — de la nécessité de réductions d'effectifs, qui se traduiront dans les statistiques du chômage. Que les communistes bronchent devant l'obstacle qui consiste à faire accepter ces réductions à leur propre base sociale n'a, selon le chef de file du CERES, rien de surprenant. Pour franchir l'obstacle, estime-t-il, il faut associer davantage le PCF aux décisions prises et donc faire droit à son point de vue ; et il faut rendre perceptible une orientation plus conforme à ce que les électeurs attendaient de la gauche.

Seule une perspective de croissance fera renaitre une dynamique de gauche : telle est la conviction commune des communistes et d'une partie des socialistes, qui ne se limite pas au courant dirigé par M. Chevènement. Les élections de 1986 ne se joueront pas dans les derniers mois de 1985, mais dès cette année, pensent-ils, car, souligne-t-on, qu'on établisse sans tarder le calendrier de l'après-régime. Un tel inflexionnement passerait par le desserrement des contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques et sur le crédit. Ces mesures avaient été évoquées par certains intervenants au comité directeur du PS, le 7 janvier (le Monde du 10 janvier). Ces contraintes — ces « tabous », dit M. Chevènement — ont été édictées par le président de la République. Rien n'indique que ce dernier soit disposé à prendre un autre chemin. Tant il est vrai que, pour lui, l'année 1984 est celle des décisions impossibles.

PATRICK JARREAU.

### M. Chevènement incite les socialistes à passer des « compromis dynamiques » avec le P.C.F.

Invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, mardi 31 janvier, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la recherche et de l'industrie, chef de file du CERES, a déclaré qu'« il faut à peu près un an pour qu'un certain nombre de mesures nouvelles permettent d'appréhender la situation d'une manière telle qu'elle soit perceptible aux Français » et que, par conséquent, « c'est au plus tard d'ici au début de l'automne que le gouvernement pourra enrichir la rigueur, la mettre au service de la croissance ». « S'il ne le fait pas, a ajouté M. Chevènement, l'équation dans laquelle se jouent les élections législatives de 1986 sera définitivement fixée. »

M. Chevènement a indiqué que sa demande que la France reste dans le système monétaire européen, « reste opportune aujourd'hui ». Il a ajouté : « Le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du P.N.B. La croissance de la masse monétaire ne doit pas dépasser 5 à 6 % en 1984. On doit, en plus, réduire le prélèvement obligatoire d'un point, ce qui représente une somme non négligeable, etc. En même temps, il faut moderniser l'industrie, donc investir davantage, rétablir les comptes extérieurs, c'est-à-dire mettre de l'argent de côté pour obtenir, non pas seulement un équilibre, mais un excédent. Il faut, en même temps, que le pouvoir d'achat ne diminue pas, que l'inflation ne dépasse pas 5 % ; cela va faire beaucoup de conditions, beaucoup de contraintes. Je crois pouvoir dire que lorsque l'on se donne tellement de priorités, il arrivera un moment où il faudra choisir. Il est bon d'indiquer ce qui constitue les deux priorités essentielles. A mon sens, c'est, d'une part, l'indépendance nationale, qui passe par l'équilibre et même l'excédent de la balance des paiements ; d'autre part, la croissance, qui conditionne l'emploi, parce que le chômage est le pire gaspillage, surtout le chômage des jeunes. La gauche a été élue pour sortir la France de l'ornière. »

« Je connais le pragmatisme du président », a ajouté l'ancien ministre, et, par conséquent, je sais qu'il y a des moments où il peut prendre conscience de la nécessité d'infléchir cette politique. Je ne doute pas une seconde que les objectifs du président de la République soient les miens (...). Si l'on veut réussir la modernisation, il faut réunir les deux conditions : une croissance positive et une mobilisation de tous les acteurs de la production. Si l'on veut faire cette modernisation sans croissance, avec une croissance zéro, et si l'on ne met pas les gens dans le coup, on ne peut pas gagner. »

M. Chevènement a observé qu'en Grande-Bretagne, « quand M. Thatcher, qui est considérée comme la championne de l'assainissement, est arrivée au pouvoir, les prélèvements obligatoires étaient à 39,6 %. En 1982, ils étaient à 45,7 %. Cela montre, de la manière la plus claire, que les politiques d'assainissement sont en réalité des politiques qui aggravent la maladie au lieu de la soigner ». Il a ajouté : « Je ne crois pas que le déficit budgétaire limité à 3 % soit une règle d'or, un tabou. On peut utiliser le déficit budgétaire d'une manière positive dès lors qu'il permet de développer l'investissement, l'équipement, de promouvoir la modernisation du pays (...). Le Japon, par exemple, a eu de 1975 à 1980 un déficit budgétaire de 7 % de son P.N.B. Les Etats-Unis, actuellement, ont un déficit budgétaire qui correspond à 6 % de leur P.N.B. »

Enfin, le chef de file du CERES s'est déclaré inquiet de la situation actuelle de l'union de la gauche. « Je pense que le PCF, pendant qu'il est en campagne, doit être impliqué dans le grand œuvre de modernisation de la France. Il y a des compromis dynamiques à passer avec lui. »

### LES DÉPUTÉS SOCIALISTES CRÉENT UN GROUPE DE TRAVAIL

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, au cours de sa réunion du mardi 31 janvier, a décidé de créer un groupe de travail sur la politique industrielle présidé par M. André Billard, député de Haute-Saône, celui-ci comprendra les principaux députés concernés par le sujet. Son objectif est essentiellement de permettre un meilleur échange d'informations entre les élus et les membres du gouvernement, de façon, notamment, que les décisions de modernisation de l'appareil industriel interviennent dans une optique « dynamique ».

L'audition de MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, prévue pour le 31 janvier, a été annulée, les deux ministres ne pouvant encore présenter les décisions prises par le séminaire gouvernemental de la veille. Le groupe socialiste les entendra le mardi 7 février. Les députés socialistes ne veulent pas être mis devant le fait accompli ; ils veulent défendre les décisions gouvernementales, mais à condition d'y avoir été associés.

### Les hommes du président

#### François-Xavier Stasse

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en sciences économiques, François-Xavier Stasse (1), qui est né le 11 janvier 1948 à Paris, est chargé des problèmes économiques et budgétaires au secrétariat général de l'Élysée.

#### Fabrice à l'Élysée

Homme discret s'il en est, et peu soucieux de faire parler de lui, François-Xavier Stasse présente la particularité d'être à la fois un fidèle du président et un ami de Michel Rocard. C'est par le PSU qu'il est entré en politique, et c'est avec le maire de Conflans-Sainte-Honorine qu'il signe, en 1975, son premier livre, l'inflation au cœur. Mais c'est comme secrétaire de la commission économique qu'il se fera connaître au Parti socialiste qu'il rallie la même année. Connaître est peut-être un mot trop fort car, pour l'heure, l'écrivain et le militant se cachent derrière le pseudonyme de Jacques Gallus. Fonction publique oblige. Expert au Plan, François-Xavier Stasse devient, en 1978, directeur de cabinet du commissaire général, Michel Albert. Il a trente ans.

Cette année-là, il passera ses vacances à travailler dans l'équipe du premier secrétaire du PS à la veille des élections législatives. Ses dons reconnus pour l'analyse et la synthèse, son comportement loyal de « grand commis » l'emportent sur les préventions que pourraient susciter ses sympathies rocardiennes. Elu, François Mitterrand lui confiera le dossier des problèmes économiques et budgétaires. Voilà Fabrice sur le champ de bataille. La métaphore s'impose, moins pour l'idée que l'on se fait du héros de Stendhal que par référence au dernier ouvrage de Jacques Gallus, coigné avec Bernard Soulaie (elles François-Xavier Stasse), et qui s'intitule les Variables d'Austerlitz. Selon les ordinateurs, Napoléon a gagné la bataille en intégrant d'instinct huit cents données.

Dans cette étude, François-Xavier Stasse avance l'idée qu'une stratégie économique ne vaut si elle n'a pour base une solide connaissance des faits et des contraintes qu'elles impliquent. On ne jugerait pas qu'il soit à ce point écroulé au sein de la commission économique du PS trop enclin à un manque de rigueur qu'il dénonce. Il n'est pas sûr tout à fait à l'aise dans l'improvisation des premiers mois du septennat. Ses avis ont été à ce point délaissés, qu'est-ce lui qui a manqué d'autorité pour imposer son point de vue ?

En revanche, quand les circonstances ramèneront le gouvernement à la rigueur, François-Xavier Stasse se battra pied à pied pour imposer la ligne qui prévaudra le 25 mars 1983. Dans les Variables d'Austerlitz, il s'était nettement prononcé pour l'ouverture des frontières, principe que plus d'un mettrait en cause au moment du troisième remaniement ministériel. Même lorsque le président de la République aura tranché, son conseiller devra valoir au grain et faire en sorte qu'on ne puisse pas remettre en cause le plan de rigueur quand on lui rappelle les promesses électorales non tenues, l'est de ceux qui répètent, à qui leur objet qu'ils tournent le dos à bien des promesses électorales, que les socialistes n'ont pas été élus pour faire la politique que lui impose le P.M.I.

Il marque de son empreinte les orientations du D.P. Plan, trouvant des appuis à Mithridate comme aux Français pour faire inscrire dans les textes cette idée difficile que le partage des revenus doit se faire en faveur de l'investissement et non, comme cela a été fait jusqu'à maintenant, en faveur de la consommation. Idée réaffirmée dans la seconde loi du Plan. Cet homme discret sait qu'il lui faut obstinément pousser ses pions et renforcer le drapeau à chaque mouvement de la marée. Il a su convaincre ses proches de l'importance de l'enjeu. Quand François Mitterrand passe à la télévision dans l'émission « l'enjeu », c'est Christian Santter mais aussi François-Xavier Stasse qui lui ont préparé le dossier économique à partir duquel le président de la République a fait une démonstration jugée brillante.

Il y a peu, un quotidien du matin a rangé François-Xavier Stasse parmi les protestataires qui s'opposent au projet de loi de la République. Il en a souri, lui qui fréquente les églises plutôt que les temples. Mais, à son tour, l'irrigation austère et pudique que l'on se fait encore du parapluie, notre confrère peut se faire écrouler de se être trompé de chapelle.

(1) Le Monde publie une série de portraits des principaux collaborateurs du chef de l'Etat. Dans ses éditions précédentes, il a présenté MM. Erik Aronow, Jacques Attali (le Monde du 25 janvier), Jean-Louis Bianco (le Monde du 26 janvier), Alain Boubill (le Monde du 27 janvier), Michel Clément (le Monde du 28 janvier), Jean-Claude Collard (le Monde du 29 janvier), Jean Glavany (le Monde du 31 janvier) et Christian Santter (le Monde du 1<sup>er</sup> février).

## Le projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale

### Le débat s'« accélère » : quatre articles adoptés en un jour...

#### L'affaire des avions renifleurs

#### M. PEYREFITTE RÉPOND A M. MAUROY

M. Alain Peyrefitte, député RPR de Seine-et-Marne, est revenu dans le Figaro sur l'affaire des « avions renifleurs », pour répondre à M. Pierre Mauroy, qui lui-même répondait à des questions écrites posées par l'ancien ministre de la justice sur cette affaire (le Monde du 29-30 janvier). M. Peyrefitte écrit notamment : « M. Mauroy oppose la « raison d'Etat » qui aurait mené l'ancien gouvernement à entourer cette affaire de secret, et l'« Etat de droit », qui aurait conduit le nouveau gouvernement à choisir la transparence. Cette opposition simpliste de l'ombre et de la lumière ne résiste pas à l'analyse (...). Un gouvernement qui accuse sans laisser à un accusé le droit de se défendre, qui aggrave le préjudice subi par une victime au lieu de le réparer, et qui met en cause les intérêts majeurs des entreprises dont il a pour mission d'assurer la tutelle, ne sert ni la vérité, ni la justice, ni le droit. »

Quatre articles votés en une journée : tel est l'« exploit » accompli par l'Assemblée nationale au cours des trois séances consacrées, mardi 31 janvier, à la suite de l'examen du projet de loi sur la presse. L'examen de l'article 4 avait été achevé avec l'adoption du premier amendement du gouvernement étendant l'obligation de mise au nominatif des actions d'une société détenant au moins 20 % des droits de vote dans une entreprise de presse afin, explique M. Georges Fillioud, de tenir compte des cas où le droit de vote n'est pas exactement proportionnel à la part de capital détenue.

Bien que le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication ait souhaité les inclure dans les dispositions transitoires prévues, les amendements déposés par M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) et par la commission des lois sont adoptés par 323 voix (PC, PS) contre 150 (RPR, UDF). Ils prévoient l'introduction d'un nouvel alinéa pour que, si les actions encore au porteur représentent plus de 10 % du capital de la société, il en soit fait mention jusqu'à ce qu'elles soient mises au nominatif, parmi les informations destinées aux lecteurs, avec les noms et prénoms des derniers propriétaires connus.

Sur proposition de la commission des lois et de M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), l'Assemblée décide de porter de huit jours à un mois le délai prévu pour exécuter l'obligation de publication de l'avis invitant les porteurs d'actions à mettre leurs titres au nominatif.

Un amendement de la commission des lois fixe que « la cession des actions d'une entreprise de presse doit être agréée par le conseil d'administration de la société ».

A l'opposition qui avait multiplié les questions sur deux points, M. Fillioud indique, d'une part, que la mise au nominatif ne concerne pas les SICAV puisqu'elles ne peuvent détenir plus de 20 % d'une même entreprise ; d'autre part, que la « transparence remontante » a pour limite le principe de la territorialité des lois.

L'article 5 ouvre le droit de consulter la liste des actions constituant le capital des sociétés concernées, qui sont inscrites en compte soit chez l'émetteur, soit chez un intermédiaire habilité. Les actionnaires et porteurs de parts ainsi que les membres de l'équipe rédactionnelle bénéficieront de ce droit de consultation. L'opposition avait demandé sans succès la suppression de cet article.

Sur proposition de la commission des affaires culturelles est adopté un amendement étendant le droit de consultation aux équipes rédactionnelles des publications autres que quotidiennes d'information politique ou générale — comme le prévoyait le texte initial — lorsqu'elles existent déjà.

Les députés abordent en séance

### « Nos électeurs nous demandent d'en faire toujours plus »

« Il faut savoir s'arrêter », ont dit les responsables des groupes de l'opposition à leurs cheuveliers. On a conseil n'est pas un ordre, et rien ne fut dit officiellement qui pût donner à penser à un désaveu de M. François d'Aubert, Alain Madelin ou Jacques Toubon. Mais... mardi matin, M. Jean-Claude Gaudin admettait : « Je souhaiterais que nos amis aillent un peu plus vite... » Au même moment, au bureau du groupe RPR, il était même décidé de ne plus défendre systématiquement en séance les amendements des députés absents, particulièrement ceux de l'UDF. Les réunions plénières des deux groupes de l'opposition confirmaient l'incompréhension d'un grand nombre de députés

devant la stratégie suivie par un petit nombre de leurs collègues. Pendant ce temps les députés socialistes s'inquiétaient, eux aussi, « Dévolement », a dénoncé M. « blocage » [de l'institution parlementaire] furent les mots les plus entendus au cours de la réunion de leur groupe au cours de laquelle apparut à nouveau le « serpent de mer » de l'éventuelle réforme du règlement de l'Assemblée.

Résultat de tout cela : au cours de la « conférence des présidents », en fin d'après-midi, chacun fit preuve de bonne volonté. Dans ces conditions, M. Pierre Joxe obtint de M. André Labarrière que l'Assemblée ne siège pas le soir du samedi 4 février et le

de nuit l'examen des dispositions destinées à assurer l'information des lecteurs sur la structure financière de l'entreprise éditant ou exploitant les publications qu'ils choisissent comme source d'information. L'article 6 impose l'insertion dans un délai d'un mois, dans la ou les publications éditées par l'entreprise, des modifications d'une certaine importance dans la répartition de son capital. Sur proposition de la commission des affaires culturelles est adopté un amendement indiquant que sont concernées par ledit article les cessions ou promesses de cession d'actions ou de parts « ayant pour effet d'assurer la détention directe

ou indirecte de 20 % du capital social ou des biens d'une entreprise de presse ».

L'article 7, qui organise l'information régulière des lecteurs, regroupe des dispositions contenues dans plusieurs articles de l'ordonnance de 1944, et simplifie, voire supprime, les obligations qui, excessives, n'avaient pas été respectées. Les députés entendent que la charte de l'ensemble des titres des publications éditées par l'entreprise, dans chaque numéro, est excessive ; ainsi la prévoient-ils une seule fois par an.

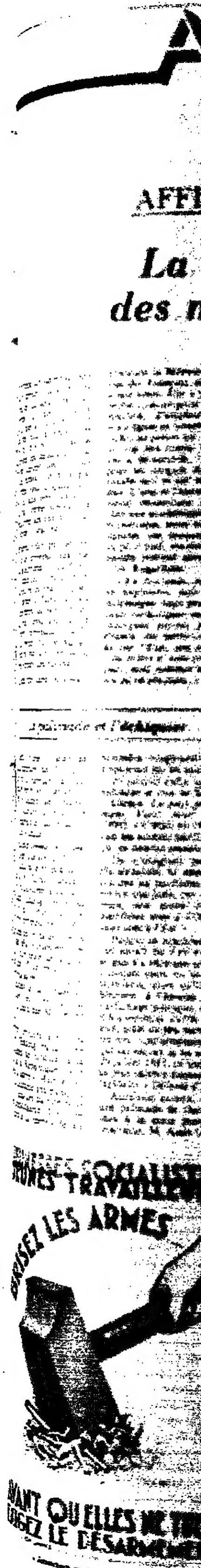
Les informations faisant l'objet d'une obligation de publication une fois par an concernent le tirage moyen sur l'année écoulée. M. Queyenne fait préciser que ce tirage doit être accompagné, le cas échéant, de la distinction entre la publication principale et ses suppléments périodiques. Sur proposition de la commission des affaires culturelles et de celle des lois, la liste des principaux actionnaires ou porteurs de parts insérée annuellement est limitée à dix, au lieu de vingt comme le prévoyait le texte initial.

L'ensemble de l'article ainsi modifié est adopté, le RPR s'abstenant, et M. Péricard, « à titre personnel », votant pour.

A. C.

FRANÇOISE GIROUD PARLE DE L'ACTION DE L'ACF POUR LES RÉFUGIÉS AFGHANS. ANTENNE 2 : RÉSISTANCE. JEUDI 21 H 30.

AIGF



مكتبة الأمل







LE CONSERVATOIRE SUPÉRIEUR

A l'étroit et



moyenne un maximum de douze élèves, ce mystérieux M. Papillon doit probablement prendre cent photos différentes chaque année. Les détails ont leur importance. Ainsi par exemple il y a aussi au Conservatoire un accordéon maison chargé de surveiller l'état des quatre-vingt pianos disséminés à travers les cinquante et une salles de cours et quarante-quatre studios d'étude. Toutefois, il ne peut ouvrir qu'entre 6 et 9 heures du matin; le reste du temps il dérangera; pas une pièce qui ne soit occupée soit par une classe, soit par quelqu'un en train de travailler.

« Pas la place. » Manque de place. C'est le leitmotiv, la première chose que l'on voit dit pour tout résumer, expliquer ou excuser. La faute au manque d'espace, donc, si certains pianos ne sonnent pas vraiment juste, ou si leurs pédales ne remontent pas bien. Et si les élèves ne peuvent guère faire entre eux, pour le plaisir, de la musique de chambre, c'est que les studios d'études sont de petits alvéoles où il n'est pas question de faire tenir même un trio. Ces mini-cases individuelles ont été aménagées sur deux étages, rajoutés sans aucune vergogne architecturale sur le toit de ce qui devait être une chapelle. C'est dans le jardin, le bâtiment dit de la bibliothèque - une bibliothèque où l'on peut seulement consulter sur place les livres ou partitions. Les emprunter ? Nenni, sauf à s'arranger avec un professeur. Au premier niveau, vous trouverez la phonothèque et le musée instrumental, minuscule, vieillot, mais très beau où se sait, avec entre autres le piano de Bizet, un Pleyel bien sage remis entre deux contrebas. Au sous-sol, vous découvrirez encore les trois réduits qui tiennent lieu de studios d'électro-acoustique. A l'œil nu, c'est la misère : quelques magnétophones âgés, des consoles de type très ordinaire. Ici les synthétiseurs sont analogiques. Et encore, ce matériel de seconde main a été offert par le GRM de l'INA, qui, par ailleurs, accueille les étudiants de deuxième année. Remontons vite.

On entre dans le bâtiment de la rue de Madrid - ancien vième siècle - par un hall aux allures froides de salle des pas perdus où sont affichés des placards annonçant concerts parisiens ou concours de recrutement dans les orchestres de province. A peine un banc pour s'asseoir. Au fond, à droite, passé les quatre téléphones dont deux sont en panne, derrière l'ascenseur se trouve la « cage de verre », dite aussi « aquarium ». Là, M.M. et Mmes les professeurs qui n'ont pas de salle où se réunir viennent signer leur feuille de présence. Plaque tourmente pour renseignements en tous genres, lieu de passage obligé. « L'aquarium » est un cube exigu qui serait vert clair si la peinture des murs n'avait pas tant vieilli.

Epinglé sur un tableau de liège, cet avis : « Pour obtenir votre photo de classe, passez votre commande à M. Papillon. » C'est un détail, mais... les classes comptant en

Egalement situé dans le jardin, le « gymnase », prodige de préfabriqué bon marché édifié dans les années 60 avec une subvention du ministère de la jeunesse et des sports, n'a jamais servi de gymnase; il abrite la salle Marcel-Dupré, salle d'orgue dont l'orgue est un malheureux état. Plus l'unique salle de danse de quatre professeurs (les quatre ont été étoilés à l'Opéra de Paris; l'enseignement de la danse au Conservatoire est, dit-on, solidement classique). Mais poursuivons la visite : toujours dans le jardin, en haut d'un escalier, la cantine, un restaurant universitaire plutôt sympathique, et au fond une annexe donnant sur la rue d'Edimbourg. Là comme dans le bâtiment de la rue de Madrid, des enfilades de classes en principe insonorisées, à en juger par les portes blindées à hublots. Dans les couloirs, c'est à peu près le silence, mais d'une salle l'autre...

« Vous entendez le saxophone au-dessus et le piano à côté. Et encore, il y avait un trou dans le plafond, qui a été colmaté. Comment se concentrer ? Pour nous, ces notes venues d'autres classes ne sont pas seulement du bruit, mais aussi des signaux reconnaissables », nous a dit, par exemple, Mme Christine Eda-Pierre, ce matin, où elle faisait travailler la seule haute-contre du

Conservatoire. Regrettant que ses élèves n'aient pas la possibilité de s'exercer avec orchestre - ou même en chœurs - durant leurs études, elle constate que l'on prend de belles voix mais, « la plupart du temps, dit-elle, il y a tout à faire. Ils arrivent [vers l'âge de vingt ans pour les filles, ou de vingt-deux ans pour les garçons] en sachant très peu. En fait, à un Conservatoire supérieur de leur enseigner les rudiments de la respiration ».

Du côté des chanteurs - ils sont près de soixante-dix répartis en huit classes, - on attend beaucoup de l'arrivée de M. Bleuse, pour qui les voix sont la priorité des priorités. « Sinon, dit-il, avec quels chanteurs remplira-t-on l'Opéra de la Bastille ? »

Egalement parmi les premières préoccupations du nouveau directeur le fait que les élèves n'ont presque aucune occasion de jouer ensemble, devant un public. Faute encore de lieu : il n'y a, rue de Madrid, que la modeste salle Berlioz. Faute aussi d'habitude : contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis - à l'université de Bloomington, au Curtis Institute, à la Juilliard School, pour ne citer que les plus fameuses écoles - à la différence aussi du Conservatoire Tchaïkovsky à Moscou - rue de Madrid, les récétaux et concerts ne sont point des jalons obligés de la scolarité.

L'orchestre des cobayes

Il y a bien deux orchestres baptisés A et B, où les élèves du deuxième cycle sont censés faire leurs armes - deux fois par semaine, sous peine d'être radiés au bout de trois absences. Il y a bien l'« orchestre des prix », composé en principe d'étudiants ayant obtenu des premiers prix et inscrits en classe de perfectionnement. Destinée à permettre aux élèves en direction d'orchestre ainsi qu'aux solistes préparant les concours internationaux, de s'entraîner, prévue aussi pour interpréter les travaux des élèves en composition, cette formation est en réalité composée d'une grande partie de gens venus d'ailleurs pour gagner un peu d'argent. C'est plutôt l'orchestre des « pas pris », disent en plaisantant les titulaires d'un prix. Ils déplorent le niveau moyen des papiers de cordes, disent leur ennui de servir de cobayes aux apprentis chefs. « Ils ont tous des prix d'écriture et de composition, mais pas de feeling dès qu'ils sont au pupitre, dit l'un. « Reprendre quinze fois l'ouverture du Freischütz sans jamais passer devant un vrai public n'a rien de plaisant », reprend l'autre, tandis qu'un troisième souligne les efforts de M. Rieunier, professeur chargé de l'animation, qui organise des concerts à la Maison de la radio ou salle Gaveau. Tous font remarquer cependant que, depuis l'arrivée du nouveau chef permanent, M. Jean-Sébastien Bureau, les choses s'améliorent...

Curieuse maison, où tout le monde est d'accord pour reconnaître les manques, énumérer moqueusement les anomalies, pour tout aussi vite manifester un « chauvinisme » sincère. Ainsi, on vous dit : « Les concours de musique de chambre ont lieu à huit cloches. C'est ridicule, et les élèves y sont notés individuellement, c'est idiot. » Et l'on réchérchit : « On sépare les cordes et les vents... », avant de vous expliquer que l'on a précisément en

rubini change le règlement, impose que dans chaque classe deux places gratuites soient offertes à des élèves étrangers. Fauré portera ce nombre à trois.

Aujourd'hui ce sont quatre places par classe (ou moins du côté des instruments) qui sont expressément réservées à des non-Français. Rares, occupées toutes, il faut dire : les maîtres accordés en guise de bourses ne sont pas pour encourager les candidats... Les étrangers constituent à peu près 10 % des étudiants du matin, arrivaient Berlioz, et, en un solennel discours, vanta l'école d'un seraient « bannis le dévergondage des innovations et la tyrannie des routines, où l'on maintiendrait le respect des œuvres dues aux maîtres sans refuser bon accueil aux hardiesse du génie ». Et l'on entonne le Chant du départ.

De deux à quatre étrangers par classe

Emanation de l'école gratuite de musique de la garde nationale, le Conservatoire National de Musique (majuscule) et de déclamation (minuscule), créé par Bernard Sarrette, trouvait son siège en l'Hôtel des menus plaisirs, Faubourg Poissonnière. On prometait, dans la même institution, la mise en place de trente écoles départementales. Ainsi remplaçait-on les maîtrises, psaltes et autres écoles de chant entretenues par les chapitres de l'Ancien Régime. Puis les vicissitudes de la Restauration : passage à vide et changement momentané d'appellation. Les gazettes de compter le Conservatoire « à une cope où l'on élève des canards que l'on vend pour des rossignols ». En 1822 arrive Luigi Cherubini : ce nouveau directeur met de l'ordre, « réforme ». Les gazettes méditent tout de même « Entre nous, offrez-moi donc ce qu'il conserve ? l'habitude d'aller mal, rien de plus. »

Faute de pouvoir accueillir le jeune Bizet, parce qu'il est Hongrois, Che-

musique de chambre des professeurs fantaisistes. Et c'est vrai. Curieuse maison, où le professeur de composition électro-acoustique déclare que les élèves sont coupés de la réalité contemporaine, de toute idée de ce qu'est le « marché de la musique », tandis que certains de ses collègues pestent parce que, à peine en deuxième cycle, les étudiants ne cessent de « cachotter » à l'extérieur. Mais la plupart des professeurs ferment les yeux, voire encouragent.

Sur ce point-là aussi, M. Bleuse a ses idées, parle carrément d'absentisme excessif, et entend y mettre fin. L'insertion professionnelle ne doit, selon lui, avoir lieu qu'au niveau du troisième cycle. « Les élèves du second cycle doivent profiter mieux de ce qu'offre la maison », dit-il. Ceux-là répondent : « Dans les studios, en faisant des remplacements dans les orchestres, on apprend beaucoup de choses, et surtout à jouer dans des conditions professionnelles. On voit du répertoire. » Ils avancent ensuite l'argument de l'argent. Et c'est par là à Lyon où, pourtant, le « cursus » compte en plus de la discipline principale plusieurs matières complémentaires allant du piano obligatoire à l'histoire de l'art.

Pour tenter de dévier dans quel sens devrait s'orienter la réforme du règlement du Conservatoire de Paris, peut-être faudrait-il de lire celui du Conservatoire de Lyon, puisqu'il a été mis en forme, précisément, par M. Bleuse, dans le cadre de la mission dont il avait été chargé par M. Jean-Philippe Leca, il y a près de quatre ans.

Un vaste et alléchant programme d'où le mot *sofège* a été écarté au profit de l'expression *formation musicale*; ici l'on parle aussi de « sciences humaines et/ou destinées à mieux maîtriser l'environnement social et culturel de la profession ». Cela va de la pédagogie fondamentale à l'éthno-musicologie en passant par les mathématiques, l'esthétique ou l'initiation aux langues vivantes. Le CNSM de Lyon ne fonctionne pas encore à plein, loin de là, et il n'est pas question de pousser jusqu'à ce qu'il en résulte. Signes, juste qu'un nouveau « chargé de mission », désigné par le ministre, vient d'être envoyé auprès de M. Pierre Cochereau, directeur de cet établissement : il s'agit du chef d'orchestre Gilbert Amy. Arrive-t-il en successeur potentiel ? Simple parenthèse.

Brin

d'histoire

ment du Conservatoire vers le quartier nouveau de la Défense. Bientôt le projet fut remis dans les cartons.

En 1968, où il y eut bien graves et maints débats, s'éleva le plan ambitieux d'une réforme qui devait aboutir à une vaste « faculté des arts » ayant pour triple mission la formation d'exécuteurs et d'enseignants, une vocation de recherche, d'avancement de la science musicale et, enfin, un rôle de diffusion à l'extérieur. Parmi les élèves en composition à la tête du mouvement on trouvait, entre autres, Alain Louvier (aujourd'hui directeur du Conservatoire de Boulogne), Alain Dural (actuellement coordonnateur des services musicaux de Radio-France) et un certain Marc Bleuse. Leurs idées restèrent au stade des idées, mais la participation du Bureau des étudiants aux instances de décisions date de cette époque.

Le Bureau des étudiants

S'il n'y a plus de « comité paritaire de gestion », et si les professeurs ne sont plus recrutés par des commissions de « personnalités » où les représentants des élèves ont eu longtemps une voix au chapitre, le bureau des étudiants a toujours une place délibérative au conseil d'administration, au conseil pédagogique et au conseil de discipline. Son actuel président, Jean-François Zygel, entre, il y a douze ans, à l'âge de dix-neuf ans dans le bureau des étudiants. Il juge important, avant tout, d'augmenter le nombre des bourses et leur montant, se bat énergiquement pour cela. (11).

Intelligent personnage qui se déclare « libéral », sans se départir que les élèves n'ont pas été véritablement consultés. Il juge important, avant tout, d'augmenter le nombre des bourses et leur montant, se bat énergiquement pour cela. (11).

PIERRE BOULEZ

Des normes abracadabrantes

PIERRE BOULEZ préfère ne pas s'exprimer actuellement sur les projets de M. Marc Bleuse ni sur le transfert du Conservatoire à La Villette. Le directeur de l'IRCAM, qui a longtemps été professeur notamment à l'Académie de musique de Bâle, aurait-il tout dit dans ses « Digressions sur l'enseignement musical », ce chapitre court d'un livre d'entretiens avec Cécile de Liège publié en 1975 sous le titre *Par l'air et par hasard* ? où on lit notamment (ne pas oublier le goût du compositeur pour la polémique, ni qu'il n'évoque pas là le niveau élémentaire des études de musique) :

« Je l'ai toujours dit à mes élèves : quelques études qu'on fasse - mais spécialement les études musicales -, elles doivent être faites rapidement. Il y a très peu de choses à apprendre d'un professeur (...). A partir d'un certain niveau, l'éducation est inutile. Pratiquement on apprend en l'espace de six mois tout ce qu'on peut tirer de quelqu'un, et c'est même, là encore, un processus lent : une semaine quelquefois suffit. Après cela, c'est le travail et les choix personnels qui, finalement, comptent le plus. Quand on a appris certaines choses de métier, il faut les prolonger, l'éducation ne peut se faire que par soi-même. J'aime les « autodidactes par volonté », c'est-à-dire ceux qui ont le volonté d'en terminer avec des modèles qui ont existé avant eux. Mais ce que j'appelle les « autodidactes par hasard », les gens qui ignorent les choses, ne m'intéressent pas du tout, ceux-là ne se débarrassent jamais de leurs prédecesseurs. (...)

En musique, il est évident que l'enseignement est organisé selon des normes complètement abracadabrantes et absurdes. En particulier, le fait que dans un conservatoire quelqu'un soit nommé entre l'âge de trente et trente-cinq ans et y reste jusqu'à l'âge de soixante-cinq ou soixante-dix ans est une chose absolument aberrante. L'éducation est avant tout une affaire de mouvement. (...) A mon sens, un professeur devrait avoir des contrats, même de trois à cinq ans, qui lui permettent de suivre quelques élèves pendant un certain temps ; puis il devrait pouvoir changer d'orientation ; parce que, même chez les gens qui partent avec les meilleures intentions du monde, la pire scierose arrive à un moment donné : ils sont obligés de refaire d'année en année les mêmes choses, et l'intérêt n'existe plus. C'est alors que les examens prennent le pas, c'est-à-dire que s'établit une espèce d'enquête policière sur vos capacités à faire un travail ou un autre. Finalement, cela n'a aucun intérêt. C'est pourquoi on voit tellement de produits du conservatoire devenir des espèces de fruits secs, complètement enfermés dans un conservatisme étroit, croyant qu'ils détiennent la vérité parce qu'ils ont appris certains modes d'existence dans la musique ancienne, dans la musique du passé. Il y a là, vraiment, toute une redirection de l'enseignement à faire en fonction du présent.

DEUX SIÈCLES D'ARCHITECTURE SPORTIVE A PARIS  
28 janvier - 19 février 1984  
MAIRIE ANNEXE DU XX<sup>e</sup>  
6, place Gambetta - M° Gambetta  
T.J. de 19 h 30 à 18 h, sauf lundi  
Visite-conférence tous les mercredis à 15 h  
ENTRÉE LIBRE

THÉÂTRE DE PLAISANCE  
11, rue du Château (14<sup>e</sup>) M° Parny  
le coup de grisou  
de serge ganzi

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN  
la mère confidente  
de MARIVAUX  
LA NÉCESSAIRE Théâtre de la Cité Internationale  
du 28 janvier au 10 février  
« Mise en scène intéressante. Rapports bergmaniens d'une mère et de sa fille » (M. Cournot LE MONDE). « Le charme des petits chefs-d'œuvre » (S. Nahas AFP). « Le travail d'équipe fait par Claudia Morin est remarquable » (A. Frazier PARISCOPE).

مكتبة الأمل



DE MUSIQUE, EN ATTENDANT LA VILLETTE

# rarement ensemble

Certains craignent déjà, au Conservatoire de Paris, que l'élargissement du « cursus » conduise à un « saupoudrage » ; à un éparpillement incompatible avec les contraintes quotidiennes de l'étude d'un instrument, par exemple... M. Blouise s'attache à les rassurer : « Il n'est pas question de procéder à un saupoudrage. Toutes les souplesses sont possibles... »

L'idée générale — aboutir à un décloisonnement des disciplines, à une formation moins verticale, ne peut que séduire. Toutes les observa-

tions entendues au Conservatoire abondent dans ce sens-là. Exemples : « Les orchestres étrangers sont composés de gens d'un niveau technique parfois moins haut, et pourtant ils sonnent mieux. » « On devrait recruter les élèves chefs d'orchestre en fonction de leurs qualités humaines, psychologiques, de leur goût pour le contact et l'autorité et pas seulement d'après leur savoir théorique — chercher des états de chef comme on repère des grains de noix... », etc.

## Un projet audacieux

Et encore : « A quel sert à un élève de savoir battre des sextolets en triole croche s'il n'est pas capable de donner au piano un accord simple ? », dit le pianiste Christian Tzvetz, professeur de déchiffrement, selon qui il faut revoir le système actuel des trois certificats (analyse, solfège, déchiffrement), sans lesquels on ne peut se présenter aux concours d'instruments. Un bilan groupé lui semblerait préférable. « Tout, dit-il, peut être étudié dans le répertoire et non pas de façon abstraite. On peut faire une dictée sur un madrigal de Gesualdo, travailler le rythme en étudiant le Sacre du printemps et non pas des pastiches d'école. »

On pourrait... On devrait... Il faudrait mixer... Pas un qui n'ait son idée : du professeur de fugue, M. Marcel Rithu, à l'élève en classe de percussion qui « déprime » face à ce qu'il appelle le mépris des classes de l'écriture pour les instrumentistes : « Ils nous prennent pour des moutons ! » et tous de répéter : « Les classes sont trop séparées. Chacun est dans son coin. »

Le mot de la fin à Maurice Bourgue, le hautboïste professeur de musique de chambre : « On devrait bousiller le répertoire, être au maximum d'analyse de la première année. Or on colmate des brèches. Les élèves sortent en ayant vu deux ou trois morceaux pour raison de concours. Quant aux professeurs, ils ne songent même pas à donner des concerts avec leurs étudiants. » La perspective de La Villette ? « Audacieux, dit-il. Un projet ambitieux, de points, bien à la manière française. Il faudrait voir comment on exerce le concert au quotidien. »

A La Villette, où, en principe, près de mille logements sont prévus

sur place dans le quartier pour les étudiants, à La Villette, où il y aura des studios en nombre et des salles fonctionnant dans des conditions d'admirables, de chiens affamés à la vue d'un bifteck, non, plutôt, ils sont comme des ours sauvages (c'est mieux), des ours à la recherche du miel. Et il s'est assis au bout de la table, suivant sur la partition d'un des neuf autres « petits » — avec son air naïf de curieux indéfectible. Celle qui planchait ce matin-là a repris, commentant soudain le « retour du sol » (note qui avait disparu depuis un certain nombre de mesures). Et Ballif de se réjouir : « Ah ! Vous avez bien vu ! Le retour du sol : l'essence est la plus grande joie. Devant ces musiciens en face, vous dites ça, vous qui parlez comme le Chat botté, ça leur plaît. » On continue. Nouvel arrêt. Il cite Unamuno à propos de la tonalité (« au sens de tournant »), ajoute : « Rappelez-vous : le chant du coucou ou du rossignol. » Incident encore : le voilà parti sur une lettre où Diderot raconte que l'on avait mis une ligne dans un jury parce qu'il avait de grandes oreilles.

« Continuez jeune fille, continuez. » Et la jeune fille poursuit. Les interventions du maître ne la troublent pas, elle semble faire partie, aux yeux, aux oreilles de la classe entière, d'une sorte de jeu. Rituel aux règles attendues et douces, l'explication de texte a passé ici par les images, des images par brouettes entrées. L'apparition finale d'un si bémol au contrebas donne encore prétexte à digression : « Ce gros si bémol, une belle note réveille qui nous fait du bien. » Là, le maître sépare les mots, accentue chaque adjectif, assénant, puis changeant de ton, il passe une vitresse supérieure, et le voilà qui brode sur « les cadences agogiques, ça gentille accorde » : « un peu comme font les cuisiniers pour lier leurs sauces. Nous l'avons vu dans le Passacaille. » Il se dirige vers le piano, pose son poignet sur le clavier, presque obligé pour ainsi produire du son de se hisser sur la pointe des pieds.

Ballif n'est pas grand, il est mince de taille petite taille. Collet de barbe raide, aux yeux bleus : son visage est un peu pareil à celui de Léline — en malicieux. Lors d'un premier cours, se présentant à

Restera la « salle expérimentale » que les élèves partageront avec les musiciens de l'Ensemble intercontemporain. Existe déjà, en préfiguration, le centre de pédagogie musicale, confié au compositeur Henri Pousseur, dont les méthodes ont fait leurs preuves à Liège, en Belgique.

MATHILDE LA BARDONNE.

# Maître Ballif sous son piano penché

Le compositeur Claude Ballif, né en 1924, ancien élève du Conservatoire de Paris où il a étudié avec Tony Aubin, Noël Gallon et Olivier Messiaen, est revenu rue de Madrid en 1971 comme professeur d'analyse (1). Depuis quelques années, « plébiscité par les élèves » selon ses propres termes, il assure en outre l'une des trois classes de composition, les deux autres étant confiées à Ivo Malec et Michel Philippot.

Cl on laisse le cavalier seul de la « métatonalité », auteur entre autres de Lovcraft et d'A cor et à cri ou, plus récemment, de l'Habitant du labyrinthe, pour trouver Ballif « le prof » : celui que ses étudiants respectueux des usages maison — appellent « maître » entre deux étirements ou quelques sourires...

« Entrez, voici une chaise, pas de problème. La petite va continuer. Nous sommes en train d'analyser les seize premières mesures de Webern, le Webern d'avant le sérialisme. Vous êtes dans une classe d'admirateurs, de chiens affamés à la vue d'un bifteck, non, plutôt, ils sont comme des ours sauvages (c'est mieux), des ours à la recherche du miel. » Et il s'est assis au bout de la table, suivant sur la partition d'un des neuf autres « petits » — avec son air naïf de curieux indéfectible. Celle qui planchait ce matin-là a repris, commentant soudain le « retour du sol » (note qui avait disparu depuis un certain nombre de mesures). Et Ballif de se réjouir : « Ah ! Vous avez bien vu ! Le retour du sol : l'essence est la plus grande joie. Devant ces musiciens en face, vous dites ça, vous qui parlez comme le Chat botté, ça leur plaît. » On continue. Nouvel arrêt. Il cite Unamuno à propos de la tonalité (« au sens de tournant »), ajoute : « Rappelez-vous : le chant du coucou ou du rossignol. » Incident encore : le voilà parti sur une lettre où Diderot raconte que l'on avait mis une ligne dans un jury parce qu'il avait de grandes oreilles.

« Continuez jeune fille, continuez. » Et la jeune fille poursuit. Les interventions du maître ne la troublent pas, elle semble faire partie, aux yeux, aux oreilles de la classe entière, d'une sorte de jeu. Rituel aux règles attendues et douces, l'explication de texte a passé ici par les images, des images par brouettes entrées. L'apparition finale d'un si bémol au contrebas donne encore prétexte à digression : « Ce gros si bémol, une belle note réveille qui nous fait du bien. » Là, le maître sépare les mots, accentue chaque adjectif, assénant, puis changeant de ton, il passe une vitresse supérieure, et le voilà qui brode sur « les cadences agogiques, ça gentille accorde » : « un peu comme font les cuisiniers pour lier leurs sauces. Nous l'avons vu dans le Passacaille. » Il se dirige vers le piano, pose son poignet sur le clavier, presque obligé pour ainsi produire du son de se hisser sur la pointe des pieds.

Ballif n'est pas grand, il est mince de taille petite taille. Collet de barbe raide, aux yeux bleus : son visage est un peu pareil à celui de Léline — en malicieux. Lors d'un premier cours, se présentant à

une classe, il aurait dit : « Je suis très petit, mais attendez. » Se précipitant sous le piano à queue et soulevant celui-ci de trente centimètres d'un coup de dos, l'air de rien, il aurait conclu : « Je suis petit mais il ne faut pas se fier aux apparences : c'est ma première leçon. » Ainsi va-t-il, d'aphorismes en aphorismes, et il faut croire que ça marche, vu le nombre de candidats à sa classe. Ils racontent, à leur tour, de petites histoires à propos de l'enseignement reçu là. L'un d'eux nous dit par exemple : « Un matin Ballif commence ainsi : « Beethoven n'a rien découvert par rapport à Mozart, tout est déjà chez Mozart. Néanmoins Beethoven est le premier à avoir fait de la musique de western. Voilà : il a inventé le suspense. Écoutez : Ta-ta-ta-ta (sol sol sol mi bémol dans la Cinquième Symphonie). Ta-ta-ta-ta c'est pas beau, mais on at-

## Neuf chocolats et un café

Celui qui parle ainsi évoque avec le même ferveur Jean Koerner, professeur d'accompagnement posant sur son piano toutes les versions de la Sainte-Victoire de Cézanne afin d'interpréter la Symphonie héroïque de Beethoven dans diverses lumières successives : 2 heures de l'après-midi, 5 heures, puis le crépuscule. « C'est comme en harmonie », ajoute l'élève. On reproche au Conservatoire de se cantonner entre Bach et Ravel. Je préfère avoir compris deux ou trois choses géométriques à fond que d'avoir étudié tout pendant dix ans, de Méhauté à Boulez. »

La multiplication des disciplines ? Il fait le mou. « Nous cultivons à côté de la musique, d'accord, mais faut-il prendre en charge tous les interstices. Va-t-on apprendre à regarder les papillons passer, parce que Debussy l'a dit. Et quand on découvre que les musiciens ont une vie amoureuse, leur donner-t-on des cours ? » Paraphrase. Pendant ce temps-là, Ballif a emmené tout son petit monde au bistrot. Midi. Le temps d'une pause café, également rituelle, debout, au bar de la rue d'Edimbourg où ils sont très gentils. »

« Ici, on se donne des nouvelles. On ne se confesse pas : on raconte notre vie », dit Ballif. « Chaque classe a sa couleur, ça comme dans les familles. Il y a les enfants amérindiens et les créoles. J'ai enseigné dans des universités à Columbia, à Harvard, à McGill. Ça n'était pas pareil. Ici, je me sens responsable d'eux. Je suis un peu du Moyen Âge, paterneliste, sentimental et passionné. » Il règle, il paye toujours : ça fait neuf chocolats et un café. « Je dois m'occu-



tend la suite. » Et l'élève conclut : « Ce jour-là j'ai compris ce qu'est le silence dans la musique moderne, la différence de nature entre un silence classique et un silence contemporain. Ce n'était pourtant pas un long cours. Parfait pour la musique extra-européenne : une minute où Ballif imite un gong en mettant ses bras au-dessus de sa tête veut peut-être un chapitre de traité. »

tre. Gallois-Montbrun, c'était la non-intervention, le modèle du parfait gentilhomme. Mais quand on veut changer, on le peut chaque jour. Ce n'est pas un directeur qui va me modifier artistiquement. Je suis au service de mes étudiants, ce sont eux mes employeurs. »

« Et puis, vous savez, la pédagogie... Les musiciens pensent en spirale. Ce que j'aime ici, c'est la possibilité d'un enseignement baroque, de mélanger tout. Si je me retrouvais dans un conservatoire comme celui de Reims où j'ai enseigné, ils m'enverraient au cabinet. »

(1) Les deux autres professeurs d'analyse sont Betsy Jolas et Jacques Castédat.

# d'histoire

la création, en 1985, du cycle de perfectionnement, affirme que « le directeur acceptait toutes les idées, les appliquait dans la mesure du possible ». Mais, dit-il, le ministère de la culture ne l'a jamais aidé, au contraire. « Et de souligner les initiatives du bureau des étudiants comme les quelques quarante concerts de midi », organisés l'an passé, où les élèves jouaient pour les gens du quartier principalement. Il annonce que l'expérience va reprendre au plus vite. Un bureau des étudiants n'a pas, selon lui, à s'opposer à la direction. « Les élèves plus jeunes croient souvent que je fais partie de l'administration », dit-il, non sans satisfaction, en décrivant les « cercles » : « Il y a ceux qui restent très peu de temps, et le noyau des quelques deux cent cinquante élèves que l'on retrouve d'un cours à l'autre, pendant plusieurs années : les plus concernés », son monde.

Elèves : de dix ans à trente ans, provinciaux en majorité

Le visiteur, en effet, est d'abord frappé par le caractère plus qu'hétérogène de la population du Conservatoire. Mille deux cents à mille deux cent cinquante élèves : soit — mais de dix ans à trente ans. Si la moyenne d'âge tourne autour de seize ans, dix-huit ans, il y a des tout-petits : élèves à mi-temps de deux lycées voisins aux horaires aménagés, ils ont pour certains dix ans (en solfège) ou treize-quatorze ans en classe d'instruments. Ils ne se mêlent évidemment pas aux « grands » des classes d'écriture, de composition ou de direction d'orchestre. Mais leur seule présence donne à tout l'établissement un étrange côté « scolaire ». Les plus matures déplorent du coup d'être traités davantage en « écoliers » qu'en « étudiants ». L'administration répond : « Nous sommes civilement responsables des mineurs. » Et tout

le monde donc — y compris les professeurs — de signer indéfiniment des feuilles de présence. D'où maintes histoires où professeurs et élèves s'entendent parfois sur l'art et les manières de « bidonner » les signaux.

Il n'y a pas seulement les fossés entre débutants en cursus courts, étudiants prolongés et générations du milieu, il y a surtout le fait que 70 % de l'ensemble constituant le noyau encore moins homogène des provinciaux. Pour la plupart, ces « turbo-élèves », abonnés de la SNCF, font le voyage une fois par semaine, qu'ils viennent de Tarbes, de Marseille, de Belfort ou de Dunkerque, ils restent le temps d'une ou deux journées de leçons groupées. S'il faut vraiment, ils logent à l'hôtel ou chez des amis, une nuit, et vite rentrent chez leurs parents, car vivre à Paris coûte cher. Certains parviennent à obtenir un studio à la cité internationale des arts, une chambre au foyer Ravel à la Défense, ou rue de Tocqueville : une minorité. Il y a même ceux dont la mère a quitté le maison pour s'installer dans un appartement à Paris le temps que l'enfant étudie... Si les statistiques prouvent que les apprentis musiciens viennent plutôt des familles ou « bourgeoises », ou déjà musiciennes, l'allure de ces étudiants au Conservatoire va du très fauché, au carrément « favorisé ». Des timides aux dandys, qui en rajoutent dans l'élégance romantique, tous semblent être là « de passage ». « Impossible d'avoir une classe complète. Il y en a toujours un dans un train ou sur un coup, à l'extérieur. » Peut-être parce qu'ils bichent leurs partitions en route ?

(1) Il y a trois cents boursiers au Conservatoire. Si cinq à six d'entre eux touchent le « maximum » d'un montant de 3000 F par mois, la plupart reçoivent une allocation mensuelle variant entre 1000 et 2000 F mensuels.

**MAISON DU DANEMARK**, 142, Champs-Élysées - 8<sup>e</sup> étage  
**Horizons danois**  
Peintures néo-réalistes de POUL ANKER BECH  
Tous les jours de 13 à 19 heures - Dimanches et fêtes de 15 à 19 heures  
Du 2 au 29 février - Entrée libre

**GALERIE DU MESSAGER**  
2 février - 10 mars - Tous les jours sauf dimanches et fêtes  
**CESAR**  
BRONZES  
MUSÉE DE LA POSTE 34 boulevard de Vaugirard - Paris 15<sup>e</sup>  
MP

**Galerie Maeght Lelong**  
13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 563.13.19.  
18 janvier - 25 février 1984  
**Francis Bacon**  
peintures récentes  
de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, tous les jours sauf dimanche.

**WALLY FINDLAY**  
Galleries International  
New York - Chicago - Palm Beach - Beverly Hills - Paris  
**EXPOSITION**  
**SUHA SHOMAN**  
IMPRESSIONNISTES  
POST-IMPRESSIONNISTES  
ET MODERNES  
2, av. Matignon - Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 225.70.74  
Lundi-samedi 10-12 h - 14 h 30-19 h

**CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE**  
47 bis, avenue Daumesnil (7<sup>e</sup>) - 555-79-15  
**Les costumes des Indiens au Mexique**  
T.L.J. (sauf dim.) 10 h - 18 h, sam. 14 h - 18 h  
26 JANVIER - 3 MARS

**PROSCENIUM**  
35, rue de Seine 75006 Paris - 354-92-01  
**PIER LUIGI PIZZI**  
« dessins d'opéra »

**MAISON DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE - CLEMONT-FERRAND**  
Boulevard Gergovia  
**PEINTURE-COLLAGE-GRAPHISME**  
**LUCIEN BOUVIER**  
du 1<sup>er</sup> au 24 février - de 14 h à 18 h (sauf dimanche)

**ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS**  
**FRANCE : UNE NOUVELLE GÉNÉRATION**  
ALBEROLA - BLAIS - COMBAS  
GAUTHIER - GIORDA - ROUSSE  
19 janvier - 15 mars 1984  
Salle Saint-Jean - Hôtel de Ville de Paris



# SÉLECTION

## CINÉMA

### L'Afrique filmée

Pendant trois semaines, jusqu'au 21 février, l'occasion rare de voir ou de revoir au Republic Cinéma un choix de vingt-trois films qui constituent tout simplement l'histoire difficile du cinéma africain au sud du Sahara. Du pionnier Paulin Soumouhoun Viétra (*Afrique sur Seine*, 1955) aux récents *Némita*, de Ruy Duarte (Angola), *Naija*, de Moussa Diakité (Guinée) et *Jon*, de Babacar Samb (Sénégal), tous réalisés en 1982.

### « To be or not to be »

L'original d'Ernst Lubitsch (1942) et son « remake » par Mel Brooks (1983) : l'occasion unique de comparer, sur un même sujet - comment des comédiens polonais dupèrent les nazis en 1940, - deux couples, Jack Benny, et Carol Lombard, étonnante, d'un côté, Mel Brooks, inquiet, et d'un autre, une femme dans la vie, Anne Bancroft, de l'autre.

ET AUSSI : *Nuages flottants*, de Mikio Naruse (bouleversante Hideo Takamizawa) ; *A nos amours*, de Maurice Pialat (Pialat comédien) ; *La Ultima Cena*, de Tomas Gutierrez Alea (un bon film cubain) ; *Et vogues le navire*, de Federico Fellini (Pina Bausch extraordinaire) ; *Mi-figue, mi-rainia*, de Srdan Karanovic (existence américaine-yougoslave) ; *Le bon plaisir*, de Francis Girod (débile la Fagade) ; *Mark Dizon détective*, d'Otto Preminger (l'équipe de Laura).

## THÉÂTRE

### « Dis Joe »

de Samuel Beckett  
au Théâtre de la Bastille

Joe, cheveux gris, œil vide, ancien beau parleur, homme à femmes, passe désormais ses jours bouclé seul dans sa chambre, assis sur son lit, à écouter des voix. Les voix, surtout, des chères défuntes, rancuneuses. Beau soliloque sous vide de Beckett, musique néo-africaine de Ghédalia Tazartes, inflexions savantes de Malté Nahyr.

## MUSIQUE

### « La Chatte anglaise » de Henze

Il n'aura pas fallu plus de huit mois pour voir à Paris le nouvel opéra de Hans Werner Henze (l'auteur du *Jeune Lord* et de *Basarides*), *La Chatte anglaise*, créée au Festival de Schwetzingen. Juste retour, puisqu'il s'agit d'une adaptation des *Peines de cœur* d'une chatte anglaise, de Balzac. Tous les personnages sont des chats, qui imitent fort bien les mœurs et les turpitudes des hommes ; l'action est humoristique et dramatique, la musique fort séduisante. Une première (en français) qui mérite attention (Opéra-Comique, du 8 au 23 février).

ET AUSSI : Orchestre de Paris, dir. E. Jochum, avec Yo-Yo Ma (Pleyel, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup>) ; Oratorio de Noël, dir. J. von Weesky (Saint-Etienne-du-Mont, le 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup>) ; *Le Roi malgré lui*, de Chabrier avec B. Hendrickx, C. Ede-Pierre, J. P. Lafont, dir. Ch. Dutoit (Champs-Élysées, le 2<sup>es</sup> et 3<sup>es</sup>) ; *La Khovantchina*, mise en scène de Pizzi (TNP/Lauroa, les 4<sup>es</sup>, 7<sup>es</sup>, 9<sup>es</sup>, 14<sup>es</sup>, 19<sup>es</sup> et 20<sup>es</sup> et le 21<sup>er</sup> à 30<sup>es</sup>) ; Œuvres électroniques primées au concours de Bourges (IRCAM, le 3<sup>es</sup>) ; Hommage à H. Sauguet (Hôtel Bedford, 17, rue de l'Arcade, le 3<sup>es</sup>) ; E. Lamandier (Th. de la Ville, les 3<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup>, à 18 h 30) ; Mozart, de S. Guity et R. Hahn (Th. de la Ville, les 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup>) ; Placido Domingo (Champs-Élysées, le 5<sup>es</sup>) ; Mozart, Buxtehude, Telemann, Schütz, par l'Ensemble Sotto Voce (Saint-Julien-le-Pauvre, le 5<sup>es</sup>) ; A. de Laroche (Pleyel, le 6<sup>es</sup>) ; Orchestre national, dir. J. Conlon, avec K. W. Paik, Bernstein, Ravel, Berlioz (Champs-Élysées, le 7<sup>es</sup>) ; Ensemble Orchestral de Paris, dir. J. P. Wallez, avec A. Ciccolini (Pleyel, le 7<sup>es</sup>) ; Intégrale des motets de Bach, dir. O. Schneebeli (Saint-

Roch, le 7<sup>es</sup>) ; Orchestre de Paris, dir. C. von Dohnanyi, avec F. Duchabie (Pleyel, les 8<sup>es</sup> et 9<sup>es</sup>).

## VARIÉTÉS

### Jango Edwards

Clown américain, Jango Edwards est un étonnant homme de spectacle qui exerce son humour, une forme de dérision et de provocation sur l'actualité. Inventeur d'une « fête des fous », Jango Edwards revient cette année au Palais des glaces avec un nouveau spectacle : « I laugh you » où, seul en scène pendant une heure et demie, il raconte à sa façon inimitable la re-création du monde après un désastre nucléaire.

### Tom Novembre

Un caricaturiste original avec sa tendresse et sa causticité. Comme toujours, les chansons n'interviennent que sous forme de parenthèses dans une suite de sketches qui, d'année en année, se peaufinent (Théâtre Déjazet).

ET AUSSI : Renaud au Zénith ; Pierre Desproges au Théâtre Fontaine ; Fabienne Thibault à Bobino ; Rock au Forum des Halles avec Dogs, Wild Child, Little Bob, Taxi Girl, Bill Baxter, Paul Personne, Zéro de Conduite, Alligators, Fils de Joie de Krauners (du 6 au 12 février) ; Sam Mangwana au Phil' One les 3 et 4 février ; Kool and the Gang, le 2 à l'Espace Belard ; Imagination, le 2 à Montpeller, le 6 à Toulouse, le 7 à Toulouse ; Burning Spear, le 2 février à Marseille, le 3 à Nice, le 4 à Lyon ; Judas Priest and Ted Nugent, le 4 février au Palais des sports de Toulouse, le 5 au Stadium de Marseille, le 7 au Théâtre de verdure de Nice ; Tours Kunda, le 7 au Grand Parc de Bordeaux, le 8 au Hall Grains à Toulouse.

## DANSE

### Pilobolus au Théâtre de Paris

La réputation de Pilobolus n'est plus à faire. Partout où elle passe, la compagnie danse à guichets fermés. De l'équipe originale il ne reste aujourd'hui que Michael Tracy. Les autres, comme Marcha Clarke ou Moss Pendleton, ont repris à leur compte l'humour, l'esprit insolite, surréaliste qui caractérisait le groupe. De nouveaux danseurs les ont remplacés. Installés à Washington, ils perpétuent le côté érudite américain athlétique et farceur qui fit le succès de leurs aînés. Ils représentent les classiques des années 70 comme *Untitled* ou *Ciana* et présentent leurs dernières créations, *Mirage*, *Scribble*, *Stabat Mater*. Exceptionnellement Moss Pendleton présentera son solo *Monks* au cours du premier programme.

ET AUSSI : Patrick Roger et le groupe Echymose (laureats de Bagnolet 1983) au Centre Paul-Eluard de Bezons ; création de *Bonjour Philippines*, exploration intergalactique pour six danseurs.

## EXPOSITIONS

### « Les Fouquet » au Musée des arts décoratifs

Un siècle de création de bijou à travers l'œuvre de trois hommes, trois générations qui, du grand-père artisan au petit-fils artiste, ont compris et exalté tous les styles : de l'éclectisme du XIX<sup>e</sup> siècle à l'art nouveau et à l'art déco. L'exposition est admirablement présentée.

### « Les enfants de l'immigration », au Centre Pompidou

Le versant fraternel, créatif de la mode beur, dans son contexte social : les banlieues, le racisme, la perte ou la recherche de nouvelles racines. Quand le centre de création industrielle se sent « concerné ».

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (brochure gratuite) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Jusqu'au 26 mars (visites-animations, les lundis et jeudis, à 17 h ; le 8 février, à 18 h 30, rencontre avec l'artiste).

ARNULF RAINER. Mari et sacrifice. Jusqu'au 26 mars (le 3 février, à 18 h 30, rencontre avec l'artiste).

HANS BELLMER, photographes. Jusqu'au 26 mars (visites-animations, les lundis et jeudis, à 17 h ; le 8 février, à 18 h 30, rencontre avec l'artiste).

MARC LE MEYNE. Jusqu'au 12 février. LE CINÉMA EN POLOGNE. Jusqu'au 6 février.

IMAGE-IMAGIQUE. Centre de la collection « images ». Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 6 février.

C.C.I. LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION. Jusqu'au 23 avril.

LE C.C.I. ENTE. Jusqu'au 20 février.

B.P.I. CARNAVALS ET FÊTES D'HIVER. Jusqu'au 23 avril.

Musées

AUTOUR DE RAPHAËL. Dessins et peintures de Louvre. Jusqu'au 13 février.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1980-1982. Jusqu'au 2 avril. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (260-39-26). Sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche).

RAFAËL et l'art français. RAFAËL dans les collections françaises. Grand Palais, entrée place Carpeaux (261-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Billet jointé : 19 F ; mardi : 13 F. Jusqu'au 13 février.

INVENTAIRE DU CANTON D'ES-COURVOIS (Ailier). Grand Palais, espace 404. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 février.

SAISON FIGURATION. CRITIQUE. Grand Palais, espace 404. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 février.

ELECTRA. L'émancipation et l'émancipation. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (273-00-01). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 3 février.

MODELIERIE. De l'émancipation à l'émancipation. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (273-00-01). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 3 février.

LES POULET. Bénédictine et Jeanne à Paris, 1860-1960. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (273-00-01). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 3 février.

TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février. LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

LES PETITS LIL. 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> des Halles. Jusqu'au 18 mars. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

### Centres culturels

ELISABETH DUJARRIC, MARC GIALMINET, GUY MAHE, DANIEL RIBERZANI. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 février.

KUJEL. STANISLAV. EDNA MARTIN. Textiles, jusqu'au 16 février. Centre culturel indien, 11, rue Pavane (271-82-20). De 12 heures à 18 heures ; Sam. et dim., de 14 heures à 18 heures.

GER DEKKERS. Perspectives du Nord - GRAVEURS HOLLANDAIS DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 19 février.

OMBRAS ET LUMIÈRES. Photographes de châteaux allemands 1919-1933. VALDES (copies). Centre culturel de la RSF de Yougoslavie (272-50-50), 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 février.

GEORGES NOËL. Tableaux blancs. Intégrité 1940-1983. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 18 février.

CASPAR DAVID FRIDRICH : Le tracé et la transparence. Centre culturel de Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 février.

ROBERTO DU RESSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

AVE ALLE. Chapelle de la Sablonne. Jusqu'au 25 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault-Clémence. Bibliothèque Forney, 1, rue du Fignier (276-14-60). Sauf dim. et lun., de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 février.

FRANCE : Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

DEUX SIÈCLES D'ARCHITECTURE SPORTIVE À PARIS. Maison du 20<sup>e</sup> arrondissement, 6, place Gambetta. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 19 février (visites-conférences le mardi, à 15 h).

COSTUMES INDIENS AU MEXIQUE. Centre culturel de Mexico, 47 bis, avenue Bosquet (552-73-15). Sauf dim., de 10 h à 18 h ; sam., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 février.

ALAIN COUTURE - BARBARA DEBARD - FRANÇOISE FRUGIER - JACQUES VERNIERE. Galerie ADAC, 21, rue Saint-Paul (277-96-26). Jusqu'au 18 février.

JARDINS DE PARIS. Maison du 13<sup>e</sup> arrondissement, 7, rue Philippe-de-Champaigne. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 11 mars (visites-conférences le mardi, à 15 h).

POUL ANKER BECH. Horizons danois. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h ; dim., de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 février.

JEUNE PHOTOGRAPHIE en Wallonie et à Bruxelles. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf dim. et lun., de 13 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

L'ORIGINE DES PEUPLES D'ESPAGNE. Maison d'Espagne, 7, rue Quatre-Bancart (723-94-31). Sauf mardi, de 16 h à 20 h 30 ; sam. et dim., de 10 h à 18 h et de 16 h à 20 h 30. Jusqu'au 28 février.

JACQUES TARDI. Le trou Pôles. Mécanisme graphique centre, 49, rue des Mathurins (367-99-27). Sauf sam. et dim., de 11 h à 18 h. De 2 à 17 février.

PIERRE PIZZ. Dessins et costumes. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 18 février. - Dessins d'opéra. Galerie Prosennium, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 19 février.

SACH GUITY. Théâtre Édouard VII-Sacha Guity, 10, place Édouard-VII (073-67-90).

GORZKOWSKI. Les monuments de Park East Garden. Centre Marché, 11 bis, rue Marais (241-50-80). Sauf dim., de 13 h à 22 h ; sam., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 février.

ARAIL GONDIN. Peintures et tapisseries. Bibliothèque espagnole, 11, avenue Marceau. Sauf sam. et dim., de 15 h à 18 h 30. Jusqu'au 27 février.

BETTE KALACHE. Galerie Delort, 28, rue de la Boétie. Jusqu'au 17 février.

PIERRE PIZZ. Dessins et costumes. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 18 février. - Dessins d'opéra. Galerie Prosennium, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 19 février.

PHILIPPE SOUPAULT. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-53). Sauf sam. et dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

JEAN BRAUNS. Aquarelles. Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (389-38-69). Jusqu'au 15 février.

PIERRE WUËLLE. Le Jeune et les Jeunes. Galerie de Jochberg, 21, quai Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 17 février.

BERARD-COCTEAU-PISSICO. Peintures, gouaches, tapis, céramiques. Galerie Lucie Weill, 6, rue Bonaparte (326-56-79). Jusqu'au 17 février.

HOMMAGE AUX ANNÉES 1980-1980. Artistes de l'École de Paris. Galerie F. Soukias, 20, rue Bonaparte (326-56-79). Jusqu'au 17 février.

FRIPHIQUES ET MARE-CHAUX. Photographies. Ateliers 74, 74, rue de la Verrerie. Jusqu'au 15 février.

SEPT GRAVEURS DE LA CASA DE VELASQUEZ. Galerie M. Brouze, 31, rue des Barges (577-93-71). Jusqu'au 10 mars.

LA JEUNE VAGUE DE LA SCULPTURE. Galerie G. Laubie, 2, rue Drouot (887-45-81). Jusqu'au 3 mars.

REFLECTION REFLECTION. Livres d'artistes/Livres objets. N.R.A., 2, rue du Jour (508-18-38). Jusqu'au 15 avril.

LE GROUPE ALÉATOIRE. Galerie d'Art de l'Ébène Astré, 29, rue Camartin (266-15-15). Jusqu'au 15 février.

GALIE. MAX NEUMANN - WALTER STORBER. Le Dessin, 27, rue Gué-nigaud (563-04-66). Jusqu'au 25 février.

PATRICE ALEXANDRE. Galerie P. Lascot, 153, rue Saint-Martin (587-81-71). Jusqu'au 18 février.

NASSER ASSAR. Peintures. Galerie G. Fall, 57, quai des Grands-Augustins (633-52-45). Jusqu'au 18 février.

PIERRE RACON. Peintures. Galerie Marcel Lelong, 13-14, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 25 février.

BERROCAL. Vingt ans de sculptures. Musée d'Art et d'Archéologie, 9, avenue Maignan (209-16-16). A partir du 3 février.

DANIEL BRANDELY. Galerie Bando-Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 18 février.

JACQUES BRISOT. Galerie J. Bédou, 22-25, rue Gué-nigaud (326-51-51). Jusqu'au 25 février.

BUHLER. Sculptures 1972-1984. Galerie Jean Camion, 8, rue des Beaux-Arts (633-95-63). Jusqu'au 18 février.

PIERRE BURAGLIO. Galerie Jean Fourrier, 44, rue Quincampoix (277-32-31). Jusqu'au 29 février.

CAPIELLO, 1875-1942. Originaire et indigène. Ile des arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (524-02-01). Jusqu'au 18 février.

CHEN CHAO PAO. Lavis. Espace UBP, 22, boulevard Malesherbes (268-35-44). Jusqu'au 24 février.

DADO. Peintures 1963. Galerie Bouchard, 23, rue du Rancard (271-20-30). Jusqu'au 29 février.

MICHEL DUPONT. Peintures avec pochettes. Figures d'artistes. Galerie J. Jacob, 28, rue Jacob (533-90-66). Jusqu'au 20 février.

DENISE ESTERAN. Peintures et pastels. L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (274-22-22). Jusqu'au 18 février.

HELENE GAUTHIER. Sculptures. Galerie Broten, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 28 février.

DENIS GODEFROY. Nouveautés végétales. Galerie de l'Écluse, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 18 février.

ANDRÉ VILAMOR. Peintures. Fréquence et miroir. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 3 mars.

JEAN-PAUL JAFFE. Œuvres sur papier. Galerie de l'Écluse, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 18 février.

ALAIN KLEINMANN. Le Parvis Saint-Max, 84, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 20 mars.

JOHN KOLLE. Œuvres. Galerie Raphaël, 12, rue Parvée (887-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LANDAIS. Galerie RA, 7, rue de Turbigo (236-45-74). Du 3 février au 17 mars.

BERNARD LAVIER. Peintures sculptées modernes. Galerie Durand-Dussert, 3, rue des Harodistes (277-63-60). Jusqu'au 18 février.

PHILIPPE LEPEUT. Naïfgraphes. Galerie G. Lenoir, 40, rue Marceau (326-84-55). Du 3 au 29 février.

JEAN MESSAGIER. Revivre la Nouvelle-Gaule. Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (548-94-28). Jusqu'au 18 février.

MINAS. Peintures. Galerie Samy Kline, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Du 3 février au 3 mars.

ZORAN MUSIC. Œuvres récentes. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 20 février.

LE HAVRE. Espace de l'Art et de la Culture, 1919-1980. Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard J.-F. Kennedy (42-33-77). Jusqu'au 19 février.

LYON. Espace de l'Art et de la Culture, 1919-1980. Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard J.-F. Kennedy (42-33-77). Jusqu'au 19 février.

MARCO-EN-BAROEUL. Œuvre de Charles, homme plasticien. Fondation Sententia (46-16-37). Jusqu'au 26 février.

MARSEILLE. Trois peintures... un sculpteur : Andréas, Serg. Trappan, Michel, Anca















# COMMUNICATION

## Les débuts difficiles de la télévision par câble

Les deux mille heures de M. Schreiner

Un comité interministériel doit procéder aux derniers arbitrages avant le début des premières expériences de télévision par câble (1). Qu'il s'agisse du financement des réseaux ou des autorisations de services, le gouvernement doit concilier le réalisme commercial et les équilibres des grands secteurs de la communication (le Monde du 1<sup>er</sup> février). Une fois la situation juridique et économique éclaircie, le grand enjeu reste le développement des programmes.

Le 23 avril 1983, lors de l'installation officielle de la mission TV câble qu'il préside, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, avait annoncé qu'il mettrait à la disposition des réseaux câblés deux mille heures de programmes. Neuf mois après, le pari est quasiment tenu. Deux mille heures : un nombre suffisant pour alimenter le canal thématique ou la télévidéothèque que les premiers réseaux mettront en service à côté des chaînes de télévision classiques ou étrangères.

Mais le chiffre était surtout un symbole. Il s'agissait de convaincre les sceptiques que le câble pouvait apporter des services spécifiques. Il fallait prouver qu'on pouvait dépasser les problèmes de droits d'auteur, contourner les contraintes économiques, lancer un véritable marché pour une industrie de programmes.

Certes, les produits ne sont pas nouveaux. La production originale se heurte encore à la faible rentabilité des réseaux existants (cent mille prises au maximum en 1984) et le fonds de soutien qui permettra de la développer vient à peine d'être mis en place. On trouvera dans les deux mille heures des émissions de télévision françaises et étrangères, des films, des documentaires pédagogiques ou industriels.

Du déjà vu pour certains sans doute, mais rien n'empêche de faire du neuf avec de l'ancien. Le câble permet de reprogrammer ces documents, de les organiser en séries thématiques, de les rassembler dans des banques d'images consultables à volonté, de les lier avec des productions ou des débats locaux. Il faut travailler l'emballage, le « packaging » comme disent les Américains, qui nous envoie ce patrimoine audiovisuel et s'étonnent qu'il soit si peu exploité.

Ce n'est pas le travail de la mission TV câble. Ce n'est pas elle qui a choisi les deux mille heures ; elle n'en assure ni l'achat ni la distribution. Son rôle se borne à favoriser le démarrage d'une télévision par câble et non à monopoliser sa programmation, ce qui fausserait l'équilibre du marché. La mission fournira aux réseaux câblés un catalogue in-

par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN

maté consultable à partir de terminaux câblés et proposera, le cas échéant, des grilles-types de programmation. Son véritable travail se situe en amont, dans la constitution de régies de distribution.

### L'effort des chaînes publiques

Depuis neuf mois, les collaborateurs de M. Schreiner ont incité des entreprises à investir sur ce nouveau marché, à rassembler des produits, à acquiescer les droits, à bâtir des catalogues cohérents, à transférer les films sur support vidéo et à faire des copies.

Dans ce domaine, l'initiative est risquée car sa rentabilité dépend d'un grand nombre d'inconnues. Quel sera le rythme de développement des réseaux câblés ? Quel sera le nombre réel d'abonnés ? Combien d'heures seront-elles diffusées ? Quelle rémunération attendent d'un marché naissant ? Une étude confiée à Media Marketing International a permis de constituer un modèle de simulation informatique (voir encadré). Les différents scénarios de croissance rendent plus facile le calcul des charges des régies de distribution et d'établir un compte d'exploitation prévisionnel pour quatre ans.

Rassurés, un certain nombre de partenaires envisagent aujourd'hui de jouer le jeu. Les chaînes publiques de télévision tout d'abord, qui possèdent un patrimoine évident. Antenne 2 a constitué une filiale : Ewa 11. TF1 et FR3 étudient la leur. Chacune des sociétés pourrait apporter cent heures de programmes. L'Institut national de la télévision, qui gère les archives de la télévision, propose cinq cents heures. La mission encourage le Centre national de documentation pédagogique et le CNRS à s'associer autour d'une régie de programmes éducatifs et scientifiques d'une cinquantaine d'heures.

### Un compromis avec les auteurs

D'autres institutions travaillent sur le sport et la santé. Mais les négociations vont aussi bon train avec le secteur privé. Plusieurs sociétés ont présenté des catalogues autour de programmes pour la jeunesse ou de chaînes musicales. Des cinématheques d'entreprise sont décidées à tester leurs documentaires sur ce nouveau moyen de diffusion. Au total, ces régies thématiques pourraient proposer plus de deux cents heures de programmes.

La mission voudrait les compléter avec quatre cents heures de cinéma. Les professionnels, intéressés, étudient ce nouveau marché avec prudence en surveillant les futurs cahiers des charges et l'évolution de Canal-Plus, la quatrième chaîne payante. Mais on sait que Gaumont a déjà des projets sur les réseaux de Biarritz et de Paris. Les éditeurs vidéo, qui disposent de catalogues et d'une expérience commerciale et d'une expérience technique, sont des partenaires privilégiés du câble. La mission traite déjà avec Cinéthèque, qui édite une importante sélection de films classiques et des séries culturelles de grande qualité.

Enfin, il y a le « tiers secteur », ces producteurs vidéo indépendants, souvent associatifs, qui réalisent depuis dix ans des produits parfois intéressants, sans grands débouchés dans les médias classiques. Le centre vidéo de Montbéliard, où se tien-

● **Stage Journalistes en Europe 1984-1985.** - L'Association Journalistes en Europe organise, pour la onzième année consécutive, un stage ouvert aux journalistes de tous les continents, leur permettant de découvrir l'Europe ou d'en approfondir leur connaissance. Ce stage de huit mois s'adresse aux journalistes de vingt-cinq à trente-cinq ans qui ont au moins quatre années d'expérience et possèdent une bonne connaissance préalable de l'anglais et du français. Les inscriptions seront closes le 10 mars 1984.

★ S'adresser au CFFP, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71 (demander Guillemette Teissier du Cros).

● **Le lancement de « Grands écrivains ».** - Le premier numéro de Grands écrivains, nouvel hebdomadaire lancé par le groupe Hachette-Filipacchi le 16 janvier et couplé avec le livre *Eugène Grandet* de Balzac, a été diffusé, selon la direction du groupe, à 350.000 exemplaires (sur les 700.000 du premier tirage). De même source, on indique que *Chéri*, de Colette, lancé le samedi 28 janvier, « part très bien ».

dra en mars prochain un marché international de la vidéo indépendante, constitué déjà d'un pôle de diffusion. Vidéo-Ciné-Truc à Paris et d'autres « collectifs » régionaux sont prêts à associer leurs efforts.

La liste n'est pas limitative. La mission estime que le marché peut supporter entre vingt et vingt-cinq régies de distribution. Pour aider ces initiatives, M. Bernard Schreiner dispose d'un budget de 13 millions de francs, distribué sous forme d'avances remboursables. Les régies réduisent de 20 % leurs prix de vente aux réseaux jusqu'à concurrence de l'aide de la mission. Un système qui permet de ne pas subventionner dans le vide mais de lier l'aide à la disponibilité réelle des programmes.

Par ailleurs, la mission TV câble a négocié avec les organismes de droits d'auteur un compromis pour cette année de démarrage. Les ayant droits contribuent au lancement de la télévision par câble en se contentant d'un franc symbolique et de l'organisation d'une concertation permanente sur la création et sa rémunération. Un beau geste qui libère le câble d'une lourde hypothèque. Mais il y a fort à parier que les organismes de droits d'auteur - qui reçoivent chaque année 4 % du budget des chaînes - seront très vigilants sur le développement des nouveaux réseaux.

Dans quelques semaines, l'ensemble de ces négociations aura abouti, et M. Schreiner disposera de ses deux mille heures. Il n'oublie pas pour autant la création originale, son véritable objectif, et lui consacre cette année 8 millions de francs. La mission aide déjà de nombreux projets privés. Elle tente aussi de convaincre les organisateurs de spectacles, les clubs sportifs de participer à la programmation du câble. Les stations régionales de FR3 commencent, elles aussi, à se mobiliser : FR3 Lorraine propose des matinées sur le réseau de Metz, et FR3 Aquitaine un magazine d'informations locales sur celui de Biarritz.

Petit à petit, le câble cesse d'être uniquement un grand service de télévision pour devenir un service de télévision. Les premières expériences de préfiguration, prévues pour le printemps, permettront de juger sur place. Sur la ligne de départ : L'Aléa d'Abbeville, Metz, Evry, Grenoble-Echirolles et Rennes.

FIN

## Les régions parlent aux régions...

Mais qui regarde la télévision à une heure pareille ? Minuit moins le quart ? Attendez, il est 11 heures... Il faut tenir ! Attendez toute une soirée, les yeux clignotants, les paupières en lutte contre un sommeil définitif, pour voir une petite émission de dix minutes à peine, c'est dur.

Une bonne idée pourtant. La troisième chaîne, qui a commencé sa régionalisation en donnant un peu plus d'autonomie à chacune des régions pour qu'elles programment comme bon leur semble des émissions (en partie) fabriquées par elles-mêmes, a eu l'idée très sage de ne pas en rester là. C'est bien, la région, mais on arrive vite au ralenti. Une fois par mois, pendant une semaine, une région perlera tous les soirs d'elle-même aux autres. Une « remonte » du bas vers le haut. Fabriquée par les bureaux régionaux d'information, ce mini-magazine d'information - qui a pris le titre pas très imaginaire de « Parole de régions » - se développe autour d'un thème, comme un feuilleton.

Depuis lundi, la région Rhône-Alpes-Auvergne (régions de Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand, avec la collaboration de celle de Savoie) a ouvert le genre en nous parlant de la montagne sous tous ses aspects. Les Jeux olympiques (faute d'en faire à Grenoble ou à Chamonix ?), l'avenir d'une station de ski (le danger, les pistes), les problèmes de la vie quotidienne (les transports, la collecte des déchets, le facteur, le médecin), les industries du ski et les nouvelles technologies, chaque jour un reportage engouffré, celui d'hier, avec ces images au ralenti de la neige soufflée silencieusement dans la nuit, du beau travail de caméra. Pourquoi si tard ?

CATHERINE HUMBLLOT.

Mercredi 1<sup>er</sup> février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : *Dalles*. Coup bas, coups de pied, la « famille » Ewing se déchire.
- 21 h 25 *Saga*. Magazine des sciences, de M. Tréguer. Le magazine de Michel Tréguer prend un nouveau visage. Il change d'horaire et de durée, s'ouvre à tout le monde. Il change d'horaire et de durée, s'ouvre à tout le monde. Il change d'horaire et de durée, s'ouvre à tout le monde.
- 22 h 55 Les grandes expositions : *Raphaël et l'art français*. Deuxième partie par J. Plassin. L'influence de Raphaël aux dix-huitième et dix-neuvième siècles.
- 22 h 25 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : *Aéroport : Le ciel et le feu*. Proposé par la communauté des télévisions francophones et la télévision suisse romande. Scénario D. Gouverneur, réal. R. Burckhardt. 6 septembre 1970. Des commandos du FLP détournent quatre avions sur un désert de la Jordanie. L'opération vise à forcer l'attention du monde sur le drame qui représente pour un peuple son exclusion de la scène politique. Les cent cinquante-cinq occupants du DC-8 se trouvent brusquement confrontés aux jédayites. Après une semaine, quelques otages dissimulés découvrent les réalités de cette guerre. Le scénario de ce film est fondé sur les témoignages recueillis auprès des acteurs de cette aventure.
- 21 h 55 Cinéma-cinéma. Magazine de M. Bonjour, A. Andren et Cl. Ventura. Pour la première fois, l'équipe de « Cinéma-cinéma » consacre une émission entière à un cinéaste, à l'occasion de la sortie prochaine à Paris de cinq films d'Alfred Hitchcock. On fait confiance, ce magazine est toujours un plaisir.
- 22 h 55 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Portrait : *Elle Kazan, outsider*. D'A. Trognot et M. Ciment. Sélection du Festival international du film, section

« Un certain regard », en 1982. Dirigé par Annie Trognot et photographié par Michel Brault, Elle Kazan a été filmé sur une période de trois semaines à New-York, à Long-Island et dans le Connecticut. Le réalisateur de « Long-Island » a dans le Connecticut. Le réalisateur de « Long-Island » a dans le Connecticut. Le réalisateur de « Long-Island » a dans le Connecticut.

- 21 h 25 Journal.
- 21 h 45 Feuilleton : *Exit*. De R. Müller et E. Gauthier, d'après L. Fouchet. Réal. E. Gauthier, avec K. Löwisch, L. Martin, V. Gloux. Cinquième épisode. Le complot tramé contre le Journal Parler Nachrichten commence à porter ses fruits.
- 22 h 40 Parole de régions. Ambitions, projets de FR 3 Rhône-Alpes-Auvergne, sur le thème de la montagne, l'isolement en moyenne montagne (vie au quotidien, école, transports, élevage...).
- 22 h 50 Prélude à la nuit. Suite liturgique, d'A. Jolivet, par les Solistes de Marseille, dir. D. Erli.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dans les mains du magicien.
- 17 h 12 Belle et Sébastien (dessin animé).
- 18 h 5 Renart (d'après le Roman de Renart).
- 18 h 30 Via régionale.
- 18 h 55 Gil et Julie.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Fortune.
- 19 h 50 Le tour du monde en quatre-vingt jours.

### FRANCE-CULTURE

- 19 h 30 Perspectives scientifiques : Linguistiques futures.
- 20 h La belle œuvre : *Elektra*, de R. Strauss.
- 22 h 30 Nuits magiques.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Musique pour violon et orchestre, « Liebeslieder », musique pour orchestre de Strauss, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. H. Zender, sol. H. Müller, D. Fischer-Dieskau.
- 21 h 30 Cycle acoustique.
- 22 h 30 Fréquence de nuit : La musique et le corps.

Jeudi 2 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 Violon plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Amik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé : Surveillance gynécologique.
- 13 h 55 Série : *Jo Gallard*.
- 14 h 50 Les chaînes du jeudi (à 15 h 55).
- 14 h 50 Quatre en direct de Vincennes.
- 15 h 30 Images d'histoire.
- 15 h 30 Les chasseurs alpins.
- 17 h Croque venoises.
- 18 h Feuilleton : *Le nouveau d'Amérique*.
- 18 h 15 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variétés molles B.
- 18 h 55 7 heures moins 5.
- 19 h Météo première.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : *La chemise des dames*. D'après le roman de J. Bourin, adaptation F. Verry, réalisation Y. André, avec H. Virlojeux, M. Vialy. Plus de dix ans ont passé, mais Etienne pense toujours à Mathilde malgré leur séparation.
- 21 h 35 L'enjeu. Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller. On traversa d'ordinaire régulièrement - le premier jour de chaque mois - autour de 21 h 30 cet excellent magazine, qui traite de l'économie sous toutes ses formes. Cette semaine : la griffe de la fortune ; Roger Godard, chercheur d'or blanc ; Hollande, les fonctionnaires au pied ; quand les immigrés réussissent ; le match France-Espagne ; les caricatures.
- 22 h 50 Histoire naturelle : La passion du sandre. Émission d'E. Lalou, L. Barrère et J.-P. Fleury. Un poisson chasseur venu de Hongrie : le sandre.
- 23 h 30 Journal.

(1) Prévu le 2 février, ce comité a été reporté - d'une semaine vraisemblablement - en raison de l'absence du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

## Les régions parlent aux régions...

Mais qui regarde la télévision à une heure pareille ? Minuit moins le quart ? Attendez, il est 11 heures... Il faut tenir ! Attendez toute une soirée, les yeux clignotants, les paupières en lutte contre un sommeil définitif, pour voir une petite émission de dix minutes à peine, c'est dur.

Une bonne idée pourtant. La troisième chaîne, qui a commencé sa régionalisation en donnant un peu plus d'autonomie à chacune des régions pour qu'elles programment comme bon leur semble des émissions (en partie) fabriquées par elles-mêmes, a eu l'idée très sage de ne pas en rester là. C'est bien, la région, mais on arrive vite au ralenti. Une fois par mois, pendant une semaine, une région perlera tous les soirs d'elle-même aux autres. Une « remonte » du bas vers le haut. Fabriquée par les bureaux régionaux d'information, ce mini-magazine d'information - qui a pris le titre pas très imaginaire de « Parole de régions » - se développe autour d'un thème, comme un feuilleton.

Depuis lundi, la région Rhône-Alpes-Auvergne (régions de Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand, avec la collaboration de celle de Savoie) a ouvert le genre en nous parlant de la montagne sous tous ses aspects. Les Jeux olympiques (faute d'en faire à Grenoble ou à Chamonix ?), l'avenir d'une station de ski (le danger, les pistes), les problèmes de la vie quotidienne (les transports, la collecte des déchets, le facteur, le médecin), les industries du ski et les nouvelles technologies, chaque jour un reportage engouffré, celui d'hier, avec ces images au ralenti de la neige soufflée silencieusement dans la nuit, du beau travail de caméra. Pourquoi si tard ?

CATHERINE HUMBLLOT.

**ATTENTION, 44 MILLIONS D'YEUX VONT LIRE CETTE ANNONCE**

APPELÉZ TÉLÉPRESSE 720.71.89

Les ordres de g... dans les lyc...

## Complainte

Le 23 avril 1983, lors de l'installation officielle de la mission TV câble qu'il préside, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, avait annoncé qu'il mettrait à la disposition des réseaux câblés deux mille heures de programmes. Neuf mois après, le pari est quasiment tenu. Deux mille heures : un nombre suffisant pour alimenter le canal thématique ou la télévidéothèque que les premiers réseaux mettront en service à côté des chaînes de télévision classiques ou étrangères.

## Les résultats des élections

Le 23 avril 1983, lors de l'installation officielle de la mission TV câble qu'il préside, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, avait annoncé qu'il mettrait à la disposition des réseaux câblés deux mille heures de programmes. Neuf mois après, le pari est quasiment tenu. Deux mille heures : un nombre suffisant pour alimenter le canal thématique ou la télévidéothèque que les premiers réseaux mettront en service à côté des chaînes de télévision classiques ou étrangères.

Le 23 avril 1983, lors de l'installation officielle de la mission TV câble qu'il préside, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, avait annoncé qu'il mettrait à la disposition des réseaux câblés deux mille heures de programmes. Neuf mois après, le pari est quasiment tenu. Deux mille heures : un nombre suffisant pour alimenter le canal thématique ou la télévidéothèque que les premiers réseaux mettront en service à côté des chaînes de télévision classiques ou étrangères.

Le 23 avril 1983, lors de l'installation officielle de la mission TV câble qu'il préside, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, avait annoncé qu'il mettrait à la disposition des réseaux câblés deux mille heures de programmes. Neuf mois après, le pari est quasiment tenu. Deux mille heures : un nombre suffisant pour alimenter le canal thématique ou la télévidéothèque que les premiers réseaux mettront en service à côté des chaînes de télévision classiques ou étrangères.

هكذا من الله جل



صكحات الأمل

# Le Monde SOCIÉTÉ

## Les ordres de grève ont été bien suivis dans les lycées et les collèges

Le mot d'ordre de grève nationale lancé mardi 31 janvier par quatre syndicats d'enseignants, membres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), dans les lycées et collèges a été bien suivi. Selon le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), 65 % à 75 % des professeurs ont cessé le travail, cette proportion atteignant 70 % à 85 % chez les surveillants. De son côté, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de

collèges (SNI-PEGC) estime à plus de 70 % le taux de grévistes parmi les seuls PEGC.

Les pointages effectués par le ministère de l'Éducation nationale dans les vingt-six académies métropolitaines font état de 51,81 % de grévistes chez les personnels de surveillance et de 43,96 % parmi les enseignants. Chez ces derniers, le mouvement a été plus important dans les collèges (53,19 %) que dans les lycées

(43,68 %) et les lycées d'enseignement professionnel (28,44 %). Plusieurs manifestations ont été organisées, à Marseille, Lyon et Paris notamment, parfois avec la participation de sections du SGEN-CFDT qui se s'étaient pas associés à la grève au plan national. A Paris, quelque trois mille personnes ont ainsi défilé de la Bastille à la place du Palais-Royal en scandant notamment « Savary, Mitterrand, des crédits pour l'enseignement ! ».

### Complainte à « Georges-Brassens »

Soixante-dix pour cent de grévistes. Le lycée et le collège Georges-Brassens de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) n'avaient jamais connu pareille mobilisation depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Dès 9 heures, le matin du mardi 31 janvier, ils sont une quinzaine sur le pied de guerre, réunis dans la salle des professeurs. Debout, le parking à vélos reste vide. La plupart des élèves ont préféré rester chez eux, bien que l'accueil et la restauration soient assurés. Le silence qui enveloppe les bâtiments de béton brut n'est troublé que par le vacarme des avions qui se posent un peu plus loin, sur les pistes d'Orly. Dans les classes, seize des quarante-huit professeurs de service ont choisi, malgré tout, de travailler.

Certifié d'allemand, une non-gréviste explique qu'elle n'a pas « l'intention d'offrir une journée de salaire au gouvernement ». Pour des motifs bien différents, une de ses collègues, syndiquée au SGEN-CFDT, ne suit pas non plus la grève. Elle a déjà cessé le travail une semaine plus tôt et ne veut pas pénaliser ses élèves qui préparent le baccalauréat ; car « Georges-Brassens », ses mille élèves et ses quatre-vingt-cinq professeurs ont une grève d'année. L'établissement s'est mobilisé dès le 24 janvier après l'annonce par le rectorat de Créteil d'une suppression d'heures pour l'année prochaine, en application du nouveau mode de répartition des dotations à la rentrée 1984. Au total, trois enseignants du collège et qua-

tre du lycée doivent être mutés dans d'autres départements de l'Ile-de-France moins bien dotés que le Val-de-Marne.

La grande majorité des professeurs ont trouvé dans la situation locale un motif déterminant pour reprendre les mots d'ordre nationaux. Les transferts d'heures vers d'autres établissements signifient pour eux allongement des effectifs, suppression des heures de soutien au collège et impossibilité de doubler les classes en physique ou en éducation musicale et technique.

Lundi, une agrégée d'anglais a reçu son avis de mutation, comme six de ses collègues. Après neuf années passées à Georges-Brassens, elle doit être affectée, à la rentrée, quelque part en Seine-et-Marne. La brutalité de cette décision la révolte et lui donne l'impression de sortir tout droit d'un « mécanisme aveugle » dont elle s'estime victime. Parce que « le métier d'enseignant se dégrade » et qu'on ne peut rester serine en travaillant à 100 kilomètres de chez soi, elle fait grève.

Autrefois adhérente au SNES, elle a quitté ce syndicat pour manifester son indépendance et parce qu'elle ne supporte plus « le décalage entre les discours gouvernementaux sur la priorité à l'enseignement et les moyens réels de l'éducation nationale ». Même sur le plan pédagogique, elle a perdu son enthousiasme, jurant qu'elle ne tenterait plus aucune expérimentation tant qu'on défait, selon elle, les sources matérielles. Découragement, épaissement, les

mots reviennent souvent dans la conversation de tous les grévistes, laissant en arrière-plan les revendications sur les horaires et la rénovation des collèges posées par les syndicats appelant à la grève, chacun à sa façon.

### A-coups

« On saupoudre les crédits pour les établissements expérimentaux tandis que globalement le système éducatif continue de fonctionner à l'économie », se plaint une adhérente du SNES. Une tentative d'alphabétisation des élèves de sixième en situation d'échec, opérée voici deux ans, a fait long feu « faute de moyens », provoquant amertume et déshabitude parmi ceux des professeurs qui avaient accepté d'y consacrer beaucoup d'énergie. La responsable de la section SNES s'interroge : « Comment peut-on parler de démocratisation de l'enseignement lorsqu'on pratique une telle politique malhonnête ? ».

Pourtant, parmi les grévistes, de-

## LA RÉGION RHÔNE-ALPES ET LE SAHEL

### Cinq mille enfants à sauver

De notre correspondant régional

Lyon. — Anne Rochegude et Alain Hattat étaient partis en reportage pour le compte de la télévision régionale à la fin de l'année dernière. Thème du voyage et du sujet à diffuser par FR 3 : « Les bergers du Mali ». Très vite, ce thème sera abandonné. Les deux producteurs découvrent la misère absolue, le Sahel, le désert qui avance et un petit canton du Mali — celui de Léré — où cinq mille enfants sont menacés à très court terme par la famine.

Au-delà de leur témoignage, Anne Rochegude et Alain Hattat vont, dès leur retour à Lyon, tenter de lancer une opération « survie » pour cette région située au sud-ouest de Tombouctou, à la frontière avec la Mauritanie.

Avec l'aide de divers organismes, dont le Comité français contre la faim et Bioforce, ils avancent une idée simple : les cinq millions d'habitants de la région Rhône-Alpes doivent sauver cinq mille enfants. Un « comité pour Léré » est créé. L'aide des Rhodaniens sera apportée « sans intermédiaire », de région à région. Elle prendra la

forme d'une aide alimentaire d'urgence — les besoins sont de 300 tonnes de riz pour attendre la prochaine récolte, — mais aussi celle d'une action à long terme : creusement de puits, actions sanitaires, reconstruction du cheptel.

Le président du conseil régional Rhône-Alpes, M. Charles Béraudier, a lancé l'idée d'une surtaxe de 1 ou 2 centimes par mètre cube d'eau consommé dans la région. Une idée qui pourrait, elle aussi, faire son chemin. Dans l'immédiat, les habitants de la région sont invités à souscrire individuellement ou collectivement à des « contrats de survie ».

L'opération doit avoir lieu tout au long du mois de février. Des « cartes de survie » seront distribuées par le Comité pour Léré dans les boulangeries de la région.

CLAUDE RÉGENT.

\* Les dons peuvent être adressés au Comité français contre la faim, CCP 9000-04 N Lyon, TPG du Rhône, opération Mali. Tél. : (7) 862-20-26 poste 40-82.

### Les résultats des élections au Conseil supérieur des universités

L'année 1984 a commencé pour les universitaires par des élections. Les 4 et 5 janvier ont eu lieu les élections au Conseil supérieur des universités (CSU), le nouvel organisme chargé de gérer les carrières des enseignants-chercheurs du supérieur. Elections importantes, à un moment où la question des carrières, des promotions, du passage d'un corps à un autre, mobilise les universitaires. Elections symboliques aussi car, depuis quelques mois, le débat sur la place et le rôle des syndicats agite les universités.

L'analyse des résultats est peu aisée car les cent quatre-vingt-quatre scrutins organisés par discipline devaient permettre la désignation de mille cent seize représentants, répartis dans deux collèges : le collège A, regroupant les professeurs et les personnels chercheurs assimilés ; le collège B, comprenant les maîtres-assistants et les assistants. La multiplicité des listes, et notamment l'importance des listes « divers », en général conduites par des enseignants spécialistes connus dans leur discipline, si elles rendent compte de la diversité de ce milieu, empêchent les conclusions hâtives. De plus, l'importance d'un enseignement, la reconnaissance par des pairs, occupent parfois plus que son appartenance ou non à un syndicat. Enfin, le scrutin de liste à la proportionnelle avec panachage possible et répartition au plus fort reste ne favorise pas la compréhension. La lecture des résultats permet toutefois de formuler quelques observations.

● L'abstention a été assez élevée, surtout dans le collège B. Pour 33 175 inscrits, 9 692 dans le collège A et 23 483 dans le collège B, il n'y a eu que 17 676 votants. La participation a atteint 66 % dans le collège A et 48 % dans le collège B. C'est un phénomène déjà observé lors des élections universitaires ainsi qu'au moment des premières élections au Comité technique paritaire.

● Deuxième constatation : les listes dites syndicales, présentées par des organisations proches de la majorité (SNESUP-FEN et SGEN-CFDT) témoignent de leur représentativité. Cela est surtout vérifié

dans le collège B où le SNESUP obtient 41 % des sièges et le SGEN 19 %. Cependant, dans le collège A, celui des professeurs, malgré les critiques nombreuses formulées au premier trimestre à l'encontre du rôle de ces syndicats, ils obtiennent 20 % des sièges. La Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement et de la recherche, proche de l'opposition, apparaît, avec 18 % des sièges dans ce collège, comme le vainqueur de ces élections. Même dans le groupe I (disciplines juridiques, économiques et politiques), la puissance du syndicat autonome est contestée. Par le jeu du panachage, beaucoup des membres du syndicat, engagés politiquement, ont été éliminés.

### Victoire des « divers »

Enfin, l'intérêt de ce scrutin réside dans le nombre de sièges obtenus par les listes présentées par l'Association Qualité de la science française, animée par M. Laurent Schwartz. Malgré le soutien apporté par l'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL), les amis de M. Schwartz n'ont pu présenter qu'un nombre limité de listes, essentiellement dans les secteurs mathématiques et informatiques. Ces listes obtiennent 13 % des sièges dans le collège A et 4 % dans le collège B.

En définitive, les vainqueurs de ces élections restent les listes classées « divers » par le ministère, qui obtiennent près de la moitié des sièges dans le collège des professeurs.

SERGE BOLLOCH.

## RELIGION

### Mgr O'Connor est nommé archevêque de New-York

Jean-Paul II a nommé, le 31 janvier, Mgr John O'Connor à la tête de l'archevêché de New-York, que le décès du cardinal Terence J. Cooke, en octobre 1983, avait laissé vacant.

Mgr O'Connor, qui dirigeait jusqu'à présent le diocèse de Scranton (Pennsylvanie), est âgé de soixante-quatre ans. Il a été responsable des missions militaires de la marine américaine. A ce titre, il a collaboré avec Mgr Cooke, alors vicaire général auprès des forces armées.

Le nouveau archevêque de New-York a fait partie du groupe des cinq évêques chargés de rédiger, en 1982, une lettre pastorale sur l'arme nucléaire qui prenait position contre un usage préventif de cette arme.]

**Pourquoi les Livres Blancs de Fleurville sont-ils si utiles à tous, si précieux et si bon marché ?**

Prix spécial de lancement 96 F seulement.

Plein cuir doré

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Pour écrire votre journal intime, ou recueillir vos souvenirs de vacances, vos recettes de cuisine, vos notes, vos pensées, vos notes de lecture, etc...

... je vous offre vos premiers « Livres Blancs » à un prix vraiment exceptionnel : 96 F seulement !

Alors profitez des avantages de cette offre de lancement et habillez-vous à votre guise.

Pour une fois, offrez-vous un livre tout blanc à remplir vous-même.

Et de nouveaux cadeaux : à vos prochains achats des « Livres Blancs » aussi beaux, aussi précieux, aussi utiles et à si bon prix... rejoignez les grands comme les petits.

Votre très dévoué,

HUGUES de FLEURVILLE

Éditeur-libraire en livres précieux  
9, Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS

**Bon d'achat à prix réduit**

à renvoyer aux EDITIONS HUGUES de FLEURVILLE, 9, Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant des LIVRES BLANCS, reliés plein cuir, au prix spécial de lancement de 96 F seulement par volume (frais d'envoi inclus).

Veuillez donc trouver ci-joint mon règlement (par chèque bancaire, postal, ou mandat-lettre) pour : (quantité) Livres Blancs à 96 F l'exemplaire soit : (montant total) F.

Je recevrai mon colis à domicile dans un délai d'environ deux mois nécessaire à la reliure. Si votre envoi ne me convient pas, je vous le retournerai dans les 15 jours et serai intégralement remboursé.

**IMPORTANT : Si un jour vous désirez commander des Livres Blancs supplémentaires, il vous suffira d'utiliser le Bon de commande qui sera joint à votre colis. Mais attention : le prix passera à 186 F par volume à compter du 16 avril 1984.**

Date : Signature : ECRIVEZ EN MAJUSCULES S.V.P.

M. M<sup>me</sup> M<sup>lle</sup> (Nom et prénom) Adresse complète : Code postal : LBA-565 Ville :

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec explications en français

Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBC 8, rue de Berni - 75008 Paris

LES VONT BONCE



# JUSTICE

LES QUATRE ARMÉNIENS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A SEPT ANS DE RÉCLUSION

## La compréhension des mobiles et le poids des actes

La Turquie, en définitive, n'aura pas passé un mauvais quart d'heure, au banc des accusés arméniens du procès des quatre Arméniens. Elle n'aura subi qu'un fort coup de tabac de huit jours d'audience avec, mardi 31 janvier, au plus fort de la tempête, l'assaut des six avocats de la défense (1) acharnés à aligner les comptes du génocide de 1915.

En condamnant à sept ans de réclusion chacun des quatre preneurs d'otages du consulat de Turquie, la cour d'assises de Paris a probablement évité à la France une crise de ses relations avec le gouvernement turc en incluant, au dernier moment, le cours de ce procès dans une attitude favorable à la cause arménienne. Rééquilibrage de justice.

Trois heures plus tôt, juste avant que la cour ne se retire pour délibérer, M<sup>re</sup> Patrick Devedjian et Jean-Pierre Mignard avaient sapé les fondations de la justification turque, dénonçant les arguments historiques, mais aussi les atteintes à la liberté d'expression constatées à Ankara et qui faisaient, selon M<sup>re</sup> Mignard, des descendants des Ottomans de 1915 les détenteurs du « record d'Europe de l'emprisonnement ».

Ce refus de suivre tout à fait les

avocats de la défense sur le chemin de l'opprobre est sans doute la première indication sur le sens de ce verdict plus sévère que prévu. Les magistrats et les jurés ont, peut-être, considéré que le Palais de Justice avait prêté son cadre un peu trop complaisant à un procès historique qui ne pouvait être jugé que très indirectement. Sans refuser à la communauté arménienne la tribune qu'elle réclamait, sans chercher, au fil des audiences, à atténuer l'ampleur des critiques adressées au gouvernement turc, la cour d'assises a rappelé que, même ouverte à tous les arguments, elle n'avait à se prononcer que sur les crimes de quelques-uns.

Ces crimes, justement, retrouvent

dans l'arrêt prononcé une importance que le procès ne leur avait pas donnée. Le jury a, en effet, répondu « oui » à toutes les questions concernant la mort d'un gardien turc et les blessures occasionnées à M. Inal. Il a, plus surprenant, confirmé les qualifications de plusieurs autres agressions armées dans le consulat, celle, notamment, plus tôt affirmée avoir été victime un gardien de la paix et qui paraissait moins évidente. A additionner ainsi les intentions d'homocide ou de blessures volontaires, les peines infligées se justifiaient sans doute davantage.

**Solidarité de la peine**

Toutefois, la cour d'assises a voulu à donner son arrêt un sens plus complexe, en condamnant tous les preneurs d'otages à une peine identique. Cette solidarité de la peine, les accusés l'avaient implicitement demandée en mettant en avant la dimension politique de leur « opération suicide » au consulat. M<sup>re</sup> Leclerc l'avait réclamée pendant sa plaidoirie, en expliquant que les quatre Arméniens « avaient été unis dans l'acte » et que chacun d'eux avait pris une part de toutes les responsabilités, de celle, surtout, de la mort du garde que la justice ne reprochait qu'à Kevork Guzelian. Le représentant du ministère public, M. Charles Michon, avait requis contre celui-ci une peine de dix ans de réclusion, mais il s'était proposé pour châtiment de la faute d'Arman Basradjian qu'une peine de cinq ans de réclusion. La cour a rogné

les extrêmes, réunissant les quatre accusés en une curieuse moyenne.

Les jurés ont-ils voulu, par ce retour au centre, marquer leur compréhension des mobiles invoqués par la communauté arménienne — les accusés ont bénéficié des circonstances atténuantes, — tout en maintenant une sévérité d'appréciation des actes commis ? Ce mélange des genres, qui donne l'impression d'un verdict à contrepoids, a laissé croire aux Arméniens présents à l'audience que leurs efforts avaient été vains et que la cour avait à peine distingué les quatre accusés de vulgaires criminels de droit commun sans mobile noble. On retiendra, pourtant, de ce procès qu'il a surtout permis à la communauté arménienne, outre l'accès à une tribune, de parfaire son unité et d'affiner sa réflexion sur les effets de la violence.

Ces huit jours d'audience ont aussi permis aux « modérés » de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), qui ont, en fait, animé la défense des quatre jeunes gens, d'opérer un peu plus, dans la diaspora, les « extrémistes » d'Agop Agopian. Pour tous ceux qui veulent éviter la lutte des Arméniens les perversions du combat armé, ce n'est pas une mince victoire que d'avoir entendu Kevork Guzelian et ses compagnons, venus de Beyrouth, dire, que, après leur libération — en fait dans deux ou trois ans, compte tenu de leur détention préventive, — ils continueraient leur « action par des voies politiques ».

PHILIPPE BOGQUIO.

(1) M<sup>re</sup> Emile Aslanian, Raffi Pechlarian, Francis Teigen, Jean-Pierre Mignard, Patrick Devedjian et Henri Leclerc.

## INDIGNATION EN TURQUIE

Ankara (AFP). — La condamnation à sept ans de réclusion des quatre militants arméniens de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) a suscité une vive indignation en Turquie. Dans ses éditions du mercredi 1<sup>er</sup> février, la presse reproche à la cour d'assises de Paris la médiocratie de son arrêt : « La justice assésienne en France », titre le quotidien à fort tirage *Hürriyet*. « La France a eu peur », écrit le quotidien populaire *Güneş*. « Les Arméniens n'ont pas la peine qu'ils méritent ». Le quotidien de droite *Türkcuman*, qui titre « Les criminels s'en sont bien tirés », estime dans ses colonnes que « du président Mitterrand au juge, tout le monde a mis en scène un affreux spectacle ».

## EN BREF

### Viol sur commande

Claude, de Paris, a épousé Sylvie, de Boulogne (Loire-et-Garonne). Ils ont vingt ans. Les parents de Sylvie, des paysans sans histoire, les logent dans une maison proche de leur propre demeure. Claude est remuant, m'a-tu-vu, et pendant ses absences Sylvie, qui pourrait croire à l'ennemi à la cheville, retrouve au bal du samedi soir les gars du territoire. Lui, VRP, sillonne la France en CX : une voiture un peu trop luxueuse, de trop vite parvenue. Disputes, soupçons... vendredi 27 janvier, Claude, le frimeur, s'excite, hurle d'impuissance et imagine le pire. Pour se donner du courage, il fait la tournée des bistrotiers, rencontre des amis, des inconnus, se saoule, les saoule et les persuade d'aller violer Sylvie.

Plus tard, à la gendarmerie, quand tous les voleurs seront quêtés, quand Sylvie apprendra que Claude a monté le coup, on devra l'hospitaliser. Les autres, pour leur défense, leur excuse, ont affirmé qu'ils n'étaient pas au courant : « On croyait que c'était seulement une saoulerie qui avait trompé Claude ».

### Le magazine « Photo » condamné à 430 000 F de dommages et intérêts

La société éditrice du magazine *Photo* a été condamnée, le 31 janvier, par le tribunal civil de Paris à verser 430 000 F de dommages et intérêts à la famille de l'étudiant hollandais René Hartvelt, tué, puis dépecé, en juin 1981, par l'étudiant japonais Issei Sagawa. M. Pierre Drai, président du tribunal, a indiqué que la condamnation était immédiatement exécutoire. Ce jugement fait suite à l'ordonnance de référé rendue par ce même magistrat, le 30 novembre 1983 (le *Monde* du 1<sup>er</sup> décembre 1983), faisant injonction à l'Union des éditions modernes de restituer de la vente les 243 000 exemplaires du numéro de décembre 1983 de *Photo* sous

# POLICE

LANCÉ PAR LA FASP

## Un appel à l'unification du syndicalisme policier

Majoritaire parmi les policiers en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a lancé, lundi 30 janvier, un « appel à l'unification du mouvement syndical policier ». Elle vient d'adresser une lettre à toutes les organisations syndicales policières, sans discrimination d'aucune sorte, les conviant à une rencontre dans ce but.

Communiqué : Proposition de « pour réformer et faire gagner la police nationale ». L'affiche de la FASP, actuellement diffusée dans les commissariats, mêle volontairement tous les sigles du syndicalisme policier. Les manifestants antigouvernementaux du 3 juin 1983 y croisent donc les inspecteurs qui, le 21 janvier, s'en prenaient avec violence aux « flics » en tenue, et les commissaires « patrons » des services y cotoient les extensions policières des centrales ouvrières. Aussi cette démarche est-elle, en soi, une nouveauté, dans un monde où les divisions politiques, corporatistes et syndicales paraissent souvent l'emporter. L'acte d'une organisation classée à gauche et principal soutien des réformes engagées ou projetées depuis mai 1981 ? Manœuvre de l'organisation dominante, puisque majoritaire au sein des corps les plus nombreux (87 147 policiers en tenue contre 20 355 en civil) ?

Non, répond fermement M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP. « L'unité, explique-t-il, c'est l'assurance d'en finir avec la démagogie, le conservatisme, les manipulations politiques ; c'est l'esprit d'une dynamique nouvelle à la base et d'une volonté des personnels pour réformer la police et défendre les conquêtes syndicales ». Avec l'unité syndicale, assure-t-il, les policiers auraient le moyen de « créer enfin une communauté de travail et d'action » et, surtout, ils pourraient éviter qu'« un mouvement syndical divisé, déchiré et parfois immature se voie imposer arbitrairement des réformes qu'il n'aurait pas eu à accompagner ».

### Pédagogie

A cette « responsabilité syndicale », la FASP ajoute, comme condition de réformes bien menées et bien comprises, la « volonté politique ». Il faut sortir, estime M. Deleplace, de cette « situation paradoxale » où les objectifs réformateurs ont été tracés depuis le rapport Belorgey de 1982 et où, pourtant, « les usagers, les policiers de base, et même parfois les journalistes, sont toujours dans le flou, ne savent plus où l'on va ».

La stratégie choisie jusqu'ici n'est pas la bonne, selon M. Deleplace, qui l'assimile au « contre-exemple » de Talbot pour les mutations industrielles : « On a préféré le secret, les rencontres séparées avec chaque syndicat pris isolément, le tâtonnement et les hésitations entre les exigences des uns et des autres, plutôt que de mettre tout sur la table, dans un même lieu de concertation capable de faire des choix ».

Condamnant cette stratégie, qui « a laissé le champ libre au corporatisme, aux jeux d'influence, à l'affrontement des intérêts catégoriels », M. Deleplace demande donc que, « contre le sentiment d'indécision, l'Etat se fasse pédagogue », qu'il annonce clairement et publiquement « ses intentions et ses objectifs ». Et, s'agissant de la concertation syndicale, il réclame

« Jacques Mesrine » ne sera pas un film documentaire

Les auteurs du film-enquête *Jacques Mesrine*, diffusé à partir du 1<sup>er</sup> février, n'auront pas à porter la mention « film documentaire » sur leurs publicités. Ainsi on a décidé, mardi 31 janvier, le tribunal de Paris, jugeant à la demande du réalisateur André Gourevit, auteur d'un film de fiction sur Mesrine qui sera diffusé prochainement.

En revanche, Sylvie Jeanjaquet, amie de Mesrine, a obtenu que les deux auteurs du film-enquête, Hervé Paul et Gilles Millet, prennent l'engagement de faire en sorte de supprimer, dans les quinze jours, les passages au cours desquels on voit la photographie de la jeune femme.

### Iparratarak veut intensifier la lutte armée

Le mouvement nationaliste basque français Iparratarak a annoncé mardi 31 janvier, dans un document de dix-huit pages adressé à la presse, un « renforcement de la lutte armée » contre « le pouvoir français », qualifié de « colonisateur et répressif ». Dans ce texte, retraçant l'histoire du mouvement depuis 1973, le groupe revendique des aménagements qui ne l'avaient pas été jusqu'à présent, tels la destruction d'une résidence secondaire à Axcin (Pyrénées-Atlantiques), en septembre 1983, et le planquage de la voiture de l'épouse du sous-préfet de Bayonne, en mars 1980, qui avait causé la mort de deux militants.

Pour Iparratarak, la lutte armée doit être maintenue jusqu'à « la réalisation d'une véritable autonomie, étape concrète sur le chemin de l'indépendance, de la réunification et du socialisme ».

De nouveaux magistrats en Corse. — Le tribunal d'Ajaccio a un nouveau président, M. Bertrand Darolle, qui était jusqu'ici premier juge d'instruction au Havre. Un nouveau procureur de la République a été nommé à Ajaccio, M. Gaston Carrasco, qui était premier substitut à Dunkerque.

que soit mis en place un « comité technique ministériel » tel que le prévoyait les nouveaux textes sur la fonction publique depuis mai 1982 (1) : « Que l'on y étudie les réformes et que l'on y vote ! Alors, les choix se feront dans la clarté ».

Cette clarté suppose aussi, selon la FASP, que l'on dissipe le malaise persistant créé par la division de l'autorité politique sur la police, entre un ministère de l'Intérieur et un secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique. Les méthodes de ce dernier ne lui plaisent guère : certains, estime M. Deleplace, y « jouent à la guerre syndicale, manipulent les revendications, s'amusent à monter les syndicats les uns contre les autres ». Il doit y avoir, au ministère de l'Intérieur, une autorité et une seule », conclut-il.

E. P.

(1) Groupant les représentants des cinq directions du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, ce comité comprendrait quinze représentants des personnels, selon la représentativité des organisations. La FASP aurait ainsi neuf sièges et certains corps policiers minoritaires en nombre n'y seraient pas représentés : les enquêteurs, les officiers et les commissaires.

## SPORTS

### A l'Académie de médecine

#### UNE CONDAMNATION DE LA BOXE

« La boxe professionnelle n'est pas un sport. Il faut l'interdire comme elle l'est en Suède et en Norvège », a déclaré le 31 janvier, devant l'Académie nationale de médecine le professeur Paul Brégeat, professeur de clinique ophtalmologique. « La boxe est le seul sport, qui ait pour but de blesser l'adversaire et, si possible, de le mettre KO ».

Rappelant que des centaines de boxeurs sont morts en quelques années des suites des coups qu'ils avaient reçus, le professeur Brégeat a vivement dénoncé les graves séquelles que ce sport provoque, notamment dans les sphères osseuses et cérébrales. De nombreux boxeurs, en effet, deviennent aveugles, ce qui les voue plus tard, à souligné le professeur Brégeat, à la déchéance sociale. Selon une récente étude britannique, 17 % des anciens boxeurs souffrent, d'autre part, de lésions cérébrales. « Je pense, en toute conscience, a conclu le professeur Brégeat, que la boxe professionnelle — et même la boxe des amateurs — doit être interdite en France ».

« Athlétisme en milieu scolaire. — La Fédération française d'athlétisme (FFA) et l'Union nationale pour le sport scolaire (UNSS) ont signé, le 31 janvier, une convention pour le développement de l'athlétisme dans le milieu scolaire afin de permettre une meilleure détection des talents ».

« Jeux olympiques : la sélection française pour Sarajevo. — Trente-cinq athlètes français participent, du 7 au 19 février, aux Jeux d'hiver. En plus des vingt-trois sélectionnés de la Fédération française de ski (FFS) (le *Monde* du 31 janvier), la Fédération des sports de glace (FFSG) a retenu les concurrents suivants :

- Bobleigh à quatre : Christod, Billat, Stot, Lachaud (remplaçant : Roux) ;
- Patinage de vitesse : Yan Melden (500, 1 000, 1 500, 5 000 et 10 000 m), Fayot (10 000 m) ;
- Patinage artistique : Simond, Depouilly (hommes), Gosselin (dames), Nathalie Hervé, Pierre Béchin (dames) ;

« Basket-ball : Anthès qualifié pour les demi-finales de la Coupe Korac. — En battant 80-79 les Israéliens du Maccabi de Ramat-Gan, après avoir été menés de sept points à la mi-temps, les joueurs d'Anthès se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe Korac ».

« Tends : un nouveau commanditaire pour le Grand Prix. — La firme agro-alimentaire américaine Nabisco sera, à partir de 1985, le commanditaire du Grand Prix de tennis, à la place du constructeur automobile suédois Volvo qui finissait le circuit professionnel depuis 1980. Le nouveau commanditaire du Tournoi des maîtres qui est disputé depuis 1978 au Madison Square Garden de New-York. Le conseil professionnel du tennis, présidé par Philippe Chatrier, envisage d'en refaire une épreuve itinérante qui pourrait avoir lieu au palais des sports de Bercy en 1985 ».

**PLANS/CONTRECALQUES**  
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT. AGRANDISSEMENT-RÉDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> — ☎ 347.21.32

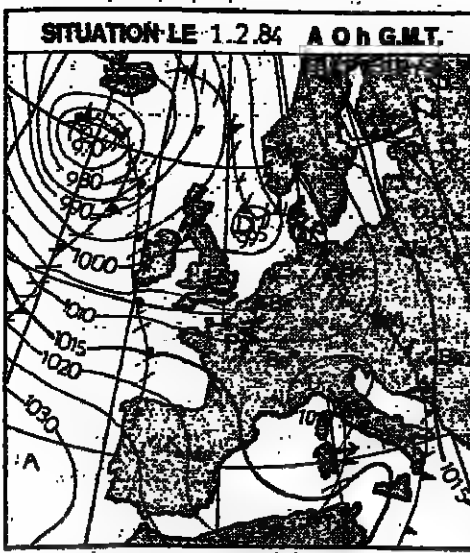
**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION**  
FÉVRIER 1984  
**LYCÉE :**  
**DÉJOUER LES PIÈGES**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
11 F

مكتبة الأمل

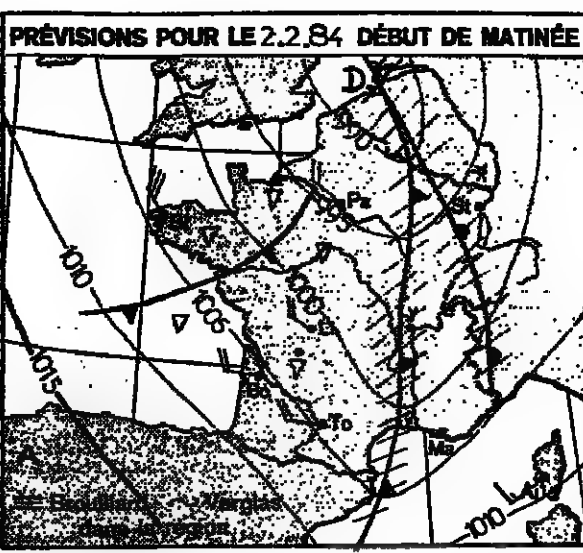


# INFORMATIONS « SERVICES » CARNET DU Monde

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 1.2.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2.2.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1<sup>er</sup> février à 0 heure et le jeudi 2 février à 24 heures.

L'évolution du temps restera semblable à ce qu'elle a été ces jours derniers : temps doux avec un passage de pluie toutes les vingt-quatre heures ou trente-six heures.

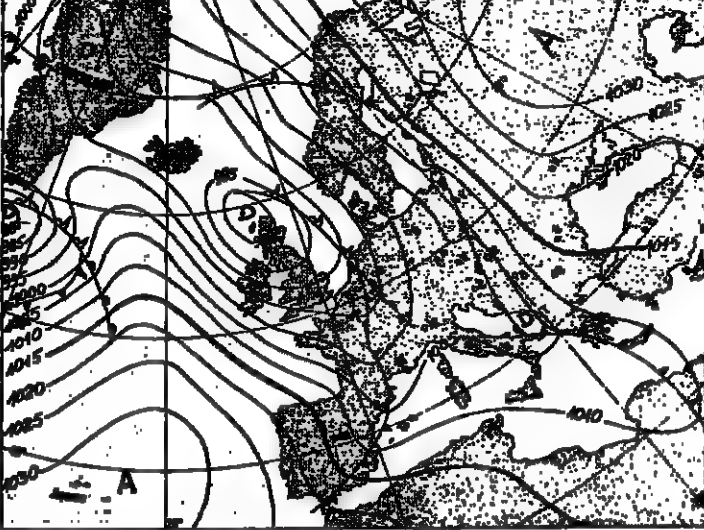
Jeudi, une zone de pluie étendue le matin des Ardennes au Roussillon va s'écarter vers l'Est, mais elle restera associée jusqu'au soir des Vosges aux Alpes en donnant de la neige au-dessus de 500 mètres.

Les températures minimales seront de 2 degrés dans l'Est, 4 à 5 degrés du Nord au Centre, 6 degrés près des côtes atlantiques sur l'Aquitaine et en Corse. Ensuite les vents vont s'orienter au nord-ouest. Le temps sera variable avec éclaircies et averses. Les températures maximales seront de 6 degrés à 12 degrés du Nord au Sud.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1984, à 7 heures, 1005,9 millibars, soit 754,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 janvier; le second le minimum de la nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février).

Ajaccio, 10 degrés et 6; Biarritz, 12 et 9; Bordeaux, 11 et 6; Bourges, 8 et 3; Brest, 9 et 3; Caen, 9 et 7; Clermont-Ferrand, 10 et 2; Dijon, 8 et 2; Grenoble-Saint-M.-H., 6 et 0; Grenoble-Saint-Genès, -6 et 1; Lille, 6 et 2; Lyon, 7 et 2; Marseille-Marguare, 10 et 5; Nancy, 9 et 2; Nantes, 10 et 6; Nice-Côte d'Azur, 11



et 4; Paris-Montsouris, 8 et 5; Paris-Orly, 8 et 3; Pau, 10 et 7; Perpignan, 15 et 8; Rennes, 9 et 5; Strasbourg, 8 et 2; Toulon, 8 et 4; Toulouse, 9 et 5; Poitiers-P. 29, 29 et 19.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 15 et 8 degrés; Amsterdam, 6 et -1; Athènes, 15 et 9; Berlin, 4 et 0; Rome, 7 et 0; Bruxelles, 8 et 2; Le Caire, 19; Les Canaries, 19 et 16; Coppenhague, 2 et 1; Dakar, 22 et 18; Djibouti, 16 et 11; Genève, 6 et 1; Jérusalem, 14 et 3; Lisbonne, 16 et 11; Londres, 7 et 1; Luxembourg, 5 et 0; Madrid, 12 et 6; Moscou, -9 et -14; New-York, 1 et -4; Palma-de-Majorque, 15 et 8; Rome, 14 et 9; Stockholm, 1 et 0; Toulon, 18 et 8; Tunis, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## EN BRIEF

### BONNES PAROLES

« MESSEURS ET CHÈRES ENFANTES ». — « Motus de la parole et de l'expression ». Ce stage, organisé par l'Office régional d'éducation audiovisuelle (OREA) dans son centre de formation à Toulouse (Haute-Garonne) les 6, 7 et 8 février, s'adresse aux professionnels qui, dans un cadre professionnel, ont à effectuer de nombreuses prises de parole, conduites des réunions de travail ou dirigées des entretiens. Il s'agit de trois axes : expression orale, structuration de l'argumentation et conduite de réunions de travail.

★ OREA, 1, impasse Lacordaire, 31078 Toulouse CEDEX. Tél. : (61) 53-38-93.

### CONFÉRENCE-DÉBAT

COUPABLES. — Le cercle Jean-Jacques Rousseau et l'Association des étudiants protestants de Paris organisent un cycle de conférences-débats sur le thème de la culpabilité : « Culpabilité, Occident et Tiers-Monde », le 8 février à 21 heures avec Pascal Bruckner, auteur du livre *Le Serpent et l'homme blanc*, et Roby Bois, secrétaire général de la CIMADE (services humanitaires d'entraide) : « La culpabilité, une maladie occidentale ? », le 7 mars à 21 heures, avec Émile Blondel, philosophe.

### FORMALITÉS

BENTOT L'UNIVERSITÉ. — Tous les mercredis à 18 heures, jusqu'au 28 mars, le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) organise des séminaires d'accueil collectif sur le thème « Inscription à l'Université » pour les étudiants français et étrangers.

★ CIDJ, 181, quai Branly, 75015 Paris. Tél. 567-35-85.

### DOCUMENTATION

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL. — L'Association des étudiants protestants de Paris organise un cycle de conférences-débats sur le thème de la culpabilité : « Culpabilité, Occident et Tiers-Monde », le 8 février à 21 heures avec Pascal Bruckner, auteur du livre *Le Serpent et l'homme blanc*, et Roby Bois, secrétaire général de la CIMADE (services humanitaires d'entraide) : « La culpabilité, une maladie occidentale ? », le 7 mars à 21 heures, avec Émile Blondel, philosophe.

La Protection des représentants du personnel (1) a le mérite de faire le point sur un système complexe tel qu'il résulte des textes

les plus récents : Quels nouveaux bénéficiaires du statut protecteur ? Dans quelles hypothèses autres que le licenciement ? A quel moment exactement la décision ultime ? Quelle recours pour quels résultats ? Tout le dispositif protecteur, remis à neuf, est exposé, illustré des apports d'une jurisprudence encore applicable.

(1) En vente à L'Association sociale, 5, avenue de la République, 75541 Paris Cedex 11. Tél. : 865-91-85. Au prix de 75 F.

### FORMATION CONTINUE

APPRENDRE LE VOYAGE. — L'Institut de formation des agences de voyage (IFAV) organise au cours du premier trimestre 1984 des actions de formation dans le domaine touristique : techniques de vente, prospection-démarchage, billetterie aérienne, gestion, construction de forfait, accompagnement, etc. Il fabrique également des programmes de stages à la carte pour les entreprises qui lui en font la demande. L'IFAV dépend de l'Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (AFT).

★ IFAV-AFT, Le Tremblay-sur-Mailland, 78490 Montfort-l'Amaury. Tél. : (3) 486-09-76.

### RELATIONS SOCIALES

LA CRUISE DU SYNDICALISME. — Un séminaire sur « les relations sociales en 1984 » organisé par l'Institut d'études politiques de Paris (IEP) débutera le 28 février à Paris. Dirigé par Gérard Adam, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et à l'IEP, il abordera, en deux semaines de trois jours chacune, de février à mars, les institutions de représentation et les relations du travail dans l'entreprise, la négociation collective et les conflits.

★ Service de formation continue de l'IEP, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 269-39-60.

### La Librairie « Bibliothèque des Arts »

vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du livre de Jean-François Bory sur

**Philippe Noyer**

et du livre de Jacques Dubois sur

**Theowissen**

le jeudi 2 février 1984, de 17 h à 19 h

les artistes signeront leur livre et leurs gravures originales

1, RUE CONDILLAC, 75008 PARIS - Tél. : 634-08-42

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 1<sup>er</sup> février 1984 :

### DES DÉCRETS

● Portant application de l'article 18 de la loi du 13 juillet 1983 et instituant le contrat pour l'égalité professionnelle dans l'entreprise.

● Modifiant le décret du 10 novembre 1978 relatif à la participation financière de l'Etat dans le capital d'une société anonyme à créer, dénommée Caisse d'amortissement pour l'acier.

● Provoquant le délai dans lequel les ouvriers des établissements industriels de l'Etat peuvent demander le bénéfice du régime de cessation anticipée d'activité.

● Portant désignation des membres de la commission des sondages instituée par l'article 5 de la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion.

● Relatif à la commission consultative des droits de l'homme.

● Relatif au Conseil supérieur de la normalisation.

● Fixant le statut de la normalisation.

● Modifiant le décret du 12 juillet 1963 créant le certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés.

### UN ARRÊTÉ

● Portant extension des facilités offertes par le service public expérimental Postéclair et fixation de la nouvelle tarification provisoire applicable.

### UNE CIRCULAIRE

● Portant sur la référence aux normes dans les marchés publics et dans la réglementation.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 3 FÉVRIER

« Musée de Cluny », 14 h 30, 6, place

Paul-Painlevé, M<sup>me</sup> Colin.

« La cathédrale russe », 15 heures,

12, rue Darné, M<sup>me</sup> Biot.

« Le Musée de l'histoire de France »,

15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois,

M<sup>me</sup> Zujovic.

« Raphaël », 17 h 30, Grand Palais,

M<sup>me</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le prince en terre d'Islam »,

14 h 30, 15, avenue du Président-Wilson

(Approche de l'art).

« Les Invalides », 14 h 30, métro

Varenne (Art et promesses).

« Le Palais », 14 h 30, métro

Marie (Paris pittoresque et insolite).

« Autour de Saint-Omer », 14 h 30,

Rogée (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais de justice », 15 heures,

grille du Palais, boulevard du Palais

(Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-

Paul (Régénération du passé).

« L'Opéra », 14 heures, hall

(M<sup>me</sup> Rojon).

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès

de **Roger Albert BEAUVAIS**, ancien d'Unilever-France et Latécos SA,

survenu le 30 janvier 1984, à Rouen,

dans sa quatre-vingtième année.

Après le service religieux à Rouen,

l'inhumation aura lieu jeudi 2 février, à

15 heures, au cimetière communal de

Saint-Ouen (93).

De la part de

Joël Hubert Beauvais, son fils,

Et de toute sa famille.

209, rue Eau-de-Robec,

76000 Rouen.

— Yvonne Becker,

Mario-Thérèse, Mathieu et Claude

Dunant,

vous font part du décès de

**Lucien BECKER**,

survenu le 25 janvier 1984.

20, chemin de l'Halbuterie,

57260 Dieuze.

— M<sup>me</sup> Armand Bitoun,

née Emilie Claude-Lafontaine, son

épouse,

Nathalie Bitoun,

sa fille,

M. Maurice Chabat, M<sup>me</sup>

et leurs enfants,

M. Joseph Choukroun, M<sup>me</sup>

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Sally Maman

et ses enfants,

M<sup>me</sup> Mireille Bitoun

et ses enfants,

M<sup>me</sup> Dina Siroco

et ses enfants,

M. Ili Zoussain, M<sup>me</sup>

et leurs enfants,

M. Charles Bitoun

et ses enfants,

Les familles Bitoun, Touboul,

parents et alliés,

ont le deuil de faire part du décès de

leur époux, père et frère,

**Armand BITTOUN**,

croix de guerre,

survenu, à Paris, le samedi 28 janvier

1984, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu jeudi

2 février 1984, à 11 heures, réunion

partie principale du cimetière parisien de

Bagaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

234, rue Championnet,

75011 Paris.

— Le personnel de Durep Publicité

se joint au regret d'annoncer le décès de

**M. Armand BITTOUN**,

frère de notre directeur,

et tient à s'associer à la douleur de la

famille.

L'Agence sera fermée jeudi 2 février.

— **ERRATUM** — A l'avis d'obé-

quences de

**M<sup>me</sup> Pierre BOUTIN**,

née Suzanne Chabaud,

Il faut ajouter :

De la part de M. Michel Boutin,

oncle par erreur par la famille.

— Nous apprenons la mort de

**Père Jacques DESSEAUX**,

survenu le 27 janvier, à l'âge de

soixante et un ans.

[Né le 16 septembre 1923 à Paris, le Père

Desseaux est ordonné, en 1949, après avoir

été à l'Institut catholique de Paris. En 1951,

il est nommé responsable des questions occu-

meuniques et directeur de l'enseignement libre

dans le diocèse de Versailles, puis secrétaire au

Secrétariat national pour l'unité des chrétiens,

poste qu'il occupera jusqu'en 1980. De 1980 à

1983, le Père Desseaux est chargé de cours à

l'Institut supérieur d'études occuméniques, à

Paris. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont le

« Nouveau Vocabulaire occuménique », « Dialogues

théologiques et accords occuméniques », vingt

sept études d'histoire occuménique », Editions

du Cerf.]

— M<sup>me</sup> Georges Laborde

Et sa famille.

ont le deuil de faire part du décès de

**M. Georges LABORDE**,

astronome adjoint,

retraité de l'observatoire

de Paris-Meudon,

survenu le 26 janvier, à l'âge de

soixante-sept ans.

L'inhumation a eu lieu le 31 janvier

dans le cimetière de famille à Bardene

(Charente).

— La famille et ses amis

ont la profonde douleur d'annoncer le

décès de

**Nicole RUSSAL-BERNEUIL**,

dans sa trente-septième année.

Survenu après une longue et cruelle

maladie.

L'inhumation a eu lieu le 31 janvier

1984, au Père-Lachaise, dans la plus

stricte intimité.

— M<sup>me</sup> Robert Singer,

Catherine, Dominique, Elisabeth et

Laurence Singer,

Et toute la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Robert SINGER**,

survenu le 28 janvier 1984.

Les obsèques auront lieu à l'île de Ré

dans l'enceinte.

152, avenue de Versailles,

75016 Paris.

— Le docteur René Solal,

son mari,

M. A. Mc Cormick,

son frère,

Et toute sa famille,

M<sup>me</sup> Paulette Bussière,

Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**Tina SOLAL**,

survenue le 26 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille ne recevra pas.

36, avenue d'Eylau,

75016 Paris.

## Remerciements

— Jacqueline Dubaut-Bellonte,

très touchée, ainsi que sa famille, des



	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

### OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES**  
5 500 personnes dont 640 Ingénieurs et Cadres  
recherche pour son Centre d'Etudes ORSAY

**INGENIEURS LOGICIELS**  
**TEMPS REEL**  
devant évoluer vers Chef de projet  
Intégrés dans des équipes autonomes, ils participeront à la conception, à la réalisation et à la mise en service de projets logiciels en France ou à l'Export, sur des matériels allant des microprocesseurs 16 bits aux min ordinateurs 32 bits.  
Postes convenant à diplômés Grande Ecole (X, Mines, Centrale, Telecom, ESE, Sup Aéro), débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience ou ENSI expérimentés.

**RESPONSABLE CENTRE INFORMATIQUE**  
Ingénieur 28 ans minimum ayant acquis une bonne expérience en :  
- gestion et exploitation d'un centre informatique  
- méthodologies et outils de développement de logiciel  
- utilisation de réseau de transmission de données  
- Systèmes VAX 780 sous VMS  
Dirigeant une équipe de 4 personnes, il devra mettre en place les moyens informatiques nécessaires pour accroître la productivité de ses services études.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence L.659 à :  
CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - DRE - 17, Place Etienne Pernet  
75738 PARIS CEDEX 15

**LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES**  
5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres  
recrute pour PARIS et PROVINCE

**INGENIEURS RESPONSABLES AFFAIRES**  
Pour assurer la responsabilité complète de réalisations d'installations en courant faible (technique, commerciale, animation des hommes, gestion, méthodes).  
Formation Ingénieur - 1 à 3 ans expérience professionnelle.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. C.657  
CSEE - Direction du Personnel  
17, Place Etienne Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15  
CSEE, L'AVENIR TECHNOLOGIQUE EN ACTION

Importante société d'électronique située en banlieue Sud-Ouest recherche pour ses applications Télématique

**Jeunes ingénieurs**  
3 à 5 ans d'expérience en développement de logiciel temps réel.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5508 AS/GO, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

**ETS BANCAIRE**  
recherche  
**ADJOINT (E) AU CHEF SERVICE CONTENTIEUX**  
Bonnes connaissances juridiques et comptables exigées. Pratique du contentieux bancaire et de la fiscalité.  
Age min. 35 ans.  
Sortir lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : T.D., 84, av. Charles-de-Gaulle, 92000 NEUILLY.

**ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS**  
recherche collaborateurs (travaux) ambitieux et dynamiques soucieux d'intégrer à une équipe de vente (sans de porte-à-porte).  
Si :  
- vous avez min. 25 ans.  
- le goût des contacts humains.  
- un bon niveau de culture générale.  
Votre candidature nous intéresse.  
Tél. ou jour à M. MAYORKAS au 638-99-72.

**Contrôle Bailey**  
GROUPE CSEE ALSTHOM  
PREMIER FABRICANT FRANCAIS DE SYSTEMES DE CONTROLE ET REGULATION INDUSTRIELLE recherche

**INGENIEUR INFORMATICIEN**  
Pour système temps réel appliqué au process control.  
Expérience sur matériel soit souhaitée. Langue anglaise appréciée.  
Envoyer CV et prétentions au Service du Personnel - 5, avenue Newton 92142 CLAMART CEDEX

**GROUPE BANCAIRE PARIS**  
Recherche pour sa Direction « Travaux Immobiliers »

**JEUNE INGENIEUR ELECTRICIEN**  
diplômé, ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans les études et l'entretien d'installations électriques (éclairage, force, distribution BT, postes HT/BT, sources de secours, groupes électrogènes, onduleurs).  
Le poste comporte le suivi et le contrôle de la réalisation des installations préalablement étudiées dans le cadre d'une équipe sous corps d'Etat techniques.  
Adresser lettre manuscrite avec C.V., références et prétentions sous réf. 7.437, Le Monde Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Le C.I.R.C.E., Centre de Calcul national du C.N.R.S. (Matériel type IBM sous MVS et BULL, important réseau de télétraitement) recrute

**ANALYSTES OU ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
pour ses services

**système et réseau**  
Diplôme minimum ingénieur ou maîtrise informatique. Dégagé O.M. Nationalité Française.  
Adresser C.V. et prétentions au Secrétaire du C.I.R.C.E. BP 63 - 91406 ORSAY Cedex.

**INFIRMIERE DE OU PSYCHIATRIE**  
Temps complet 8 h-17 h du 12 h-20 h 30. Prendre r.v. par téléphone uniquement.  
Sté privée d'I.H.M. recherche pour renforcer son service comptable, un

**ASSISTANT (E)**  
niveau certifié supérieur, diplôme enseignement supérieur apprécié. 2 ans exp. pour mission de révision, d'assistance et de conseil P.M.E., sous responsabilité directe d'un expert comptable.  
Envoyer C.V. à C.S.E.A., 10, rue Pergolotti, 75116 PARIS.

**CHARGÉ D'ETUDES DE MARCHES**  
Formation économique - relations commerciales. Connaissances italiennes appréciées.  
Envoyer C.V. et prétentions à R.E.S.F.R.A.N.C.E. 84, avenue Mirzaoui, 75008 PARIS.

## DIRECTIONS Nationales et Internationales

Région Parisienne (92)

**DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE**  
Cette entreprise, spécialisée dans le domaine des produits de revêtement, de protection et de scellement est structurée juridiquement en différentes sociétés (recherche, diffusion, application). Elle emploie au total 50 personnes et réalise un CA de plus de 35 millions dont une part importante à l'exportation.  
Sa direction générale souhaite s'adjoindre un collaborateur capable de prendre en charge l'ensemble de la vie financière, comptable et administrative des différentes entités. Ceci implique un rôle opérationnel dans les domaines comptabilité, finance, consolidation... (avec l'utilisation et le développement des outils informatiques existants), mais également un rôle de gestionnaire et de conseil auprès de la direction générale pour précéder et suivre le développement du groupe.  
Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 30 ans) possédant une formation supérieure adaptée (commerciale et/ou économique plus D.E.C.S.), et une expérience significative des fonctions financières et comptables acquises de préférence en moyenne entreprise. La connaissance de la langue anglaise serait vivement appréciée. Outre ses compétences techniques, c'est un homme qui conçoit que la gestion n'est pas une fonction statique mais un élément moteur du développement d'une entreprise.  
Les conditions offertes, l'autonomie et les responsabilités du poste ainsi que les perspectives de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.  
Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M.6930 A, à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Belfort 75008 Paris.

**INFORMATIS GESTION ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
Burroughs Medium System 4000 - COBOL - BASIC - Télétraitement  
**INGENIEURS**  
ou équivalent, 4 ans exp. en AP, 28, r. Dabene, 92, 927-99-22.  
**COURS DE VACANCES**  
Prochaines vacances de l'été 1984. QUE. Ser. UBI. 38, r. des Métaux, Paris-8, tél. trans.

**AGENCE DE PUBLICITE**  
en pleine expansion  
CHERCHE D'URGENCE

**2 CHEFS DE PUBLICITE**  
CONFRÈRES (ES)  
- Expérience budgets immobiliers appréciée.  
- Discretions assurées.  
Adresser CV et prétentions à C.B.A., 81, Boul. Raspail 69, rue Saint-Lezard 75008 PARIS.

**VILLE DE COLOMBES**  
92701  
80.000 habitants  
recrute

**UN ATTACHE (E)**  
POUR AFFAIRES ECONOMIQUES  
Titulaire maîtrise ou licence Sciences économiques.  
Adresser candidatures et C.V. datées à Monsieur le Député-Maire.  
Pour son Département commercial et GABINET d'expertises comptables RECHERCHE

**COLLABORATEUR HAUT NIVEAU**  
Envoyer C.V. et prétentions à C.B.A., 81, Boul. Raspail 69, rue Saint-Lezard 75008 PARIS.

**EDUVISION**  
recherche pour son centre de FORMATION

**INFORMATIENS**  
avant qualités pédagogiques pour assurer travaux pratiques sur micro-ordinateur en PASCAL, BASIC et sur mini-ordinateur ASSEMBLER SUR COBOL.  
Ecrire à M. GEORGESON EDUVISION 75, rue de Courcelles 75008 PARIS.

**I.L.V. cherche PROFESSEUR d'ANGLAIS.** Format. continue. 285-65-40 sp. 19 h et W.E.

Société française spécialisée dans le développement rural et la production agricole dans les P.V.D. recherche :

**DIRECTEURS FINANCIERS**  
pour détachement auprès d'importants organismes de développement rural d'Afrique francophone.  
En plus des tâches inhérentes au poste, ils seront chargés :  
- de contribuer, avec l'appui technique du Siège de la Société, à l'information progressive de la gestion des organismes de développement ;  
- d'assurer la formation d'homologues nationaux destinés à prendre la responsabilité des postes au bout de quelques années.  
**PROFIL SOUHAITE :**  
- diplôme supérieur en gestion complété par de bonnes connaissances en micro-informatique permettant de concevoir et de réaliser des applications concrètes dans ce domaine ;  
- 40 ans environ et de solides références professionnelles dans des fonctions voisines ;  
- expérience en Afrique, si possible dans le développement rural.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M<sup>me</sup> DELACROIX, 1, rue Sanson, PARIS 75013, qui transmettra.

**emplois régionaux**  
Ann. départem. du secteur sanitaire et social du Puy-de-Dôme recherche un (e) permanent (e) pour animer ses associations locales d'aide à domicile en milieu rural et assurer sa gestion administrative.  
Qualités requises : goût des contacts, sens des relations publiques, connaissances en législation sociale et comptabilité appréciées, disponibilité.  
Postes à pourvoir immédiatement.  
Lieu de travail : Puy-de-Dôme.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Directeur général de l'UNADOM 12, rue Jacquemont 75017 PARIS.

**ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES**  
296-15-01

## LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMES

**A**ider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

**ENTREE LIBRE**

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

**régie presse**  
J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS  
Tél : 233.44.21

**Le Monde**  
H. Guinaudeau  
3, rue des Italiens, 75009 PARIS  
Tél : 246.72.23

مكزامن الداهل



REPRODUCTION INTERDITE

secrétaires

**ATLANTIC INTERNATIONAL INC**  
(CERGY-POINTE) **secrétaire**

Filiale du Groupe AMERICAN HOSPITAL SUPPLY  
un des plus importants fabricants et distributeurs  
de matériel médico-chirurgical au monde  
recherche

**secrétaire**

parfaite bilingue Anglais-Français  
pour son département Marketing.

Eile prendra en charge le secrétariat de deux  
Cadres spécialisés en Marketing et en Publicité.  
Une expérience de quelques années est souhaitée.  
Ce poste offre d'excellentes opportunités de  
carrière ainsi qu'une rémunération très compétitive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
(curriculum vitae et photo) à :  
Monsieur VAN DEN PERREBOOM  
Directeur du Personnel-Laboratoire AHS/France  
B.P. 716-95004 CERGY-POINTE CEDEX  
qui vous assure une totale confidentialité

**AMBASSADE**  
recherche  
**1. SECRÉTAIRE**  
Bilingue, second cycle  
universitaire (Sciences, Math.)  
Ecrire à : M. C. V. de la  
Sous n° 281-843 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, Paris-2.  
L'INSTRUMENTAL  
INTERNATIONALE  
recherche  
**SECRÉTAIRE BILINGUE**  
français-anglais.  
Tél. heures sur. 1 325-82-58.

**CABINET D'EXPERTISE**  
« BATIMENT »  
Recherche pour travail partiel  
un ingénieur civil, diplômé  
pour rédaction des rapports sur  
machine à traitement de texte  
Hébergement T21  
avec ténus et suivi des  
dossiers.  
Néc. moyen de transp. pers.  
L'adresse : 6, rue de la Forêt  
75750 Montigny-Montigny.  
Adresser candidature avec C.V.

DEMANDES D'EMPLOIS

**CHEFS D'ENTREPRISE**

L'Agence Nationale Pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :  
• INGENIEURS toutes spécialisations  
• CADRES administratifs, commerciaux  
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

El 31 ans - Ecole des cadres de Neuilly - Anglais (bonnes notions  
- 6 ans expérience : commerciale, exports, études de marché dans  
multinationales - Secteur AUTO -) - sans des créativités -  
grande disponibilité.  
RECHERCHE : poste collaborateur marketing au sein direction  
commerciale - Paris - Province - déplacements acceptés.  
(Section BCO/JCB 463)

**DROIT IMMOBILIER** - Diplôme ICH - DEUG Droit - bonnes  
connaissances de la législation des loyers et des règles juridiques  
d'administration d'une copropriété. Expérience de gestion loca-  
tive - Sens de la décision et des responsabilités.  
RECHERCHE : poste de gestion d'immeubles en location ou  
copropriété chez administrateurs de biens, syndic, office d'HLM,  
banque ou compagnie d'assurance - Paris.  
(Section BCO/JCB 464)

**CADRE COMMERCIAL** de haut niveau - 38 ans - Licence les  
sciences économiques (techniques de communication et d'informa-  
tion) + ISSEC marketing management international -  
Anglais - 13 ans expérience marchés internationaux agro-  
alimentaires - Direction centres de profits, gestion de distribution  
de produits de grande consommation, mise en place organisation-  
nelle de politiques commerciales et de marketing.  
RECHERCHE : situation - France - Etranger.  
(Section BCO/JCB 465)



ECRIRE OU TELEPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 285-44-40, poste 33 et 28.

DEMANDES D'EMPLOIS



**JEUNE ARCHITECTE RENIFLEUR**  
**RECHERCHE.....EMPLOI STABLE**

ETUDIE TOUTES PROPOSITIONS, TOUS SECTEURS D'ACTIVITE Tel (1) 878.71.53

Anglais, parlant le français cour-  
amment, cherche travail en  
France à partir du 1er juillet 84.  
Expérience d'enseignement.  
Toutes offres considérées.  
M. Chavet, 330 Kirby Lodge,  
University of Warwick, Coventry  
CV4 7AL UK.  
Eschélomène débutante ch.  
emploi Paris, rég. parisienne.  
Ecr. à n° 6.572 Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES.  
6, rue des Italiens, 75009 Paris.  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Interprète et traductrice.  
39 ans, langues maternelles alle-  
mand, langues étrangères, fran-  
c., angl., portug., esp., ital.,  
place responsable, Paris et enviro-  
nne. Ecr. sous le n° 7044.175 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**RESPONSABLE**  
**DE BASE VIE ?**  
Je suis votre homme  
Expérience surannée, attaché à  
celle de l'expérience, Trilingue  
Disponible rapidement.  
Ecr. sous le n° 607 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**ATTACHE**  
**DE PRESSE**  
35 ans, formation Supérieure,  
Esp., fr., angl., publ., rel. press.  
Personnalité dynamique, Ch.  
poste à plein temps ou partiel  
dans les structures à Paris.  
Téléphone : 900-93-92.

propositions  
diverses

L'Etat offre des emplois  
spéciaux, bien rémunérés,  
à toutes et à tous avec  
ou sans diplôme. Demandez  
une documentation sur  
notre revue spécialisée  
FRANCE CARRIERES (C 16)  
B.P. 402-08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à  
l'étranger sont nombreuses  
et variées. Demandez une  
documentation sur la revue  
spécialisée MIGRATIONS (LM)  
B.P. 281-08 PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

ALDI 100 AVANT CD  
5 cyl. Diesel - 7 CV  
modèle 1982  
Première main - 80 000 km  
62 000 F (Prix T.T.C.)  
Coffre 400 kg, 48 mps  
M. MERLE, tél. (01) 906-52-28  
(après 20 heures)

PEUGEOT 305 GL  
Année 1982  
Km 69 000  
DÉSS droit des affaires immo-  
bilères (2° cycle Sorbonne).  
Cherchez un EMPLOI.  
Téléphone : 780-55-94 entre  
11 h et 14 h.  
Disponible pour déplacements  
fréquentes.

J.H. 26 ans, DEA droit des  
Affaires et droit Economique  
(2° cycle Sorbonne).  
DÉSS droit des affaires immo-  
bilères (2° cycle Sorbonne).  
Cherchez un EMPLOI.  
Téléphone : 780-55-94 entre  
11 h et 14 h.  
Disponible pour déplacements  
fréquentes.

Dame, soignant. Bonne présentat.  
Très bonne dactylo.  
Bonne orthographe, rech.  
emploi mi-temps après-midi  
9h-12h ou proximité  
Librairie rapidement.  
Ecr. sous le n° 605 M  
Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

de 8 à 11 C.V.

CITROEN CX 2 500 Diesel  
modèle 1981 - 60 000 km  
M. ARQUEL  
Tél. 060-66-32 après 18 h.  
RENAULT 20 TS 1982  
kilomètres à affiner  
PNEUS NEUFS - 48 000 km  
45 000 Francs  
844-30-61 (après 18 h)

**L'immobilier**

appartements ventes.

**1<sup>er</sup> arrdt**  
**LOUVRE IMM. XVII<sup>e</sup>**  
A vendre, grande 98 m<sup>2</sup> au  
sol, sol. Aut. avec asc.  
Tél. 272-40-32.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
**LE MARAIS**  
Beau 2 P., 12 ét., impeccable.  
Vie. s/p. jeudi. de 14 h 30 à  
18 h. 82, RUE SAINT-JACQUES,  
TREVAY 377-62-32.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**COEUR MARAIS**  
dans GRAND HOTEL PART.  
Nombres surfaces à  
renover. - 228-89-82.

**9. RUE SAINT-MERRE**  
Beau bel immeuble genre de  
studio et 2 P. en duplex, n° 1  
belles prestations, 13 m<sup>2</sup> / 17  
371-80-44, voir 828-72-71.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
Carnier, studio 12 ét. refait  
neuf, cuisine, salle, bain  
639-44-00 / (35) 90-27-08.

**COUR DU QUARTIER LATIN**  
Beau 5 P. 138 m<sup>2</sup>  
gd adj. 4 ch. et service  
1.800.000, VERNEIL 628-01-80.

**RUE SAINT-JACQUES**  
Imm. pierre de taille, asc., beau  
3 P., entrée, cuisine, salle,  
A SAINTE 634-13-18.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
ST-SULPICE. Dans ancien  
HOTEL PART. XVII<sup>e</sup>  
Superbe DUPLEX 200 m<sup>2</sup>  
GRANDE TERRASSE.  
DORESSAY - 624-93-32.

**YAVIN - 327-82-40**  
pav. v. 2 et 3 P., refait, n° 1  
bel. prest. Voir 828-72-71.

**YAVIN. 327-82-40**  
2 pièces, 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> 270.000 F  
Cf. M. S. 828-72-71.

**ST-ANDRÉ-DES-ARTS**  
Cocotte studio, cuisine, sal.  
ch. n° 1, asc. 180.000 F.  
855-82-33 bureaux  
ou le 320-36-01.

**2/3 P. BAC. 650.000 F**  
Cocotte, 50 m<sup>2</sup>, charme, calme  
et ch. part. état.  
PROMOTIC. 559-14-14.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
10<sup>e</sup>, PRÉS MÉTRO, quartier  
aimé, imm. ancien, bon état,  
3<sup>e</sup> étage, STUDIO, cuis.,  
s. d'eau, w.-c., 24 m<sup>2</sup>, ch. n° 1,  
calme, 180.000 F  
EGEYAL 522-82-22.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**M. VOLTAIRE**  
Beau 3 P., 12 ét. bel. imm.  
pierre de 2.450.000 F.  
P. n° 1. 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**12<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**MICHEL BIZOT**  
Nécess. 3 p. chambre, 12 ét.  
2<sup>e</sup> asc. 500.000. 280-82-32.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**MICHEL BIZOT**  
Bel imm. asc.,  
beau 3 P., 12 ét., asc. dans  
immeuble. 350.000 F - 543-88-90.

**82**  
**Hauts-de-Seine**  
**BOURG-LA-REINE**  
200 m R.M., mar.  
4 P. et 5 P. d'été.  
Piscine en cours. 4 P.  
102 m<sup>2</sup> + box : 1.130.000 F.  
E.P.D. 320-14-30.

**Province**  
**NICE**  
Charm.  
Particulier vend splendide  
3/4 pièces, 35 m<sup>2</sup>, Terrasse  
vue mer, Parking.  
480 000 F.  
Tél. 19-442 53-88-86.

**appartements**  
**achats**  
Recherche 1 à 3 P. Paris  
gât. 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>,  
de 12<sup>e</sup> à 15<sup>e</sup> m. 180.000 F.  
PAIE CPT chez notaire.  
873-20-87 même le soir.

**JE RECHERCHE**  
A LA DEMANDE DE CLIENTS  
SERIEUX ET SOLVABLES  
Appartements et Maisons  
dans tous les départements  
Classiques ou originaux  
ESTIMATION GRATUITE  
PRÉALABLE A TOUTE VENTE.  
SERGE KAYSER 328-50-50.  
604-93-35.

**GROUPE DORESSAY**  
rech. pour DIPLÔMATES  
**APPTS 150 A 250 m<sup>2</sup>**  
**ACHAT ou LOCATION**  
**CENTRE-EST PARIS**  
604-93-35.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
Frais Meublé, 3<sup>e</sup> prop. de  
vend. de bel immeuble, 3 P.,  
cuis., w.-c., 180.000 F.  
853-81-43.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
M. BALARD, imm. pierre de t.  
brique, rev. 12<sup>e</sup> ét., ch. n° 1,  
12 ét. ch. n° 1, 12 ét. ch. n° 1,  
12 ét. ch. n° 1, 12 ét. ch. n° 1.  
P. n° 1. 824-13-18.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris, Daumesnil, ref.  
neuf 2 P. sur rue et cour. Ch.  
200 F. P. : 340.000 F.  
P. n° 2. 340.000 F.  
Téléphone : 371-09-59.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
A vendre, Paris



Le Monde

## économie

## LA CRISE PORCINE

## Les frontières françaises sont partiellement ouvertes

Depuis mardi 31 janvier à minuit, les frontières françaises sont à nouveau ouvertes aux importations de porcs néerlandais, à l'exception de celles originaires des zones touchées par la fièvre aphteuse. Ce jeudi 2 février, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes doit statuer sur la demande de mise en liberté de M. Jean-Jacques Riou, incarcéré depuis la mise à sac de la sous-préfecture de Brest le 19 janvier. Le Centre national des jeunes agriculteurs a défini mardi « les dispositions à prendre au cas où

M. Riou ne serait pas libéré ». Elles n'ont pas été rendues publiques. Les quatre FDSEA de Bretagne ont déposé « insuffisance des mesures arrêtées par les pouvoirs publics ».

Pour sa part, M. Bernard Tharaud, parlementaire européen, ancien président de la Fédération nationale porcine, de 1969 à 1977, a déclaré au nom de la commission agricole du Parti socialiste que le gouvernement aurait dû intervenir plus tôt pour accélérer la mise en

place de la caisse de régulation, que l'élevage porcin en Bretagne connaît « une situation dramatique pour certains qui a été voulue par d'autres ».

Le PS propose de mieux réguler les marchés par des conventions entre les différents partenaires de la filière porcine, et se demande pourquoi les céréaliers ne consentiraient pas aux éleveurs français les rabais « significatifs » qu'ils consentent à certains clients des pays tiers.

## Crise bretonne

(Suite de la première page.)

Il faudrait une baisse de 20 F du quintal (soit - 13 %), selon M. Piéto. Bref, févère, sous-produits, céréales : on sent qu'il y a quelque chose à faire dans ce domaine du prix de l'aliment. On le sent d'ailleurs depuis des lustres...

Dans l'ensemble de la Bretagne, le tonnage vendu par les fabricants d'aliments a baissé en 1983 du fait surtout de la crise du poulet qui a entraîné la disparition de quelques-uns d'entre eux, trop spécialisés. Chez M. Piéto, la vente des aliments pour porcs a diminué aussi, faiblement certes (- 0,23 % pour être précis). Tendances inquiétantes quand on sait que la marge de cette industrie est tombée de 3 % à 1 % du chiffre d'affaires. Dépôts de bilan, limitation des investissements à la recherche de l'autosuffisance : telle est l'évolution du secteur, pour le privé du moins. Mais il y a plus : on arrive en Bretagne au moment où les fondateurs d'entreprises qui ont assuré le décollage de la région sont en âge de passer la main. D'ici cinq ans, selon M. Piéto, il ne sera pas impossible de voir quelques grandes entreprises s'intéresser aux usines des PME. Un signe : l'UFAC, Union des fabricants d'aliments composés, sorte de holding technique (et non financier) auquel adhère une série de fabricants français vient d'être repris par le groupe néerlandais Hendrix, lui-même filiale de la BP.

Dans cette affaire du porc, tout le monde triche, mais la France plus que ses concurrents et partenaires européens. Pour des raisons monétaires. Avec un pouvoir d'achat du mark ou du florin plus

élevé que le franc par rapport au dollar, l'éleveur du nord de l'Europe dispose d'un avantage : il paye ses aliments moins chers. Et puis, il y a les fameux montants compensatoires monétaires (MCM), qui font se fâcher tout rouge les éleveurs en général et les Bretons en particulier.

« Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une manipulation des prix, explique M. Sébastien Coupé, président de la Coopérative de la région de Lamballe, la Cooper (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires). En 1969, faute d'avoir voulu augmenter les prix agricoles, le gouvernement français a inventé les MCM pour empêcher que nos produits ne profitent à l'exportation d'un avantage de change. Du coup les Allemands, quand ils ont révalué le mark, au lieu de baisser leurs prix agricoles, ont mis des MCM dans l'autre sens. On a accepté que soit subventionnée la production allemande, alors que les éleveurs étaient déjà avantagés par le meilleur pouvoir d'achat de leur monnaie. Débat et Guillaume ont avalé le tout (1) ».

Depuis quatorze ans que ces MCM existent, ils ont modifié le paysage agricole de la Communauté, en favorisant l'élevage dans les pays du Nord et en Allemagne fédérale surtout. « Prenons seulement l'évolution de ces dernières années, explique M. Jean Gaudier, éleveur de porcs, maire de Pluduno et conseiller régional PS : entre 1978 et 1981, la France perd de l'argent, les Pays-Bas et l'Allemagne n'en gagnent pas. Fin 1981 et début 1982, avec l'amélioration des cours, les éleveurs français se

refont une santé, c'est-à-dire une irréversibilité. Les Allemands et les Hollandais investissent. C'est le résultat de leurs investissements qui défient aujourd'hui ».

« Sur le plan technique, on est au même niveau que les Hollandais, meilleurs que les Allemands, plaide M. Commault, directeur de la Cooper. Qu'on supprime les MCM et la production repart en Bretagne, on installe des jeunes, on crée des emplois. On s'en sort parce qu'on est plus compétitif. L'excédent de production européenne ? Il disparaît ailleurs, en Allemagne, au Pays-Bas, où les éleveurs les moins compétitifs subsistent, à l'abri des MCM. Mais, Bon Dieu ! qu'on nous en débarrasse, de ces MCM, et on verra ».

Le ton est passionné. C'est que le temps presse. « Il va nous falloir organiser les dépôts de bilan, pour que les gens ne soient pas humiliés », laisse tomber M. Coupé. Passionné, le ton, parce qu'il y avait eu un espoir. « Dans notre conseil d'administration, ils étaient tous républicains, lance-t-il. Mais dans ce département, où tous les députés sont socialistes, on est guéri du rocardisme ».

Le style et surtout les dernières sorties du ministre de l'Agriculture, sur les MCM, sur les marchés au cadran (2), sur les « libéraux » bretons, cela ne passe pas. « Nous, on lui demande d'arrêter le système des MCM. On sait bien que c'est une affaire de négociation, mais il nous fait passer pour des imbéciles qui ne le savons pas. Il ne rappelle mon propriétaire lorsque j'étais fermier. Le ministre hollandais, il demande à ses propres agriculteurs de comprendre

les Bretons ; Record, lui, il nous traite avec la complexité de Guillaume ! ». Bref, pour ces éleveurs, les pouvoirs publics, - et M. François Mitterrand, dont la dernière déclaration sur les MCM en conseil des ministres du 25 janvier est aussi visée, - la gauche, qui, dans son programme, avait inscrit la suppression des MCM, n'ont pas assez mis le paquet sur ce point.

« Il n'y a pas de volonté évidente d'arrêter ce système qui a déjà détruit l'élevage porcin dans les autres régions de France. Maintenant, c'est au tour de la Bretagne », conclut M. Commault.

Un détail qui n'est pas sans importance : M. Sébastien Coupé, le père de l'expansion dans la région de Lamballe, est plutôt un gros éleveur. Il avait appelé à voter en 1981 contre Giscard d'Estaing. Et nous on dit des socialistes des Côtes-du-Nord : « On aimerait bien que tous les libéraux soient comme lui ».

JACQUES GRALL

Prochain article :

## LE RESSORT EST CASSÉ

- (1) L'ancien et l'actuel président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).
- (2) Marchés aux enchères descendant, installés dans le Finistère et contrôlés par les éleveurs.

## Le prix de revient du porc

## UN EXEMPLE DE CALCUL

Il faut, pour un bon éleveur, 3,5 kg de déchets pour faire 1 kg de viande. C'est ce qu'on appelle l'indice de consommation, qui peut aller de 2,9 pour un très bon éleveur à 4 pour le plus mauvais. En arrondissant à 2 F le prix de 1 kg d'aliment, le kilo de porc revient déjà à 7 F. Ajoutez 80 centimes de frais divers (vétérinaires) et généraux.

Pour un élevage moyen qui sort mille porcs de 100 kilos, le salaire avec les charges de l'éleveur représente 1 F par kilo (soit un salaire mensuel chargé compris de moins de 8 300 F). Le prix de revient du kilo de porc s'élève déjà à 8,80 F. Les amortissements varieront de 0 à 1 F, selon l'ancienneté des installations. Le jeune qui démarre sort un porc à 9,60 F le kilo vif, soit 960 F pour 100 kilos, qui seront payés, sur la base de 80 kilos en poids net. D'où un prix de revient réel de (960/80) 12 F. Autrement dit, si le cours se maintient à 8 F, il perd 4 F par kilo, et celui qui n'a plus d'amortissement, 3 F. Soit de 400 F à 300 F par porc.

A titre de comparaison, les MCM allemands représentent une aide de plus de 80 F par porc et les MCM hollandais de plus de 40 F. Si les cours remontent, au prix de revient, l'avantage des MCM demeure. Si les cours dépassent le prix de revient, il y a tout lieu de penser qu'ils auront remonté également sur les marchés des pays concurrents pour lesquels l'avantage des MCM disparaît.

## Les ministres des Dix sont parvenus à un accord sur les quotas de pêche pour 1984

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres de la pêche des Dix, réunis mardi 31 janvier à Bruxelles, sont parvenus à se mettre d'accord sur les quantités de poisson à pêcher dans la « mer communautaire » en 1984 et sur le montant des quotas à attribuer à chacun des Etats membres.

Les Français retrouvent à peu près leurs quotas de l'année passée, et même supérieurs pour le lieu noir et le maquereau. Cet accord montre que la politique commune de la pêche, dont la réglementation de base a été approuvée par les Dix, après des années de querelle, en janvier 1983, peut tout à fait être gérée. La démonstration, jusqu'ici, n'en avait pas été faite, puisque, l'année passée, la fixation des TAC (total de capture autorisé par espèce) et des quotas n'avait été acquise qu'au mois de décembre ! Il faut dire qu'alors la discussion butait sur le problème de la pêche au hareng en

mer du Nord : en raison de l'épuisement des « stocks », les droits de capture à se partager étaient très limités.

La politique de conservation qui a été pratiquée a porté ses fruits, les bancs de harengs sont revenus plus nombreux, et la répartition des quantités disponibles n'a pas fait, cette fois-ci, l'objet d'empaignes aussi sévères que celles de l'année passée.

La Communauté, pour élargir son domaine de pêche, multiplie les accords avec les pays d'Afrique occidentale et de l'océan Indien. Le conseil a ainsi donné son feu vert au renouvellement de l'accord avec le Sénégal et à la conclusion d'un accord, nouveau celui-ci, avec les Seychelles. L'un et l'autre intéressent principalement la pêche thonnière océanique française.

PHILIPPE LEMAITRE

## SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE

## Les offices britanniques du lait auraient reçu 5 milliards de francs de trop

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le dossier britannique au sein de la CEE devient chaque jour un peu plus complexe. L'affaire qui agite les milieux communautaires, à propos des pratiques des offices du lait au Royaume-Uni, ne va pas améliorer l'opinion des Britanniques à l'égard du Marché commun. Le Daily Express du 28 janvier n'a-t-il pas traité d'« abus » les responsables européens, après que la difficulté fut devenue publique.

En apurant les comptes du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour les exercices 1978-1979, le contrôle financier de la Commission européenne aurait conclu que le budget communautaire a versé au total 750 millions d'ECU (5 milliards de francs) de trop aux organismes britanniques d'intervention laitière. Selon les experts européens, les sommes irrégulièrement versées sont dues au système de prix pratiqué par les Milk Marketing Boards qui prévoit des tarifs différents selon l'utilisation et la destination du lait.

Quelle conclusion la Commission va-t-elle tirer de ce dossier particulièrement embarrassant ? Elle peut faire valoir que le règlement communautaire sur les modifications à apporter au fonctionnement des

offices britanniques date de juillet 1979. Compte tenu du délai d'adaptation normalement accordé dans ce domaine, elle a un argument de poids pour classer l'affaire.

Reste que les offices du lait sont toujours en infraction. Bruxelles s'est finalement décidé la semaine dernière à porter le différend devant la Cour européenne de justice. Quelle sera sa position si les versements injustifiés atteignent, à partir de 1980, des montants aussi substantiels que ceux enregistrés au cours des années précédentes ?

De plus, pourquoi la commission a-t-elle mis autant de temps à faire appel à l'arbitrage de la juridiction communautaire ? Le rapprochement qui est déjà fait avec le remboursement (également 750 millions d'ECU) réclamé par M<sup>me</sup> Thatcher à ses partenaires pour alléger la contribution de son pays au budget communautaire de 1983 n'est certainement pas sérieux, mais laisse l'ampleur du problème. Mardi 31 janvier, M<sup>me</sup> Thatcher a déclaré aux Communautés qu'elle serait absolument intolérable que la Commission européenne réclame à Londres un remboursement.

MARGEL SCOTTO

## Les viticulteurs californiens veulent être protégés contre les importations européennes

Les producteurs de vins californiens ont demandé officiellement, le 27 janvier, aux autorités fédérales de taxer les importations de vins de table en provenance de France et d'Italie. Ils affirment que ces vins bénéficient de subventions et sont vendus aux Etats-Unis à des prix de dumping. Le département du commerce devra dire d'ici vingt jours si la demande est recevable. La commission du commerce international disposera, en cas de recevabilité, de quarante-cinq jours pour déterminer le préjudice subi par les producteurs californiens et, par conséquent, le montant des taxes à appliquer.

L'enjeu est important car ces importations représentent plus du quart de la consommation de vins de table. Ces importations se sont élevées à 800 millions de dollars en 1982, (alors que les exportations de vins américains sont de 32 millions de dollars). Les importations en provenance d'Italie représentent envi-

ron 16 % de ce marché du vin de table, celles de France, 4,5 % et celles provenant d'Allemagne fédérale (qui ne sont d'ailleurs pas visées par la plainte), 2,3 %.

La crise économique qui a sévi aux Etats-Unis a donné un coup d'arrêt brutal, en 1982, au développement de la consommation américaine de vins. Et ce sont surtout les vins de fabrication américaine qui ont été touchés, parce qu'ils étaient plus chers que les vins importés, profitant de la hausse du dollar.

Ce soul de protéger le marché intérieur, dit effectivement pour une bonne part à l'« effet dollar », s'est déjà manifesté dans plusieurs secteurs : textile, sidérurgie, industrie du cuivre, chaussures. Le lobby agricole n'est toutefois pas favorable à la demande des viticulteurs. Il craint, en effet, des représailles qui nuiraient aux exportations agricoles vers la CEE.

## LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

du Mardi 6 au Vendredi 9 MARS 1984

## Thèmes des Conférences-Débats

Mardi 6 MARS  
Philippe LABARDE

Recrutement et restructuration des entreprises.

Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ?

• lancement du concours de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises.

Mercredi 7 MARS  
Jean-Michel CROISSANDEAU

Le bon choix pour une carrière.

A la fin de ses études, le diplômé doit choisir et orienter sa carrière. Selon quels critères ?

Jeudi 8 MARS  
André FONTAINE

L'internationalisation des carrières.

Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé attiré par une carrière « internationale », quelle entreprise doit-il choisir - de quelle taille ?

Vendredi 9 MARS  
Eric LE BOUCHER

Les nouveaux moyens de communications informatiques.

La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises notamment, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

- ENTRÉE LIBRE -

Pour toute demande d'information, s'adresser à :



récie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulois  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS  
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS  
Tél : 246.72.23

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE.U.	8,5745	8,5778	+ 175	+ 205
\$ can.	6,9708	6,9737	+ 118	+ 159
Yen (100)	3,6588	3,6615	+ 188	+ 198
DM	3,8596	3,8614	+ 162	+ 175
Franc	2,7168	2,7177	+ 149	+ 153
£ S. (100)	14,9688	14,9721	+ 162	+ 184
£ S.	3,8219	3,8247	+ 287	+ 308
L. (1 000)	5,8199	5,8226	+ 227	+ 188
£	12,8497	12,8593	+ 289	+ 348

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	5 1/8	5 3/8	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2
SE.U.	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2
DM	5 1/2	5 13/16	5 9/16	5 15/16	5 11/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16
Franc	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
£ S. (100)	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4
£ S.	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L. (1 000)	16	17	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 1/2	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
£	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
F. franc.	11 7/8	12	12	12 1/16	12 3/8	12 13/16	12 5/8	12 13/16	12 5/8	12 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 4 : 20 FF chez votre marchand de journaux.

U.S.A. 3 090 F.A.R.

AIRCOM SETI  
53, rue de Monceau, 75008 PARIS  
Tél. : 522.88.46

مكتبة الأمل



SOCIAL

INVITÉ DE « POLITIQUES » SUR TF 1

La société est en train de se dissocier sous l'effet de la crise déclare M. Edmond Maire

Invité de l'émission « Politiques » sur TF1, le 31 janvier, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, s'est montré très réservé sur les relations entre les syndicats et les partis politiques, et a estimé que « le gouvernement est encore à mi-chemin de la démarche nécessaire ».

A propos de l'unité syndicale, M. Maire a souligné qu'elle ne pouvait plus se faire que sur le terrain de la défense des intérêts. Observant, après les élections à la Sécurité sociale, qu'il n'y a plus une seule centrale dominante, le secrétaire général de la CFDT a repoussé l'idée d'une alliance privilégiée avec la CGT, lui préférant des convergences selon les objectifs et les moments.

M. Maire a ensuite abordé longuement le dossier des restructurations industrielles en insistant l'accent sur la nécessité de la réduction du temps de travail, de la formation, critiquant la position de la CGT et du PCF, il a précisé : « Dire aux se-

larités qu'ils pourront rester au même poste, au même endroit, est démobilisateur et n'a pour effet final que d'affaiblir le mouvement syndical (...) c'est se condamner à la sclérose ».

Sceptique à l'égard des conges de reconversion, et surtout de leur financement, le secrétaire général de la CFDT a rappelé qu'il ne fallait pas penser qu'aux gros secteurs : il faut aussi penser au chômage banal, aux salariés des PME.

Malgré les réserves qu'il a pu exprimer sur l'accord en cours de négociation pour l'assurance-chômage, M. Maire a reconnu que son organisation serait amenée à le signer, pour des raisons techniques, mais qu'il se montrerait préoccupé par l'apparition d'une « France à deux vitesses ». « La société est en train de se dissocier et de se diviser sous l'effet de la crise », a-t-il déclaré, en craignant que « les tensions sociales entraînent une montée du racisme ».

« Vous ne ferez rien sans nous »

M. Edmond Maire croit à de profonds bouleversements dans le monde industriel. Pour donner force à son propos, il rappelle que, au début du siècle, les agriculteurs représentaient en France plus de 50 % de la population active. Ils n'en représentent aujourd'hui que 8 %. Formidable mutation à laquelle bien peu auraient voulu croire il y a même cinquante ans quand la proportion des agriculteurs dans le monde du travail était encore de 40 %.

Les propos du secrétaire général de la CFDT viennent en conclusion de considérations sur le chômage dont il a souligné les conséquences dramatiques avec « le racisme qui monte dans les entreprises », « le licenciement prioritaire des handicapés », « la menace de la violence ». Mais l'insupportable montée du chômage ne date pas d'aujourd'hui : il y a vingt ans que cela dure.

Depuis 1964, le nombre des demandeurs d'emploi est passé de 105 000 à plus de 2 millions, presque sans rupture de tendance (si l'on excepte la période qui va de juin 1968 à la fin 1969). On ne peut expliquer ce phénomène par le seul effet démographique. L'arrivée des jeunes en masse sur le marché du travail (conséquences du baby boom d'après-guerre) est certes très sensible à partir de 1960 et culmine entre 1975 et 1980. S'il y a une vingtaine d'années, il suffisait de 20 000 emplois de plus par an pour compenser la poussée démographique, il en fallait entre 150 000 et 200 000 à partir de 1975. Trouver l'équilibre est peut-être été possible si la croissance, qui a été en moyenne de 5,6 % par an entre 1961 et 1973, s'était maintenue à 2,2 % en moyenne au cours des dix années qui ont suivi, entraînant une constante réduction du nombre de créations d'emplois : de 150 000 en moyenne par an entre 1962 et 1975, celles-ci vont chuter à 42 000 entre 1975 et 1978. Mais de 1979 à 1982 l'économie française perd 63 000 emplois par an.

Depuis vingt ans, l'augmentation du chômage en France traduit d'abord l'insuffisante compétitivité de l'appareil productif qui va accentuer le recul inattendu de l'investissement industriel (hors bâtiment et travaux publics) de 2 % en moyenne depuis dix ans; au point que l'ambition affichée par le IX<sup>e</sup> Plan est tout

simplement de retrouver en 1988 le taux d'investissement de 1973. Autre exemple de la détérioration du tissu industriel : entre 1970 et 1980, le taux de pénétration du marché intérieur est passé de 22 % à 31,8 % pour les biens intermédiaires, de 29,2 % à 49,9 % pour les biens d'équipements professionnels, de 28,5 % à 48 % pour les biens d'équipement ménagers, de 17,9 % à 30,6 % pour les automobiles et les transports routiers, de 8,4 % à 15,3 % pour les biens de consommation.

Ainsi, après les avoir longtemps différées ou mal engagées, la France doit subir d'importantes restructurations dans des secteurs névralgiques. En l'état actuel des choses, cela ne peut se réaliser sans de nouvelles pertes d'emplois ce qui ne manque pas de mettre mal à l'aise un gouvernement de gauche qui a fait de la lutte contre le chômage son cheval de bataille.

Comment comprendre, dans ces conditions, que, plutôt que de s'appuyer sur les forces sociales qui le soutiennent, le gouvernement paraisse s'entourer dans des comités restreints d'élus locaux et de représentants ? M. Edmond Maire a naturellement été le premier à s'étonner de pareilles méthodes et a lancé cet avertissement : « Vous ne ferez rien sans nous ». Il se dit du parti des gouvernés et non des gouvernants et s'étonne qu'aujourd'hui comme hier on aille à la marche forcée comme si les échecs électoraux ne pouvaient pas être évités. Il reconnaît qu'on ne peut cependant rester sans bouger. Selon lui, l'écroulement par un seul licenciement est aussi hasardeux que d'affirmer, comme on le fit avant mai 1981 qu'on produirait 30 millions de tonnes d'acier par an, alors qu'on en est aujourd'hui à 17 millions de tonnes.

Le réalisme du secrétaire général de la CFDT est son signe distinctif. Les solutions qu'il préconise sont simples : réduction du temps de travail dont le principe doit s'étendre à l'Europe, plans de formation pour répondre à des besoins énormes, mobilité des travailleurs (ne pas leur laisser croire qu'ils pourront « forcément rester au même poste, au même endroit »). Mais ce qui frappe surtout, c'est l'appel à la concertation qu'il a de nouveau lancé. « Nous avons besoin d'un gouvernement qui stimule la politique contractuelle. Croire que la loi va nous donner la beurre et l'argent du beurre parce que le gouvernement est de gauche, c'est se leurrer. » Et le voilà réclamant « la reconnaissance de la légitimité syndicale et patronale ».

On ne s'attendait pas à un tel discours, deux ans et demi après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il est vrai que M. Edmond Maire a aussi rappelé qu'un « syndicat n'est pas dans l'ordre du pouvoir, mais dans l'ordre du contre-pouvoir ». Sa plus grande ambition est de « rendre les salariés responsables de leur avenir ». Pour enrayer l'hémorragie lente qui fait du chômage une plaie quotidienne quelle meilleure démarche que celle qui associerait tous les partenaires sociaux pour une indispensable mobilisation ?

FRANÇOIS SIMON.

Libez  
de l'Union  
PHILATÉLISTES

LA CFDT FAIT DES OUVERTURES AU CNPF

A la sortie de sa rencontre avec M. Yves Gattaz, au siège du CNPF, le 31 janvier en fin de matinée, M. Edmond Maire, qui conduisait la délégation CFDT, en appelant « à la relance de la politique contractuelle », a annoncé quelques ouvertures qui intéresseraient le patronat.

Inaugurant ces consultations avec le CNPF, demandées par toutes les organisations syndicales, sauf la CGT, M. Edmond Maire a voulu y voir le moyen de renforcer la politique contractuelle, « y compris pour les restructurations, les mutations et les problèmes sociaux majeurs », affirmant au passage que « l'intervention de l'Etat n'est pas toujours la meilleure des solutions », et que les partenaires sociaux sont « les mieux placés » pour apprécier la situation réelle de l'économie et des entreprises.

Rappelant son opposition aux demandes formulées par le CNPF à propos de la « flexibilité » de l'emploi, M. Maire a ensuite souligné le refus de la CFDT de « toute restriction des droits syndicaux et des droits collectifs ». Mais il a cependant fait des ouvertures, en proposant au CNPF « une réflexion, une recherche pour connaître ce qui se passe sur le terrain et pour vérifier si les règles conventionnelles doivent être adaptées au PME, alors qu'elles ont été établies en fonction des grosses entreprises ».

Dans le même esprit, la délégation CFDT a également indiqué qu'elle serait prête à voir si « des adaptations sont possibles pour le travail à temps partiel », à envisager comment « de façon partielle, nous pourrions aller à la création d'entreprises » et, enfin, à étudier « de nouveaux types d'entreprise pour réduire ce phénomène grave qu'est le travail clandestin ».

Sur tous ces points, semble-t-il, la délégation du CNPF s'est montrée prête à discuter.

Les négociations sur l'assurance-chômage achoppent sur l'apurement du passif de l'UNEDIC

Le passif de l'ancien système d'assurance-chômage - l'UNEDIC - évalué à plus de 18 milliards de francs, va-t-il bloquer les discussions entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur le régime de « solidarité », financé par l'Etat, qui doit compléter le régime d'assurance défini par l'accord de principe conclu le 10 janvier entre le CNPF, la CFDT, la CGC et Force ouvrière ? Il a en tout cas

obéré la séance de négociation entre les parties qui s'est tenue mardi 31 janvier au ministère des affaires sociales. Celle-ci cependant a permis de progresser sur l'indemnisation des « exclus » de l'assurance (notamment les chômeurs de longue durée les plus âgés et les premiers demandeurs d'emploi). Une nouvelle réunion doit avoir lieu mercredi 8 février.

Après des contacts « bilatéraux » au cours de la semaine précédente, M. Pierre Bérégovoy a présenté à ses interlocuteurs un schéma de règlement. Il a proposé notamment, outre la prise en charge par la puissance publique des préretraités, des allocations du Fonds national de l'emploi et des conventions du type de celle de la sidérurgie, la création de deux allocations complétant le régime d'assurance.

Une « allocation de solidarité », remplacerait, en effet, l'ancienne « allocation de secours exceptionnels » (ASE) pour les chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits, notamment pour les plus de cinquante ans. Une « allocation d'insertion » serait prévue pour les premiers demandeurs d'emploi (jeunes, femmes, etc.) et pour les chômeurs qui n'auraient pas travaillé pendant une durée suffisante pour bénéficier de l'assurance-chômage (par exemple les titulaires de contrats à durée déterminée) : ces derniers pourraient toucher des « tranches successives » d'allocation (en cas de reprise temporaire de travail). L'ensemble ne pouvant dépasser douze mois.

Ces propositions devaient répondre aux préoccupations des syndicats (particulièrement de la CGT et de la CFDT) : ceux-ci, à l'exception de la CGC, ont estimé avoir obtenu un véritable « engagement » de la part des pouvoirs publics. M. Pierre Bérégovoy (CFDT) a même estimé

que M. Bérégovoy reprenait certaines propositions de la CFDT en ce qui concerne les plus de cinquante ans.

Les syndicats veulent cependant que l'on ne se contente pas de principes et que l'on fixe le montant des différentes allocations. Celle de « solidarité » pour les chômeurs âgés pourrait être fixée à 1,5 fois l'ancienne ASE pour les plus de cinquante-trois ans (donc 80 F par jour). Pour les débutants en revanche, l'« allocation d'insertion » pourrait rester à 40 F par jour.

Mais la discussion la plus difficile porte sur l'apurement du passif de l'UNEDIC. M. Bérégovoy a proposé que l'Etat en prenne un tiers à sa charge (correspondant à un emprunt de 6 milliards de francs), le nouveau régime d'assurance obtenu, pour financer le reste, un prêt consolidé de 12 milliards à taux préférentiel. Ce partage a été refusé énergiquement par le CNPF, qui a fait de la solution du problème préalable à tout accord d'ensemble. Les représentants patronaux demandent notamment que le montant de la contribution de solidarité versée par les fonctionnaires (de l'ordre de 3,3 milliards de francs) soit affecté en priorité à l'apurement des comptes de l'UNEDIC. La CGT et la CFDT estiment qu'il doit au contraire d'abord servir au « rattrapage » des exclus de l'assurance-chômage.

Le vrai problème sera de définir la part du déficit de l'UNEDIC prise en charge par l'Etat : les positions paraissent actuellement très éloignées. Un compromis cependant n'est pas impossible, les syndicats signataires de l'accord du 10 janvier considèrent notamment que l'Etat a contribué au déficit de l'UNEDIC en poussant à la multiplication des contrats de solidarité (1). D'autre part, les pouvoirs publics ont aussi intérêt à ce que la situation financière de l'UNEDIC soit apurée et que l'on parvienne à un système financièrement viable.

Un autre problème - mineur - subsiste aussi : celui des allocations versées en une fois aux chômeurs créateurs d'entreprise (représentant 1,1 milliard de francs). M. Bérégovoy, après M. Ralite, souhaite que ceux-ci soient pris en charge par le régime d'assurance, ce qui n'est pas prévu par l'accord du 10 janvier.

Reste enfin un problème, plus important à terme, mais qui n'a pas été abordé au cours de la réunion du 31 janvier : celui du financement des stages de reconversion prévus par le gouvernement pour les restructurations industrielles.

GUY HERZLICH.

(1) Un problème de financement supplémentaire pourrait naître de la propagation de l'ancien régime de l'UNEDIC jusqu'au 1<sup>er</sup> avril : selon certains, ce sont 2,6 milliards supplémentaires qui s'ajouteraient à l'ensemble du passif.

Participez à notre enquête en votant de janvier à avril.

## Invitation Gulf Air.

### Répondez à notre enquête. 100 billets à gagner.

A dire vrai, les sondages d'opinion sont la plupart du temps ennuyeux. Aussi nous avons décidé de faire une enquête un peu différente. Remplissez notre questionnaire et dites-nous en moins de 10 mots quelles sont les raisons qui vous ont fait choisir Gulf Air.

Le 15 mai un jury déterminera parmi les participants les 100 gagnants d'un billet aller-retour offert pour vous remercier de nous avoir aidé à mieux vous servir. Le jury choisira les réponses les plus originales et les plus pertinentes.

Vous pouvez nous communiquer vos satisfactions ou vos critiques en remplissant à bord notre questionnaire du 15 janvier au 15 avril sur tous nos vols européens en liaison avec le Golfe.

Nous publierons les meilleurs slogans, les noms de leurs auteurs et leurs commentaires sur la Compagnie.

Cette enquête fait partie des efforts que nous faisons pour mieux servir notre clientèle fidèle.

Après avoir été élue, deux ans de suite, la compagnie N° 1 des vols vers le Moyen-Orient nous voulons vous faire savoir que le N° 1 pour nous, c'est vous. Vous pouvez obtenir tous les détails de cette enquête à Gulf Air, 9 boulevard de la Madeleine, 75008 Paris. TEL : (1) 261.53.16.

**الخطوط الجوية الخليجية**  
**GULF AIR**  
L'envergure.



des Dix  
l'accord  
pour 1984

pendant

en raison de l'épo-

de conservation qui a

Philippe Lemaître

européenne

du lait

de francs de trop

pendant

britanniques date de juillet

de la commission

de la commission

Manuel Scotta

californiens

notés

européennes

de la commission

de la commission

de la commission

ordonnateur

personnel

les dépenses

les dépenses

les dépenses

les dépenses

les dépenses



## ÉTRANGER

### En Grande-Bretagne

#### Le patronat exprime sa confiance dans la reprise

De notre correspondant

Londres. — Selon la principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (CIB), dans son dernier rapport trimestriel (qui passe en revue l'activité de 1 750 entreprises), la reprise économique enregistrée en 1983 doit se confirmer cette année. La publication de ce document, le 31 janvier, a été aussi accueillie avec une particulière satisfaction par M<sup>me</sup> Thatcher.

Devant la Chambre des communes, le premier ministre s'est plu à souligner l'importance, car la CIB, lors de son dernier congrès annuel, en novembre, avait manifesté son scepticisme à l'égard des prévisions du ministère des finances. Alors que celui-ci estimait que la croissance, qui a été de 3 % en 1983, devait au moins se maintenir à ce niveau en 1984, la Confédération prévoyait un certain ralentissement.

Le patronat indiquait que la progression du produit national brut ne pourrait guère dépasser 2 %, dans la mesure où la reprise ne lui semblait pas reposer sur des bases assez « solides ». Or la CIB vient de faire

savoir qu'elle devait revenir quelque peu sur ses réserves, puisqu'elle constate une amélioration sensible, notamment au niveau des investissements (qui pourraient augmenter d'environ 7 %, cette année) et des exportations.

« L'industrie britannique », selon un porte-parole de la CIB, accorde sa productivité et réduit ses coûts, comme on n'aurait même pas pu l'imaginer avant la récession. Mais notre compétitivité par rapport à nos concurrents est toujours d'environ 20 % inférieure à ce qu'elle était en 1975.

La Confédération reste prudente et fait remarquer que l'amélioration de la productivité signifie qu'il ne faut pas s'attendre dans les prochains mois à une réduction importante du chômage. Cependant, elle prévoit que son augmentation va se ralentir : le chiffre mensuel des pertes d'emploi devrait se stabiliser à 6 000 ou 7 000, alors qu'il atteignait 40 000, au plus fort de la crise, en 1981.

FRANCIS CORNU.

#### L'Argentine demande un rééchelonnement de sa dette extérieure garantie venant à échéance jusqu'en 1985

Le gouvernement de Buenos Aires a demandé aux quatorze pays créanciers, susceptibles de participer à un club de Paris sur l'Argentine, un état de leurs créances de façon à le comparer avec ses propres évaluations de la dette extérieure du pays (évaluée au total à une quarantaine de milliards de dollars).

Cette demande a été faite dans une lettre adressée, mercredi dernier, par M. Bernardo Grinspun, ministre argentin de l'économie, au président du club de Paris, M. Michel Camdessus, directeur du trésor au ministère français de l'économie et des finances. Dans cette lettre, le gouvernement argentin indique qu'il est placé devant la nécessité de demander à ses créanciers publics le refinancement de ses dettes échues en 1983 et venant à échéance cette année et en 1985. Le club en question réunit les hauts fonctionnaires du trésor des pays créanciers auxquels un pays débiteur demande des délais de paiement pour les dettes échues ou devant échoir dans un avenir proche.

L'Argentine chercherait en l'occurrence à obtenir des délais non seulement pour le remboursement du principal, mais aussi pour le versement des intérêts relatifs aux crédits garantis (par des organismes du

type de la COFACE, compagnie française pour l'assurance du commerce extérieur) qu'elle a reçus des quatorze pays suivants : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Japon, France, Italie, Israël, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, Suède, Pays-Bas et Suisse.

« Une mission du FMI doit se rendre d'ici à la fin de la semaine à Manille. Le président Ferdinand Marcos vient de déclarer que les négociations entre les Philippines et le Fonds monétaire au sujet d'un crédit stand by (accord de confirmation) de 650 millions de dollars étaient en bonne voie.

« La Zambie va demander un nouveau prêt au Fonds monétaire international et cherche également à obtenir le rééchelonnement de sa dette extérieure venant à échéance en 1984, vient d'indiquer le ministre zambien des finances Luke Mwa-nasikulu, dans sa présentation du budget devant le parlement de Lusaka. La Zambie bénéficie actuellement d'un accord stand by avec le FMI portant sur 230 millions de dollars EU, qui vient à expiration le 31 mars prochain.

#### Le groupe britannique John Brown se retire de la machine-outil

Le groupe britannique John Brown, en difficulté depuis deux ans, a décidé de se retirer du secteur de la machine-outil. Le groupe, spécialisé dans la construction mécanique lourde, a subi la chute des commandes de turbine à gaz et le marasme du marché des centrales électriques et il a dû, l'an passé, supprimer cinq cents de ses neuf mille employés.

Ses pertes en 1982 ont été de 8,6 millions de livres et elles devraient atteindre 6 millions (environ 72 millions de francs) pour l'exercice en cours clos le 31 mars. Son président, Sir John Cuckney, a engagé une vaste restructuration qui concentrera son groupe autour de trois secteurs : l'ingénierie des machines plastiques et des « sec-

teurs d'avenir » (offshore, automatique, hydraulique).

Ayant de lourds besoins de financement, John Brown se retire de la construction du secteur très déficitaire de la machine-outil. Le groupe a inscrit une provision de 37 millions de livres pour réaliser ce désinvestissement au cours de l'année 1984.

### Aux Etats-Unis

#### L'indicateur d'activité a de nouveau progressé en décembre

Washington (AFP, Agefi). — L'indice composite de l'économie américaine, qui est censé indiquer la tendance de la conjoncture, a progressé de 0,6 % en décembre, après avoir fléchi de 0,2 % (chiffre révisé) en novembre.

Ce fléchissement, le premier enregistré depuis un peu plus d'un an, avait fait craindre aux économistes un ralentissement de l'activité économique. Sa remontée en décembre conforte, soulignent-ils, les prévisions gouvernementales selon lesquelles la reprise économique va se poursuivre tout au long de l'année 1984.

En décembre, l'indice global, qui regroupe douze indicateurs particuliers (niveau des commandes, durée du travail, évolution des coûts), s'est inscrit à 162,9 (base 100 en 1967). En un an, par rapport à décembre 1982, il a progressé de 15,6 % (5,9 % au premier trimestre, 4,7 % au deuxième, 2,8 % au troisième et 2 % au quatrième).

Près de 600 kilos de viande avariée ont été saisis, lundi 30 janvier, dans le supermarché Champion de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) par les services de la répression des fraudes et les services vétérinaires du Pas-de-Calais, à la demande du parquet de cette ville. Cette viande a été faite à la suite de plusieurs plaintes de consommateurs. Les enquêteurs ont constaté un « manque d'hygiène étonnant » et ont trouvé dans les réfrigérateurs de la viande (78 kilos de longe de porc, 13 kilos de diaphragme, 5 kilos de veau, etc.) « en état de putréfaction », a indiqué à l'AFP M. Jean-Michel Tissot, premier substitut au tribunal de Boulogne-sur-Mer.

« Les pourelles étaient pleines également de viande avariée depuis plusieurs semaines — plusieurs centaines de kilos, — sans parler de deux cents pains industriels moisies, de cinquante-deux terrines de foie de volaille avariées, et des produits laitiers impropres à la consommation », a ajouté le substitut.

Par ailleurs, quatre cent cinq barquettes (205 kg) de viande propre à la consommation mais en infraction quant à leur étiquetage ont été saisies et distribuées dans les hôpitaux et foyers de la ville.

L'ancien directeur du supermarché, M. Escart, qui venait d'être muté au supermarché Champion de Trans-en-Provence (Var), a été rappelé à Boulogne par la direction de la chaîne commerciale. Il sera poursuivi pour « détention de denrées alimentaires corrompues ou toxiques » (loi de 1905). Le directeur intermédiaire s'est refusé à tout commentaire, soulignant simplement que les denrées commercialisées étaient en parfait état.

## AFFAIRES

#### La production française d'automobiles a progressé de 6,6 % en 1983

La production française de voitures particulières a augmenté de 6,6 % en 1983, avec 2 960 823 véhicules complets. « Dans l'ensemble, estime la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, qui publie ces chiffres définitifs, la production de voitures françaises a donc été satisfaisante, en dépit des mouvements sociaux qui l'ont affectée (par exemple, chez Talbot, en décembre dernier). » Résultat à court terme de la moitié de la production française (55,3 %), passant de 1 490 000 véhicules à 1 630 000 véhicules.

Le marché intérieur, bien que meilleur que prévu avec 2 017 617 voitures (seconde année record après 1982), a reculé de 1,9 %. C'est donc essentiellement vers les exportations que le supplément de production a été orienté.

	1982 (nombre)	1983 (nombre)	Variation % 1982/1983
Production	2 777 125	2 960 823	+ 6,6
Exportation	1 463 592	1 613 720	+ 10,3
Immatri-culation	2 056 490	2 017 617	- 1,9

#### M. CALVET ANNONCE UNE RÉDUCTION PROCHAINE DES EFFECTIFS DE CITROËN

« Ou bien Citroën doit réduire ses effectifs, ou bien Citroën n'existera plus dans trois ans ; si l'on pense que c'est une bonne maison avec des gens capables et un potentiel technique de premier ordre, il faut en passer par là. » C'est ce qu'a déclaré M. Jacques Calvet, président d'Automobiles Citroën comme d'Automobiles Peugeot, à un groupe de journalistes qu'il accueillait en Espagne, à Alicante, pour essayer la 205 GTI.

« Depuis 1981, ajoute M. Calvet, Citroën n'a pas réalisé de gains de productivité. Or les effets conjugués de l'alourdissement des charges et du chômage technique sont responsables d'un retard de productivité de l'ordre de 15 %. Ce n'est pas tenable. » D'où la nécessité de réduire les effectifs — de quatre mille à quatre mille cinq cents personnes, sur les quarante-trois mille que compte la marque — à un moment qui résultera « du compromis entre la nécessité d'aller vite et celle de choisir le moment opportun », vraisemblablement sans licenciements (Le Monde du 31 janvier).

M. Calvet a en outre prévu un retour à l'équilibre du groupe Peugeot dès 1984 et annoncé le chômage technique chez Talbot.

« Les livraisons hors de France ont augmenté de 10,3 %, souligne la CSCA, ce qui, dans la conjoncture actuelle et vu l'acharnement de la concurrence, constitue une bonne performance. »

Les exportations de Citroën ont progressé de 1,1 %, celles de Peugeot de 8,4 %, tandis que les ventes à l'étranger de Talbot ont chuté de 26,7 %. Enfin, les exportations de Renault — qui incluent les voitures américaines dont le bloc moteur est fabriqué en France — ont augmenté de 20,4 %. Pour ce qui est des véhicules utilitaires de plus de 5 tonnes, la production a baissé de 8,1 %, les exportations de 6,5 %, tandis que les immatriculations progressaient de 0,9 %. Pour les véhicules de moins de 5 tonnes, les immatriculations ont baissé de 5,1 %.

#### LES SYNDICATS DE NISSAN SONT D'ACCORD POUR UNE IMPLANTATION EN GRANDE-BRETAGNE

La direction du constructeur automobile japonais Nissan (Datsun) est parvenue à un accord avec le syndicat de l'entreprise sur le projet de construction d'une usine d'assemblage en Grande-Bretagne, a annoncé son président M. Takashi Ishihara.

Présenté il y a trois ans, ce projet avait été initialement repoussé par le syndicat. La direction, qui envisageait l'assemblage de 200 000 véhicules par an, avait proposé un projet moins ambitieux et une production initiale de 20 000 véhicules par an. « Nous espérons signer un accord sur ce projet avec le gouvernement britannique le mois prochain », a ajouté le président de Nissan. A Londres on a dit attendre une décision japonaise « prochaine et positive ». — (AFP, Reuters).

« Hausses de 1,4 % des exportations japonaises d'automobiles en 1983. — Avec 5 669 510 véhicules exportés, les constructeurs japonais ont accru leurs ventes à l'étranger de 1,4 % en 1983. Ces chiffres restent inférieurs au record de 1981 (5 048 447 unités) et à ceux de 1980 (5 967 000).

### L'AFFAIRE DES CARGOS GRUMIERS

#### Le Parti communiste français est critiqué en Yougoslavie

De notre correspondant

Belgrade. — Après avoir exprimé ces derniers jours, à plusieurs reprises, son étonnement devant la décision du gouvernement français de ne pas permettre l'importation de navires commandés aux chantiers Troic MAJ de Rijeka, la presse yougoslave donne une importante place à l'entretien accordé le 30 janvier

par M. Mitterrand à M. Popovski, ambassadeur en France. Elle souligne non seulement le caractère « cordial et amical » de cet entretien, mais également la volonté des deux pays de poursuivre leurs efforts pour la réalisation, « surtout dans le domaine économique », des objectifs fixés lors de la récente visite du président français.

Selon le correspondant de l'agence Tanjug, M. Mitterrand aurait indiqué qu'il « s'engage personnellement pour que certaines difficultés intervenues dans le domaine économique entre les deux pays soient écartées ». Interprétant cette formule, les commentateurs estiment que la décision française n'est pas définitive et espèrent qu'elle sera réexaminée, affirmant que les navires yougoslaves n'ont pas été offerts à un prix de dumping.

Ils critiquent en tout cas le comportement du Parti communiste français, qui ne voit pas, comme l'écrit le quotidien Vjesnik, de Zagreb, qu'à l'arrière-plan de cette affaire se trouve la classe capitaliste gauchiste. « La direction du Parti communiste conclut Vjesnik, au lieu de comprendre que c'est là la base du problème, s'attaque aux questions périphériques et marginales pour marquer des points politiques. »

PAUL YANKOVITCH.

« Les ventes de gaz de France ont augmenté de 5,1 % en 1983. — Gaz de France et ses filiales ont vendu l'an passé 272,9 milliards de kilowattheures, soit 5,1 % de plus qu'en 1982 (259,6 milliards de kWh). Les ventes à usage domestique ont progressé de 8,6 % en chiffres absolus et de 3,4 % en chiffres corrigés des variations climatiques. Dans le secteur tertiaire, la hausse atteint 8,5 % en valeur brute et 4,6 % en valeur corrigée. Les ventes à l'industrie et aux centrales électriques n'ont progressé que de 2,1 %.

#### La société Delille (récupération de vieux papiers) propose de reprendre trois filiales de La Chapelle-Darblay

La société Delille, spécialisée dans la récupération de vieux papiers a annoncé son intention de reprendre trois filiales de La Chapelle-Darblay, qui ne sont pas concernées par le plan Parvaco. Il s'agit de l'usine Everball à Evercourt, dans l'Aisne, des Papeteries de l'Escaume à Corbeil et de la société Coupe Service à Corbeil également et à Roanne. Delille a fait une offre de 19 millions de francs et présenté un plan industriel qui prévoit un investissement de 100 millions de francs sur trois ans — sans aide de l'Etat — ainsi que le maintien des six cent trente emplois concernés. Le tribunal de commerce de Rouen devrait décider de la vente de ces filiales dans la semaine. M. Didier Guillemet, trente et un ans, directeur général de Delille, a déclaré, mardi 31 janvier, que son plan, connu depuis sept mois, avait l'approbation des services du ministère de l'Industrie.

La société Delille, avec 4 millions de chiffre d'affaires en 1976 et 34,8 millions de francs en 1982-1983, est l'une des premières sociétés de récupération de vieux papiers en France (120 000 tonnes). Elle est installée en Espagne où elle récupère 30 000 tonnes et où elle a racheté en 1980 une papeterie, s'engageant ainsi dans la fabrication de papier recyclé.

Cette intégration, exceptionnelle jusqu'ici, entre la récupération et la fabrication de papier recyclé s'est conclue en 1981, avec la reprise de deux machines du groupe Chapelle-Darblay à Corbeil-Escaume. Delille, qui fabrique sur ce site 30 000 tonnes de papier recyclé pour l'emballage, compte, s'il peut reprendre les unités de La Chapelle-Darblay, se lancer dans le papier recyclé pour impression-écriture (pour listing et pour photocopie) et dans le papier d'essuyage professionnel. Installée à Corbeil, la société est située dans la région parisienne, c'est-à-dire sur le plus important gisement

de matières premières récupérables. M. Guillemet a annoncé aussi qu'il avait pour autre objectif de devenir le leader européen dans ce domaine de la récupération, dont le marché est de plus en plus international. I.G.

#### PARIBAS POURRAIT ENTRER DANS LE CAPITAL DE LA BPGF

Le groupe Paribas, par le truchement de son Consortium de participations bancaires (CPB), est « prêt à prendre une position minoritaire » dans le capital de la Banque privée de gestion financière (BPGF), « aux côtés d'autres actionnaires français et étrangers avec lesquels des négociations vont être entreprises ».

En clair, le capital de la BPGF, débarrassée de ses engagements très déficitaires dans l'immobilier qu'a repris sa maison mère à 100 %, le Holding privé de gestion financière, va être reconstitué.

La part de Paribas n'y dépasserait pas 20 %, de manière à conserver à la BPGF son caractère de banque privée. A cette occasion, les partenaires étrangers de l'ancienne BPGF, notamment l'Amsterdam-Rotterdam Bank, pourraient s'intéresser à la nouvelle BPGF et même y devenir majoritaires.

« Très lourdes pertes pour US Steel. — Le premier sidérurgiste américain, US Steel, a perdu 1,16 milliard de dollars l'an passé (environ 10 milliards de francs) contre 361 millions de dollars en 1982. Cette perte comprend une provision de 1,15 milliard de dollars pour la fermeture d'usines et le départ de quinze mille salariés annoncés en décembre. Avec la reprise actuelle du marché américain, US Steel pense revenir à l'équilibre en 1984.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Symposium sur l'entreprise européenne et le défi asiatique à Amsterdam les 24 et 25 avril 1984, organisé par la BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT, l'ALGEMENE BANK NEDERLAND, en association avec la BANQUE NATIONALE DE PARIS ET HUIT GRANDES BANQUES EUROPÉENNES.

Un symposium sur l'ENTREPRISE EUROPÉENNE et le DÉFI ASIATIQUE se tiendra aux PAYS-BAS les 24 et 25 avril 1984 en même temps que la 17<sup>e</sup> réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAD).

Ce symposium a été organisé avec le parrainage de la BAD et de l'ALGEMENE BANK NEDERLAND (ABN) en association avec 9 autres grandes banques de 7 pays européens :

- BANQUE NATIONALE DE PARIS (FRANCE)
- BANCA NAZIONALE DEL LAVORO (ITALIE)
- CRÉDIT SUISSE (SUISSE)
- CREDITANSTALT BANKVEREIN (AUTRICHE)
- DEUTSCHE BANK A.G. (REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE)
- KREDITBANK (BELGIQUE)
- SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE (SUISSE)
- UNION DE BANQUES SUISSES (SUISSE)
- S.G. WARBURG AND CO. LTD (ROYAUME-UNI)

Cette manifestation sera présidée par le Dr. A. BATENBURG, Président de l'ALGEMENE BANK NEDERLAND. Elle se déroulera en deux temps : d'abord une réunion générale à l'attention des représentants de la communauté financière internationale puis, dans le cadre de trois Commissions qui se tiendront au même temps, des réunions de travail sectorielles sur la coopération entre l'Europe et l'Asie.

La réunion générale est prévue dans l'après-midi du 24 avril. Elle sera ouverte par le Dr. H.O.C.R. RUDING, Président du Conseil des Gouverneurs de la BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT, et Ministre des Finances des PAYS-BAS.

Les principaux intervenants seront : pour la France, M. Jacques DELORS, Ministre de l'Economie, des Finances et du Logement, M. Masso FUJIOKA, Président de la BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT, le Professeur A.J. WARDHANA, Ministre coordonnateur pour l'Economie, les Finances et l'Industrie d'INDONÉSIE, et le Dr. W.F. DUISSENBERG, Président de la NEDERLANDSCHE BANK.

Les Commissions se tiendront dans l'après-midi du 25 avril, après l'ouverture officielle du Conseil des Gouverneurs de la BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT.

Les travaux des trois Commissions porteront sur les thèmes suivants :

- Agro-industrie : sous la présidence de M. B.W. BIESHEUVEL, ancien Premier Ministre et ancien Ministre de l'Agriculture des PAYS-BAS.
- Construction-Ingénierie : sous la présidence de M. G.H. TURNBULL, Président de TALBOT MARY COMPANY LTD (U.K.).
- Énergie : sous la présidence du Dr. U. LANTZKE, administrateur Délégué de l'Agence Internationale pour l'Énergie de l'OCEDE.

le guide 1984 de  
votre déclaration personnelle  
de revenus  
par  
la revue fiduciaire  
première revue française d'informations  
des entreprises  
296 pages — Prix franco : 51 F  
Commandes à adresser, accompagnées du règlement  
correspondant libellé à l'ordre de la Revue Fiduciaire.  
54 rue de Chabrol - 75480 PARIS Cédex 10  
Librairie : 100 rue La Fayette - Paris 10<sup>e</sup>

MARCHÉS FIN.

هكذا من الأصل



## 31 JANVIER



